DIALOGUE GLOBAL

10.1

3 numéros par an en 17 langues

Entretien avec Raquel Varela — **Christine Schickert**

IVe Forum de l'ISA à Porto Alegre — **Geoffrey Pleyers, Jacob Carlos Lima, Hermílio Santos, André Salata, Emil Sobottka, Veridiana Domingos Cordeiro, Gustavo Conde Margarites, Priscila Susin, Ricardo Caldas Cavalcanti, Lucas Pereira Wan Der Maas, Izabelle Vieira**

Politiques sociales dans les pays européens — **Maria Petmesidou, Ana Guillén, Emmanuele Pavolini, Daniel Clegg, Roland Atzmüller, Sigita Doblytė, Aroa Tejero, Silke van Dyk, Tine Haubner, Beatrice Carella**

Les défis de la digitalisation — **Paola Tubaro, Lévio Scattolini, Felix Sühlmann-Faul, Srujana Katta, Kelle Howson, Mark Graham**

Perspectives théoriques — **Donatella della Porta**

Hommage à Samir Amin et Immanuel Wallerstein — **Vishwas Satgar, Sari Hanafi, Stéphane Dufoix, Frank Welz, Anand Kumar**

Rubrique ouverte

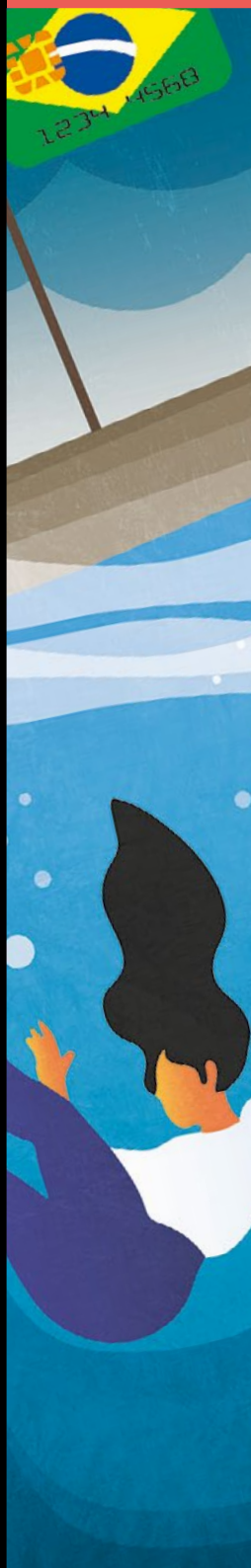
> **La caravane de migrants, une stratégie de mobilité**

> **Réinstallation des réfugiés : L'exemple de Buffalo**

MAGAZINE

DG VOLUME 10 / NUMÉRO 1 / AVRIL 2020 http://globaldialogue.isa-sociology.org/

Association Internationale de Sociologie



> Éditorial

Dans l'interview qui ouvre ce numéro, Raquel Varela revient sur la révolution des œillets d'avril 1974 au Portugal. L'historienne spécialiste du monde du travail, en rappelant les points de vue et les contributions des travailleurs, explique pourquoi il est important de relater les événements mondiaux « vus d'en bas » et traite des effets durables de la révolution sur le tissu social et économique du Portugal.

En juillet 2020, des sociologues et des spécialistes des sciences sociales du monde entier participeront au IVe Forum de Sociologie de l'ISA à Porto Alegre, au Brésil, pour discuter de leurs recherches et de leurs perceptions des transformations sociales à la lumière de quatre grands défis du XXIe siècle : la démocratie, l'environnement, les inégalités et l'intersectionnalité. Dans son article, Geoffrey Pleyers, président du Forum, souligne l'importance d'analyser l'interconnexion de ces phénomènes sur le plan social. Jacob Carlos Lima, président de la Société brésilienne de Sociologie (SBS), rappelle brièvement l'histoire de la Société avant d'en appeler au soutien et à la solidarité de la communauté des sociologues face aux dernières évolutions politiques dans le pays et aux luttes sociales qui leur sont liées. Enfin, Hermílio Santos, André Salata et Emil Sobottka, du comité local d'organisation du Forum, ainsi que six jeunes chercheurs brésiliens, nous offrent un aperçu de l'histoire et de la sociologie brésiliennes.

En raison du démantèlement systématique des systèmes de protection sociale européens au cours des dernières années, de nouvelles formes de politiques sociales ont été mises en place, mettant à rude épreuve non seulement divers pays dans des domaines spécifiques mais aussi le volet social de l'Europe et de l'Union européenne. Dans le premier symposium de ce numéro, des chercheurs présentent leurs travaux sur les évolutions actuelles et les défis auxquels sont confrontés certains pays européens.

Le deuxième symposium aborde l'une des grandes questions de notre temps : la transformation numérique de la société, en examinant ses répercussions sur les travailleurs, les marchés financiers et le développement durable. Il y est également question de la manière dont la recherche peut contribuer à maintenir ou à instaurer des droits pour les travailleurs et des conditions de travail équitables au sein d'une économie de plateformes.

Dans son article, Donatella della Porta présente les enjeux actuels de la recherche sur les mouvements sociaux. Selon elle, les mouvements de protestation en cours dans le monde entier ont mis de nouvelles questions à l'ordre du jour mais exigent aussi de nouveaux modes d'analyse. Elle plaide pour que le capitalisme et les classes sociales soient à nouveau considérés comme des catégories analytiques dans les études sur les mouvements sociaux.

Avec les récentes disparitions de Samir Amin (1931-2018) et d'Immanuel Wallerstein (1930-2019), nous avons perdu deux chercheurs en sciences sociales et penseurs politiques de premier plan. La conception stratégique de la déconnexion et la critique de l'eurocentrisme d'Amin ont influencé les marxistes et les chercheurs en sciences sociales du monde entier. Wallerstein, de son côté, a profondément enrichi la théorie sociologique avec sa notion d'analyse du système-monde. En tant qu'ancien président de l'ISA, il a établi un échange stimulant entre les anciens et les nouveaux membres de l'Association – dont l'effet se fait encore sentir aujourd'hui. D'anciens collègues et amis de ces deux membres exceptionnels de notre communauté rendent hommage à leur travail et à leur parcours.

Enfin, les deux articles présentés dans notre rubrique ouverte traitent des migrations vers les États-Unis : Veronica Montes s'intéresse à la « caravane de migrants » comme un choix stratégique pour les personnes qui veulent émigrer d'Amérique latine vers le Nord, tandis qu'Ayşegül Balta Ozgen nous présente les difficultés et les avantages que représente la réinstallation des réfugiés pour une ville américaine de taille moyenne comme Buffalo, dans l'État de New York. ■

Brigitte Aulenbacher et **Klaus Dörre**,
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> *Dialogue Global* est disponible en 17 langues sur le site web de l'ISA.
> Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.

Association Internationale de Sociologie

DIALOGUE GLOBAL

> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Assistantes d'édition :
Johanna Grubner, Christine Schickert.

Rédactrice en chef adjointe : Aparna Sundar.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Juan Lejárraga.

Rédacteurs-consultants :
Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Nazanin Shahrokni.

Équipes régionales

Monde arabe : *(Tunisie)* Mounir Saidani, Fatima Radhouani, Habib Haj Salem; *(Algérie)* Souraya Mouloudji Garroudji; *(Maroc)* Abdelhadi Al Halhouli, Saida Zine; *(Liban)* Sari Hanafi.

Argentine : Alejandra Otamendi, Juan Ignacio Piovani, Martín Di Marco, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Bangladesh : Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, US Rokeya Akhter, Juwel Rana, Toufica Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Muhaimin Chowdhury, Helal Uddin, Md. Eunus Ali, Mostafizur Rahman, Jhilik Saha, Maria Sardar, Tahmid Ul Islam.

Brésil : Gustavo Taniguti, Angelo Martins Junior, Lucas Amaral Oliveira, Andreza Galli, Dmitri Cerboncini Fernandes, Gustavo Dias.

France/Espagne : Lola Busuttil.

Inde : Rashmi Jain, Nidhi Bansal, Pragya Sharma, Manish Yadav, Sandeep Meel.

Indonésie : Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriyati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

Iran : Niayesh Dolati, Abbas Shahrabi, Sayyed Muhamad Mutallebi, Faezeh Khajehzade.

Japon : Satomi Yamamoto.

Kazakhstan : Aigul Zabirova, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul.

Pologne : Adam Müller, Jonathan Scovil, Aleksandra Biernacka, Jakub Barszczewski, Aleksandra Wagner, Sara Herczyńska, Monika Helak, Aleksandra Senn, Weronika Peek, Anna Wandzel, Zofia Penza-Gabler, Justyna Kościńska, Iwona Bojadżijewa.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Diana Alexandra Dumitrescu, Iulian Gabor, Bianca Mihăilă, Alexandra Mosor, Mioara Paraschiv, Maria Stoicescu.

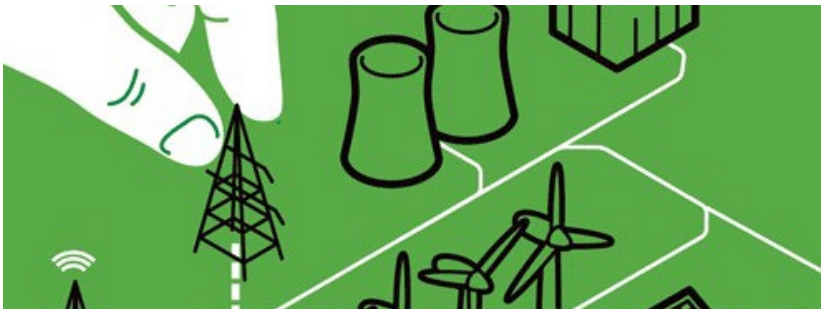
Russie : Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur, Valentina Isaeva.

Taïwan : Wan-Ju Lee, Bun-Ki Lin, Tao-Yung Lu, Po-Shung Hong, Yu-Min Huang.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.

*Le **IVe Forum de Sociologie de l'ISA** se tiendra en juillet 2020 à Porto Alegre, au Brésil. Son président, Geoffrey Pleyers, avec Jacob Carlos Lima, président de la Société brésilienne de Sociologie, et des membres du comité local d'organisation ainsi que six jeunes universitaires brésiliens nous offrent un aperçu de la sociologie brésilienne d'aujourd'hui.*

*Étant donné le démantèlement systématique des systèmes de protection sociale européens, **les politiques sociales des pays européens** constituent un sujet de premier plan pour la recherche sociologique et l'action politique. Dans cette section, des chercheurs présentent leurs travaux sur l'évolution des États providence européens et les défis auxquels ils sont aujourd'hui confrontés.*



***La digitalisation** est appelée à modifier la société en profondeur – et le fait déjà. Les articles inclus dans cette section s'intéressent à ses répercussions sur les travailleurs, les marchés financiers et le développement durable et à la manière dont la recherche peut contribuer à maintenir ou instaurer des droits pour les travailleurs et des conditions de travail équitables au sein d'une économie de plateformes.*

DG

Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE.**

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Editorial **2**

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

L'héritage de la révolution portugaise : Entretien avec Raquel Varela
Christine Schickert, Allemagne **5**

> IVe FORUM DE SOCIOLOGIE DE L'ISA À PORTO ALEGRE

Les défis interconnectés du XXIe siècle
Geoffrey Pleyers, Belgique **8**

La SBS souhaite la bienvenue au Forum de l'ISA
Jacob Carlos Lima, Brésil **11**

Brève introduction à la sociologie brésilienne
Hermílio Santos, André Salata, et Emil Sobottka, Brésil **13**

Récits d'une enfance institutionnalisée
Veridiana Domingos Cordeiro, Brésil **15**

L'aide sociale comme secteur de politique publique au Brésil
Gustavo Conde Margarites, Brésil **17**

La lutte des femmes pour le logement à Porto Alegre
Priscila Susin, Brésil **18**

Gestion informelle de la violence à Recife, Brésil
Ricardo Caldas Cavalcanti, Brésil **20**

Inégalités professionnelles au Brésil
Lucas Pereira Wan Der Maas, Brésil **22**

Trajectoires des classes moyennes de Rio
Izabelle Vieira, Brésil **24**

> LES POLITIQUES SOCIALES DANS LES PAYS EUROPÉENS

L'austérité compromet-elle l'universalisme des services de santé ?
Maria Petmesidou, Grèce, Ana Guillén, Espagne, et Emmanuele Pavolini, Italie **26**

Les allocations chômage à l'heure du travail précaire
Daniel Clegg, Royaume-Uni **28**

Subjectiver les politiques sociales, polariser les sociétés
Roland Atzmüller, Autriche **30**

Le soutien aux politiques familiales en Europe du Sud
Sigita Doblytė et Aroa Tejero, Espagne **32**

Bénévolat en Allemagne : Bonne action ou économie parallèle ?
Silke van Dyk et Tine Haubner, Allemagne **34**

L'UE conservera-t-elle son socle social ?
Beatrice Carella, Italie **36**

> LES DÉFIS DE LA DIGITALISATION

Qui se trouve derrière l'intelligence artificielle ?
Paola Tubaro, France **38**

Un musée de grandes nouveautés
Lévio Scattolini, Brésil **40**

Une transformation numérique durable est-elle possible ?
Felix Sühlmann-Faul, Allemagne **42**

La Fondation Fairwork: Recherche-action sur la *gig economy*
Srujana Katta, Kelle Howson, et Mark Graham, Royaume-Uni **44**

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

Capitalisme, classes sociales et contestation
Donatella della Porta, Italie **47**

> HOMMAGES

Samir Amin, figure de proue du marxisme en Afrique
Vishwas Satgar, Afrique du Sud **51**

I. Wallerstein, un sociologue et intellectuel d'exception
Sari Hanafi, Liban et Stéphane Dufoix, France **53**

I. Wallerstein ou comment doter la sociologie d'une nouvelle cohérence
Frank Welz, Autriche, et Anand Kumar, Inde **55**

> RUBRIQUE OUVERTE

La caravane de migrants comme stratégie de mobilité
Veronica Montes, États-Unis **56**

Réinstallation des réfugiés : l'exemple de Buffalo
Ayşegül Balta Özgen, États-Unis **58**

"Bienvenue à tous au Brésil. Nous comptons sur vous dans ce combat pour la liberté, la démocratie et la justice sociale. Sans liberté, il n'y a pas de sociologie possible."

Jacob Carlos Lima

> L'héritage de la révolution portugaise

Entretien avec Raquel Varela

Raquel Varela. Crédit : Veríssimo Dias.

Raquel Varela est une historienne attachée à l'Université NOVA de Lisbonne, au Portugal. Ses travaux portent sur l'histoire du monde du travail, des États providence, du Portugal et de l'Europe au XXe siècle, et l'histoire des mouvements sociaux. Elle est co-fondatrice du Réseau d'Études mondiales sur le travail et présidente de l'Association internationale « Grèves et conflits sociaux ».

Dans son livre *História do Povo na Revolução Portuguesa – 1974-75* (2014, éd. française parue en 2018 sous le titre *Un peuple en révolution. Portugal 1974-1975*), elle raconte l'histoire de la révolution des œillets de 1974 telle qu'elle a été vécue d'en bas, par la population. Pour ce faire, elle explore le rôle du mouvement anticolonial en Afrique ainsi que les mouvements de travailleurs, mouvements féministes et mouvements artistiques de l'époque au Portugal.

Elle est ici interviewée par **Christine Schickert**, directrice administrative du groupe de Recherche sur les sociétés post-croissance de l'Université Friedrich Schiller de Iéna (Allemagne) et assistante d'édition de *Dialogue Global*.

CS : Il y a 46 ans, en avril 1974, un coup d'État militaire mettait fin à la dictature au Portugal. À l'origine de ce coup d'État, il y avait l'insatisfaction de l'armée face à la guerre menée par le Portugal dans ses colonies. Pouvez-vous nous parler de la situation dans les colonies portugaises en Afrique au moment

>>

de cette guerre ? Comment expliquez-vous ce sentiment de frustration des forces armées à l'égard des dirigeants politiques ?

RV : Le Portugal était à l'époque un pays extrêmement arriéré. C'était le dernier des anciens empires coloniaux, et un empire qui a résisté et lutté avec acharnement contre les révolutions anticoloniales tout au long de 13 années d'une terrible guerre coloniale qui a mobilisé plus d'un million de jeunes gens entre 1961 et 1974. Pour la seule année 1974, pas moins de 150.000 hommes ont été mobilisés sur le terrain. La défaite du Portugal a été principalement due au mouvement de libération, en particulier en Guinée-Bissau, où il était dirigé par un grand marxiste tombé dans l'oubli, du nom d'Amílcar Cabral.

Le fort mouvement de libération et les combats prolongés ont fait comprendre à certains des responsables de l'armée, principalement des officiers de rang moyen, et non des généraux ni de simples soldats, que la guerre ne pouvait pas continuer et qu'une solution politique était nécessaire pour y mettre fin. Ils ont donc organisé un coup d'État le 25 avril 1974, sous la houlette d'Otelo Saraiva de Carvalho. Ils ont mis fin au régime en place, et ont renversé le dictateur Marcello Caetano mais ont demandé aux Portugais de rester chez eux. Mais les gens ne les ont pas écoutés et sont descendus en masse dans la rue.

Ce qui rend la révolution dans les colonies particulièrement intéressante, c'est que pour la première fois s'est produit ce que la IIIe Internationale avait prédit, à savoir que les troubles se sont étendus des colonies vers le centre, vers la métropole. Après 1975, le mouvement s'est à nouveau propagé dans les colonies. Le mouvement de libération pour mettre fin à la dictature a commencé par une guerre sanglante dans les colonies et s'est ensuite transformé en un parti dans les rues de Lisbonne. Ce furent 19 mois de la révolution la plus radicale de l'après-guerre en Europe – la dernière révolution de l'après-guerre, nettement plus radicale que celle de mai 1968, et la dernière à remettre en cause la propriété privée.

CS : Permettez-moi d'abord de revenir sur le fait que les militaires ont demandé aux Portugais de rester chez eux, ce qu'ils n'ont pas fait. Pouvez-vous nous en dire plus là-dessus, et sur la situation des Portugais à l'époque ? Pourquoi se sont-ils rangés aux côtés de l'armée dans cette révolution ?

RV : Pendant 48 ans, le Portugal a été une dictature et l'un des pays les plus arriérés d'Europe. Entre 1961 et 1974, une guerre coloniale sur trois fronts différents a mobilisé plus d'un million d'hommes. Proportionnellement, cette guerre coloniale a tué plus de Portugais que la guerre du Vietnam n'a tué de soldats américains. Pour échapper à la guerre et à la pauvreté, de nombreux Portugais ont émigré, en particulier vers d'autres pays d'Europe. Environ 1,5 million de Portugais ont quitté le pays à partir de 1960. Le Portugal avait alors l'un des taux les plus élevés de mortalité infantile, et les hommes pouvaient ouvrir la correspondance de leur épouse.

Le Portugal comptait à l'époque 9,5 millions d'habitants. Or le 1er mai 1974, une semaine après le 25 avril, quelque deux millions d'entre eux sont descendus dans les rues non seulement pour réclamer des changements démocratiques, à commencer par la fin de la dictature, mais aussi pour exprimer des revendications sociales révolutionnaires – un salaire minimum, les samedis et dimanches chômés, le paiement du travail de nuit, ou encore un salaire égal pour les hommes et les femmes. Pendant la révolution portugaise, trois millions de personnes se sont organisées en commissions de travailleurs, commissions de quartiers ou de villes ou commissions d'étudiants. Cette révolution ne s'est pas produite uniquement dans l'industrie, le secteur le plus important qui a été à la tête du mouvement ; des travailleurs de tous les secteurs de l'économie y ont participé, par exemple les travailleurs de la fonction publique. Ainsi, les hôpitaux ont été occupés par des médecins, les écoles par des enseignants. La révolution des œillets a été une révolution tardive du XXe siècle, de sorte que le Portugal disposait déjà à cette époque d'un secteur des services bien développé, qui employait un grand nombre de travailleurs, et ces travailleurs ont participé à la révolution.

CS : Permettez-moi de revenir sur un deuxième point que vous avez mentionné : vous avez dit que la révolution portugaise a été la dernière à aborder la question de la propriété…

RV : Six cents entreprises ont été occupées et sont devenues soit des sociétés autogérées soit des coopératives sous une forme ou sous une autre ; des procédures de contrôle par les travailleurs ont été introduites dans les grandes entreprises ; et les banques ont été nationalisées et expropriées sans aucune compensation pour le secteur bancaire. De fait, au bout de quelques mois, après avoir été expropriée, la bourgeoisie a quitté le pays pour le Brésil. À mon sens, bien que ce soit une analyse contrefactuelle (en histoire, on ne dit pas « si… », cela va à l'encontre des faits), cela a conduit à reporter de dix ans l'introduction de politiques néolibérales. Des mesures néolibérales n'ont pas été adoptées après la révolution parce que Gerald Ford – le président américain de l'époque – et son administration craignaient vraiment que le Portugal puisse être le point de départ d'une vague « rouge » en Méditerranée. Et donc, ce que la révolution portugaise montre, c'est qu'une crise économique, ainsi que Marx l'avait déjà souligné, n'est pas nécessairement un désastre pour la classe ouvrière, qui peut au contraire l'utiliser pour la transformer en une crise politique de l'État, contre les classes dirigeantes.

>>

CS : À propos de peuple, vous avez intitulé votre livre* História do Povo na Revolução Portuguesa*, c'est-à-dire « Histoire populaire de la révolution portugaise ». Qu'est-ce qui vous a incité à faire ce choix ? Pourquoi vouliez-vous raconter l'histoire de la révolution portugaise sous cet angle ?

RV : J'ai été bien sûr influencée par le courant de « l'histoire vue d'en bas » [*history from below*] et celui de « l'histoire sociale » en provenance de Grande-Bretagne dans les années 1960, et plus directement par l'historien et penseur socialiste américain Howard Zinn. Il y a cette idée que nous devons faire la chronique de l'histoire de la résistance, des gens qui luttent, des gens qui se battent. Il faut donc inclure dans l'histoire non seulement l'histoire des institutions et des gouvernements, mais aussi l'histoire vue d'en bas, l'histoire populaire, celle des masses anonymes qui jouent un rôle, la résistance des travailleurs. Cette partie essentielle de l'histoire est nécessaire à une compréhension globale. Parce que les classes ouvrières n'ont souvent pas idée de ce qu'elles peuvent faire, il est important d'écrire une histoire du peuple, de ses actions, et de montrer ces moments particuliers de l'histoire où les classes populaires sont extrêmement fortes et où elles changent le monde, et se changent elles-mêmes. Il est ici question d'un pays qui a été pendant 48 ans – jusqu'en 1974 – le pays le plus arriéré d'Europe, avant de se placer, au cours des 25 années qui ont suivi, au douzième rang mondial pour son service de santé public. Cette évolution n'est possible qu'au prix d'un effort collectif considérable.

Ce qui est aussi très intéressant dans la révolution portugaise, c'est que pour la première fois l'approche stalinienne a véritablement été remise en question par la gauche. Le mouvement de mai 1968 avait déjà remis en question l'hégémonie des staliniens dans les grandes usines en France, mais pendant la révolution portugaise, cette remise en question a été plus profonde. Ce qu'on appelle l'extrême gauche, ou la gauche du Parti communiste, avait une influence considérable dans la conduite des luttes, dans les commissions de travailleurs, dans les principaux syndicats, à la fois dans les secteurs de l'industrie et des services.

CS : Parlons de l'héritage de la révolution portugaise. Reste-t-il une trace de la remise en question des rapports de propriété et de la réorganisation des entreprises dans le paysage politique actuel, que ce soit au niveau des mouvements ou des partis ? Et cela est-il lié d'une manière ou d'une autre à la manière dont le Portugal a géré après 2008 les répercussions de la crise financière ou crise de la dette ?

RV : Un des derniers changements dans les rapports de propriété, qui a duré jusqu'à l'ère post-« Troïka », s'est appliqué au logement, avec le contrôle des prix. L'une des exigences du Fonds monétaire international et de l'Allemagne et l'Union européenne lors de la négociation du Programme d'ajustement économique pour le Portugal pendant la crise financière au Portugal (2010-14) était de libéraliser le marché du logement, ce qui a eu des effets dévastateurs sur la classe des travailleurs (pauvres et classes moyennes). L'effet le plus durable de la révolution a été l'affrontement avec l'extrême droite, qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

CS : Oui, c'est effectivement un autre point qui me frappe : après la crise financière de 2008, aucun parti de droite fort ne s'est dégagé au Portugal, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays d'Europe. Pouvez-vous nous expliquer en quoi cela est lié à la révolution des œillets ?

RV : C'est assurément une conséquence de la révolution. La révolution n'a pas seulement été une transition vers la démocratie, mais aussi une révolution qui a pratiqué des purges au sein de l'appareil d'État pour en extirper les dirigeants de la droite. Il y a eu une rupture nette avec ces dirigeants. Il n'y a pas de culture ni de savoir-faire de l'extrême droite au Portugal. Cela peut changer, bien sûr, mais jusqu'à présent, tant que la génération de la révolution est encore en vie, je ne crois pas qu'il puisse y avoir une extrême droite forte au Portugal. Ce qui, bien sûr, veut dire qu'on ne sait pas ce qui se passera dans dix ans. ■

Toute correspondance est à adresser à Raquel Varela
<raquel_cardeira_varela@yahoo.co.uk>

> Les défis interconnectés du XXIe siècle

Geoffrey Pleyers, Université catholique de Louvain (Belgique), Président du IVe Forum de Sociologie de l'ISA et Vice-Président de l'ISA pour la Recherche (2018-22), ancien président du comité de recherche de l'ISA sur les Classes sociales et les mouvements sociaux (RC47) et membre des comités de recherche sur la Sociologie de la religion (RC22), la Sociologie de la jeunesse (RC34) et les Mouvements sociaux, l'action collective et le changement social (RC48)

En janvier 2001, 20.000 activistes et intellectuels engagés de tous les continents se rassemblaient à Porto Alegre pour le premier Forum social mondial, unis par l'espoir que le XXIe siècle serait plus démocratique et que la solidarité internationale et les luttes mondiales pourraient orienter la mondialisation vers un monde plus juste et plus équitable.

Près de deux décennies plus tard, 5000 chercheurs en sciences sociales de tous les continents s'apprêtent à participer en juillet 2020 au Forum de Sociologie de l'Association internationale de Sociologie (ISA) dans la même ville de Porto Alegre, pour analyser les transformations sociales et partager leurs travaux et leurs points de vue sur quatre des grands défis de notre siècle – et sur la façon dont les sciences sociales peuvent contribuer à les relever. Le contexte et l'atmosphère générale seront cette fois bien différents, car l'optimisme des débuts du nouveau millénaire s'est estompé et les défis à relever pour vivre ensemble sur une planète aux ressources limitées sont encore plus urgents.

Quatre défis ont pris une importance de plus en plus grande au cours de ces deux décennies, et plus particulièrement ces cinq dernières années : la démocratie, la crise environnementale, les inégalités et l'intersectionnalité.

Au tournant du millénaire, l'expansion et le renforcement de la *démocratie* étaient considérés comme allant de soi. Les « révolutions de couleur » et le Printemps arabe de 2011 ont été analysés comme la « quatrième vague de démocratisation ». Pourtant, si les années 2010 ont débuté par une propagation sans précédent des mouvements pour la démocratie sur tous les continents, elles se sont terminées par la prolifération de dirigeants illibéraux qui menacent la démocratie, l'environnement, la tolérance, l'égalité économique et l'égalité des sexes. Dans le même temps, les espoirs d'une gouvernance

>>

mondiale plus démocratique, capable de s'attaquer à des problèmes mondiaux tels que le changement climatique, les migrations et l'augmentation des inégalités, se sont évanouis. Il est désormais évident que pour faire face à ces défis mondiaux, la démocratie doit être réinventée au sein du système représentatif, et au-delà.

Cette dernière décennie a également été marquée par un écart grandissant entre les super-riches et le reste de la population, avec des taux de pauvreté en hausse dans les pays dits « développés » – aussi bien ceux qui ont connu une de leurs plus longues périodes de croissance économique (en particulier les États-Unis et l'Allemagne) que ceux dont l'économie et le système de protection sociale ont été dévastés par les plans d'austérité. Dans la seconde moitié des années 2010, deux questions sont revenues sur le devant de la scène : la catastrophe écologique d'une part, et la violence sexiste et le racisme d'autre part. Tandis que les femmes des pays du Sud global sont en première ligne pour défendre la démocratie et dénoncer la dimension patriarcale de l'oppression, des mobilisations féministes telles que les grèves du 8 mars, le mouvement #NiUnaMenos et la campagne #MeToo ont attiré l'attention sur le harcèlement sexuel et les féminicides aussi bien à la une des journaux du monde entier que dans la vie quotidienne et sur les campus universitaires. Dans le même temps, les grèves de collégiens et lycéens pour le climat ont permis de placer le dérèglement climatique et la dégradation de l'environnement au rang des grandes préoccupations mondiales. Ceux-ci plaident en faveur d'une vision globale de l'écologie qui est profondément inspirée par les mouvements issus du Sud global, et appellent à un changement systémique. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) présente des chiffres effrayants sur les changements climatiques pour le XXIe siècle, alors même qu'une extinction massive d'espèces est en cours.

> Des défis interconnectés

Ce que les mouvements sociaux et les sciences sociales nous ont appris au cours des deux premières décennies de ce siècle, c'est à quel point ces quatre défis sont étroitement liés. Les liens croissants entre démocratie, crise environnementale, inégalités et intersectionnalité nous obligent à revoir et à repenser chacun de ces concepts en prenant pour point de départ leur interconnexion.

Par exemple, le fait de prendre en compte la crise environnementale, les inégalités et l'intersectionnalité nous amène à *repenser la démocratie* différemment. D'un côté, la démocratie se trouve menacée dans un nombre croissant de pays par des dirigeants illibéraux qui s'appliquent à déconstruire les valeurs démocratiques fondamentales que sont les droits de l'homme, la diversité et le respect égal de tous les citoyens en même temps qu'ils favorisent une destruction accélérée de l'environnement par les multinationales et renforcent le patriarcat, le racisme et les inégalités. De l'autre, des mouvements progressistes remettent eux aussi en question la démocratie institutionnelle lorsqu'ils exigent à la fois de profonds changements politiques, culturels et sociaux et des mesures à des niveaux pour lesquels notre système démocratique centré sur l'État-nation n'est pas le mieux préparé : au niveau mondial, pour lutter contre le réchauffement climatique et la dévastation de l'environnement ; et au niveau des relations intimes et de la vie quotidienne dans le cadre d'une culture patriarcale, pour lutter contre les violences sexuelles et les féminicides.

L'augmentation des *inégalités* constitue une menace majeure aussi bien pour la démocratie que pour l'environnement. Les inégalités mondiales ont atteint de tels niveaux que les « 1% les plus riches » et les entreprises multinationales ont acquis un pouvoir politique considérable à l'échelle nationale et mondiale. Loin de l'idéal démocratique de Michael Walzer de « séparation des sphères », la dernière décennie a été marquée par l'ascension de milliardaires à la présidence d'un certain nombre de pays, tandis que la collusion entre les élites politiques et économiques et le pouvoir dominant des lobbys sont devenus une caractéristique essentielle de nombreux régimes politiques contemporains.

En même temps que le mouvement pour la justice climatique, les sociologues nous ont montré que *le changement climatique et la dévastation de la nature* sont fondamentalement une question sociale et qu'ils ne peuvent être limités sans un changement en profondeur de la société. Les causes résident dans le système capitaliste mondial actuel et dans sa voracité croissante pour accaparer les ressources naturelles. La Terre est notre maison commune mais nous n'avons pas tous les mêmes responsabilités dans la catastrophe environnementale. Oxfam a calculé que l'empreinte environnementale moyenne du 1% des personnes les plus riches de la planète est 175 fois supérieure à celle des 10% les plus pauvres. L'approche intersectionnelle et le mouvement pour la justice environnementale nous montrent que si les femmes, les minorités et les plus démunis contribuent moins à la dévastation de la planète, ils en paient un prix beaucoup plus élevé, avec des baisses importantes de leur espérance de vie et l'augmentation du nombre de réfugiés climatiques.

Un autre défi majeur de notre époque consiste à surmonter les discriminations persistantes et interconnectées – à la fois économiques, raciales, coloniales et sexuelles – et les violences qui permettent de les perpétuer. Activistes féministes noires, mouvements indigènes et chercheurs en sciences sociales ont apporté un nouvel éclairage sur le caractère interconnecté de la race, de la classe sociale et du genre, à l'origine de systèmes superposés et interdépendants de discriminations ou de

>>

préjudices. L'approche intersectionnelle nous amène à reconsidérer le défi démocratique, les inégalités et la justice environnementale. Le système actuel de démocratie représentative a montré ses limites en matière de lutte contre le racisme et l'oppression patriarcale. Les inégalités sont intimement liées à la discrimination de genre et à la discrimination raciale, tout comme les souffrances causées par les catastrophes environnementales et le réchauffement climatique. La prise de conscience croissante de l'intersectionnalité est à la fois le résultat et le détonateur de l'essor des acteurs et mouvements subalternes. Des communautés indigènes, des minorités, des féministes et des petits paysans se sont ainsi opposés à l'injustice en combinant leurs pratiques, leurs luttes sociales et leurs visions du monde alternatives.

La question du genre a longtemps été considérée comme secondaire par les acteurs progressistes, qui s'intéressaient avant tout aux politiques sociales et à la croissance économique. Désormais, elle se situe au cœur de la bataille pour la démocratie dans le monde. Aujourd'hui, en 2020, les femmes de couleur et les femmes issues des minorités sont les premières victimes des régimes illibéraux et autoritaires. Mais elles sont également en première ligne de la défense et de la réinvention de la démocratie au XXIe siècle, posant les jalons d'un monde où les relations intersubjectives, la compassion, la solidarité et le soin (de soi-même, des autres êtres humains et de la nature) redéfinissent notre expérience et notre compréhension du vivre-ensemble sur une planète limitée.

Il serait erroné, cependant, d'associer tous les acteurs opprimés à un renouveau de l'écologie. Certes, les mouvements féministes et indigènes sont aux premières lignes de la bataille écologique, mais les études d'Arlie Hochschild auprès des victimes de catastrophes environnementales en Louisiane montrent bien comment ces victimes peuvent également devenir les soutiens politiques d'un renouveau des positions réactionnaires et racistes qui menacent directement notre système démocratique et l'environnement. Cela permet de rappeler au passage le lien profond qui existe entre la manière dont les défis environnementaux seront abordés et l'avenir de nos démocraties.

Le fait de relier ces quatre défis nous montre à quel point ils sont ancrés dans les relations de pouvoir, dans notre organisation sociale ainsi que dans notre culture moderne, nos subjectivités, nos visions du monde et nos sciences sociales. Il est clair aujourd'hui qu'il n'est pas possible de les traiter comme des enjeux séparés, des revendications sectorielles ou des domaines de recherche isolés. Il n'est pas possible de résoudre l'un sans s'attaquer aux trois autres. Ensemble, ils dessinent les coordonnées de ce que les chercheurs latino-américains ont appelé une « crise de civilisation ».

> Le Forum 2020 de l'ISA, une occasion de partager des analyses

Le Forum 2020 de l'ISA sera l'occasion de partager nos analyses sur ces quatre grands défis mondiaux et leurs interconnexions, en même temps qu'une invitation à débattre des questions épistémologiques qu'ils soulèvent, de nos relations avec les acteurs qui font face à ces défis, et des contributions de la sociologie dans le traitement de ces questions. Comment notre discipline a-t-elle été transformée par ces défis et par les acteurs qui en sont issus ? Comment le fait de prendre en compte ces acteurs en tant que producteurs de savoirs nous incite-t-il à adopter de nouvelles épistémologies ? Comment des analyses sociologiques innovantes peuvent-elles contribuer à appréhender et à traiter les défis que nous partageons à « l'âge global » ? Quels sont les principaux obstacles auxquels nous sommes confrontés lorsque nous abordons ces problèmes ? Comment les concepts de démocratie, d'écologie, d'inégalité et d'intersectionnalité ont-ils été repensés sur la base des expériences, des acteurs et des défis récents ? Comment sont-ils devenus les principaux sujets d'affrontement entre acteurs réactionnaires et progressistes du XXIe siècle ?

Vingt ans après le début du siècle, les sciences exactes et les sciences sociales nous montrent que nous sommes à un tournant décisif concernant la plupart de ces défis. La façon dont l'humanité s'attaquera collectivement à ces défis au cours de la prochaine décennie déterminera la vie des êtres humains pour le reste du XXIe siècle. ■

Toute correspondance est à adresser à Geoffrey Pleyers
<Geoffrey.Pleyers@uclouvain.be>

> La SBS souhaite la bienvenue au Forum de l'ISA

Jacob Carlos Lima, Université fédérale de São Carlos (Brésil), président de la Société brésilienne de Sociologie (SBS) et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Sociologie du travail (RC30)

En 2017, la Société brésilienne de Sociologie (SBS) fêtait ses 70 ans d'existence. Fondée en 1937 sous le nom de Société pauliste de Sociologie, ce n'est qu'en 1950 qu'elle a été réorganisée sous le nom de Société brésilienne de Sociologie, rejoignant à cette occasion l'Association internationale de Sociologie (ISA) nouvellement fondée.

L'activité de la SBS entre ces deux dates – 1937 et 2017 – a été marquée par la discontinuité, étant donné les caractéristiques politiques et organisationnelles d'une catégorie professionnelle réduite, celle des sociologues brésiliens – une catégorie presque exclusivement liée au monde universitaire. Après sa réorganisation en 1950, la SBS a tenu en 1954 le premier Congrès brésilien de Sociologie dans la ville de São Paulo. À la suite du coup d'État militaire de 1964, la sociologie a été durement touchée, avec notamment la mise à la retraite obligatoire de nombreux professeurs et chercheurs universitaires. La SBS n'a repris son activité normale qu'après la démocratisation du pays en 1985. Depuis lors, elle a poursuivi ses activités de manière régulière, avec un congrès organisé tous les deux ans – son XIXe congrès s'est tenu en 2019 à Florianópolis.

La trajectoire erratique de la SBS durant les premières décennies de son existence s'est accompagnée de la mise en place des premiers cursus de licence en sociologie et science politique ou en sciences sociales, introduits en 1933 dans la ville de São Paulo. Jusqu'en 1964, 19 autres cursus ont été créés dans différentes régions du pays, ainsi que deux cursus de deuxième cycle, également à São Paulo.

Pendant cette période, la production sociologique était en plein essor, tout comme la défense de la sociologie en tant que science ; mais la recherche restait pour l'essentiel limitée à São Paulo. Soucieuse d'autonomie scientifique et technologique, la dictature militaire a involontairement contribué à l'expansion de la sociologie et des sciences sociales. La structuration d'un système de recherche et de troisième cycle a permis l'expansion de l'enseignement de premier et deuxième cycles à travers l'ensemble du pays, favorisant dans les années 1970 l'émergence d'associations et de conférences de sciences sociales ainsi que la diffusion des connaissances scientifiques. Le système d'évaluation mis en place par l'Agence fédérale brésilienne de soutien et d'évaluation de l'enseignement supérieur (CAPES) dans les cursus de deuxième cycle, l'établissement d'un diplôme de doctorat comme condition préalable pour enseigner dans les universités publiques, et l'accès à des subventions pour la recherche ont permis la création de paramètres de qualité au niveau national.

Après la démocratisation, cette expansion a été favorisée par une augmentation des politiques incitatives qui ont permis de consolider la sociologie en tant que discipline et domaine de recherche. L'internationalisation a accompagné cette expansion, la sociologie brésilienne se distinguant dans le monde entier. À partir de 2006, la discipline est devenue obligatoire dans les lycées, ce qui a élargi le marché du travail pour les sociologues. Il est important de souligner que ce marché du travail se situe principalement dans l'enseignement supérieur et secondaire. Dans d'autres secteurs, il est presque invisible, puisque les sociologues sont pour la plupart employés comme professionnels dans le domaine social ou la planification dans des institutions publiques, des ONG et des entreprises privées, fonctions qu'ils partagent avec les diplômés d'autres disciplines des sciences humaines.

Mais depuis le soi-disant coup d'État parlementaire de 2016, ces acquis se trouvent menacés. La sociologie est

>>

Coucher de soleil sur Porto Alegre. Photo : Felipe Valduga/Flickr. Certains droits réservés.

en effet devenue la cible des dirigeants, qui en sont venus à remettre en cause son utilité et son intérêt aussi bien dans les universités que dans les lycées, ou encore l'accès des sociologues aux fonds pour la recherche. Récemment, la sociologie a été accusée de prêcher un obscur « marxisme culturel » qui représenterait une menace pour la famille brésilienne.

Ces attaques sont en progression, et leurs conséquences ne laissent pas d'inquiéter. Mais la sociologie n'est pas la seule cible. En 2017, à l'issue d'une réforme précipitée du lycée, la sociologie a été rétrogradée au rang de discipline optionnelle, tout comme la philosophie. Le gouvernement d'extrême droite qui a pris le pouvoir en 2019 s'en est pris à ces deux disciplines au motif que l'université publique devait donner la priorité aux enseignements « utiles », autrement dit aux enseignements appliqués (tels que les cours de médecine vétérinaire), et que ceux qui souhaitent étudier la sociologie et la philosophie devaient se tourner vers des universités privées. Les attaques sont allées plus loin et sont désormais plus génériques, comme l'affirmation selon laquelle l'université publique – où se concentrent la majorité des cursus de premier et deuxième cycles de sociologie et de philosophie de même que ceux de troisième cycle – constitue une dépense inutile et un foyer de résistance de l'opposition politique.

La SBS a uni ses efforts à ceux d'autres professionnels des sciences sociales, notamment l'Association brésilienne d'Anthropologie (ABA), l'Association brésilienne de Science politique (ABCP) et la Société brésilienne pour l'Avancement de la Science (SBPC), pour résister à ces politiques qui cherchent à démanteler les structures publiques du pays au nom d'ajustements budgétaires. Depuis les années 90, ce type de politiques a eu des conséquences sociales et politiques catastrophiques dans la plupart des pays où elles ont été appliquées, comme en Argentine en 2000 ou en Grèce en 2010, entre autres.

Dans ce contexte, la présence du IVe Forum de l'ISA au Brésil apporte un espace supplémentaire de résistance, non seulement pour la connaissance sociologique mais aussi pour la lutte du savoir contre la barbarie. Cette barbarie va de pair avec un fondamentalisme religieux borné et un autoritarisme qui a la complicité des institutions de la République – des institutions pourtant censées défendre la démocratie, mais qui semblent manifester peu de conviction à cet égard.

Bienvenue à tous au Brésil. Nous comptons sur vous dans ce combat pour la liberté, la démocratie et la justice sociale. Sans liberté, il n'y a pas de sociologie possible. ■

Toute correspondance est à adresser à Jacob Carlos Lima <jacobl@uol.com.br>

> Brève introduction à la sociologie brésilienne

Hermílio Santos, Université catholique pontificale de Rio Grande do Sul (PUCRS, Brésil), président du comité local d'organisation (LOC) du IVe ISA Forum de Sociologie de l'ISA et président du comité de recherche de l'ISA « Biographie et Société » (RC38), **André Salata**, PUCRS (Brésil) et vice-président du LOC du IVe Forum de Sociologie de l'ISA, et **Emil Sobottka**, PUCRS (Brésil) et coordinateur du programme du LOC du IVe Forum de Sociologie de l'ISA

Le IVe Forum de Sociologie de l'ISA sera accueilli à l'Université catholique pontificale de Rio Grande do Sul. Photo : Marcelo Träsel/ Flickr. Certains droits réservés.

La sociologie brésilienne se trouve actuellement dans une situation paradoxale : d'un côté, elle affiche un niveau élevé d'institutionnalisation, de productivité et de diversification ; de l'autre, des tentatives explicites, en particulier de la part des responsables gouvernementaux, cherchent à délégitimer la contribution et l'utilité de la discipline pour le développement de la société. C'est dans ce contexte sensible que le Brésil s'apprête à accueillir pour la première fois un rendez-vous majeur de l'Association internationale de sociologie (ISA) : le Forum de Sociologie de l'ISA, dont la IVe édition se tiendra du 14 au 18 juillet 2020 à l'Université catholique pontificale de Rio Grande do Sul (PUCRS), à Porto Alegre. L'attachement des Brésiliens à l'ISA n'est pas nouveau, et n'a cessé

>>

de croître ces dernières décennies, comme en témoigne la présidence de Fernando Henrique Cardoso, premier et seul Latino-Américain à avoir présidé l'Association depuis sa fondation en 1948. Dans ce contexte complexe, le Forum revêt d'autant plus d'importance pour mobiliser les sociologues locaux.

À ses débuts, la sociologie brésilienne s'est d'abord attachée à définir la question de l'identité nationale, à travers différents domaines d'expertise. Étant donné la composition diverse de la population brésilienne (Blancs d'ascendance européenne, descendants d'esclaves noirs africains, et peuples indigènes), les questions ethniques et raciales tenaient une place de choix parmi les sujets étudiés. Même si les questions ethno-raciales et le thème de la modernisation ont continué de faire l'objet de discussions constantes parmi les sociologues, l'influence des auteurs classiques et le soutien croissant dont ont bénéficié les enquêtes empiriques ont contribué ces dernières décennies à diversifier et à développer la sociologie brésilienne. Sous le régime militaire (1964-1985), alors même que toute une jeune génération de professeurs de sociologie a été contrainte à l'exil, curieusement, plusieurs cursus universitaires en sociologie ont été créés, et des revues scientifiques ont vu le jour et été publiées.

La plupart des sociologues brésiliens n'ont cessé d'attirer l'attention sur le problème des inégalités sociales, qu'ils considèrent comme une question essentielle. Par exemple, Gilberto Freyre, l'un des fondateurs des sciences sociales au Brésil, a soulevé la question de savoir comment il était possible pour un ordre social de s'équilibrer sur la base d'antagonismes aussi flagrants que ceux qui ont caractérisé la société brésilienne depuis sa formation. De même, Florestan Fernandes, dont la contribution est inestimable, a mené – avec des sociologues tels que Fernando Henrique Cardoso, son étudiant à l'époque – de solides recherches très fournies sur la façon dont des formes apparemment archaïques d'inégalité et de stratification pouvaient survivre aux processus de modernisation. L'attention particulière accordée à ces sujets était sans aucun doute justifiée, les niveaux élevés et persistants d'inégalités pouvant être considérés comme le principal attribut durable de l'histoire de la société brésilienne.

La période de démocratisation qui s'est ouverte à partir de 1984 s'est accompagnée d'une explosion des mouvements sociaux venus réclamer le droit à la citoyenneté et à la participation politique. Démocratie et justice sociale sont devenues intimement liées. Ces problématiques ont été particulièrement assimilées par les sociologues, souvent activement engagés dans leur domaine d'étude. Dès lors, il n'est pas étonnant que la réalité brésilienne exige une analyse sociologique approfondie, au-delà des généralités sur les inégalités qui ont caractérisé les interprétations dominantes pendant la plus grande partie de la seconde moitié du XXe siècle. Des événements tels que les manifestations de 2013, menées pour la plupart contre la politique économique du gouvernement, et toutes les manifestations politiques qui ont suivi, indiquent que la société brésilienne est loin de figurer l'équilibre des antagonismes autrefois employé pour la décrire – ce qui met les sociologues au défi de comprendre cette réalité en constante évolution.

La réalité sociale au Brésil exige également d'être examinée dans une perspective multidimensionnelle et intersectionnelle, ce qui nécessite des outils analytiques de plus en plus sophistiqués. Par exemple, les Noirs gagnent encore environ 40% de moins que les Blancs sur le marché du travail brésilien, et la recherche empirique montre que les revenus varient également en fonction du genre, de la région, de la classe sociale, etc. Compte tenu de l'interaction entre les différents facteurs de stratification, la société brésilienne constitue sans aucun doute un cas très intéressant pour analyser la complexité croissante des inégalités dans la société moderne. L'urgence de ces questions sociales pourrait également être liée à l'intérêt tout récent de la sociologie brésilienne pour les questions environnementales.

Dans une sociologie mondiale comme celle que nous pratiquons aujourd'hui, les immenses défis auxquels la société brésilienne est confrontée doivent être étudiés dans le cadre d'une réalité plus large, celui d'un projet collectif mondial. Des problématiques similaires à celles décrites ci-dessus ont été récemment mises en évidence dans de nombreux autres pays, et certains événements politiques récents, tels que le mouvement Occupy Wall Street, montrent que la société s'intéresse désormais davantage à la question de la démocratisation, de la participation et des inégalités. Nous sommes convaincus que la sociologie brésilienne a énormément à apporter à ce débat et que notre réalité offre un cadre très stimulant pour l'analyse de ces questions empiriques.

Les six articles qui suivent, signés par de jeunes chercheurs de différentes régions du Brésil, constituent un échantillon de la riche production scientifique de notre pays aujourd'hui dans le domaine sociologique. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une sélection exhaustive, cet échantillon donne une idée de la qualité des travaux en cours et de la variété des approches thématiques, théoriques et méthodologiques. Ces chercheurs, et de nombreux autres spécialistes en sciences sociales engagés, prendront part aux discussions qui se tiendront lors du Forum de l'ISA organisé en partenariat avec la Société brésilienne de Sociologie (SBS) et la PUCRS. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Hermílio Santos <hermilio@pucrs.br>
André Salata <andre.salata@pucrs.br>
Emil Sobottka <esobottka@pucrs.br>

> Récits d'une enfance institutionnalisée

Veridiana Domingos Cordeiro, Université de São Paulo (Brésil) et membre du comité de recherche de l'ISA « Biographie et Société » (RC38)

L'Institut agricole pour mineurs de Batatais, dans l'État de São Paulo, Brésil. Crédit : Veridiana Domingos Cordeiro.

Pendant la dictature militaire (1964-1985), le Brésil a été le théâtre non seulement de persécutions politiques, de détentions, de tortures, de censures et de disparitions, mais aussi de pratiques coercitives visant à contrôler les enfants marginalisés et abandonnés. Pour cela, le gouvernement avait créé la Fondation nationale pour le bien-être des mineurs (FUNABEM), un organisme responsable des politiques publiques relatives à la petite enfance et à la jeunesse. La FUNABEM a intégré les « instituts disciplinaires » déjà existants et renforcé l'internement d'enfants et d'adolescents défavorisés. Une enfance recluse dans une institution totale puis la stigmatisation à l'âge adulte ont marqué la vie de ces anciens internés. Plusieurs décennies plus tard, certains d'entre eux se sont retrouvés et ont tissé des relations grâce aux réseaux sociaux et à l'occasion de rassemblements annuels, afin de se souvenir de leurs expériences passées de vie rurale, de coercition institutionnalisée, d'incertitude face à l'avenir, de travail forcé, de socialisation masculine et de discipline.

Nous avons adopté un cadre théorique à partir des théories sociologiques sur la mémoire afin de comprendre la dynamique des pratiques mnémoniques processuelles mises en place par les anciens internés des instituts disciplinaires pour gérer la question du temps et de l'identité. Pendant quatre ans, nous avons recueilli des données sur leurs relations réciproques dans de multiples domaines

>>

Un ancien interné revient sur les lieux de l'Institut pour mineurs.
Crédit : Veridiana Domingos Cordeiro.

afin d'étudier le travail de mémoire élaboré à partir de leurs relations, qui ont permis d'entrecroiser opinions, relations sociales et artefacts. La collecte des données a impliqué des entretiens approfondis ainsi que de l'ethnographie traditionnelle, en passant par la netnographie. Nous avons réalisé un travail herméneutique sur cet ensemble de récits, en tenant compte du passage du temps pour interpréter de façon procédurale la façon dont les anciens internés donnent un sens à leurs expériences passées.

Nous sommes arrivés à la conclusion que le passage du temps et l'évolution de leurs relations réciproques jouent un rôle déterminant dans l'interprétation à laquelle ils recourent pour définir qui ils étaient et qui ils sont, et comment ils comprennent leur passé. Les récits livrés par la plupart d'entre eux correspondaient à une interprétation édulcorée des événements. Ces récits taisent généralement des expériences difficiles, et de nouvelles significations ont été élaborées afin d'intégrer ces épreuves dans une trame globale où dominent les réalisations personnelles. Dans leurs récits, trois éléments négatifs étaient interprétés comme positifs : l'abandon des parents comme un acte d'altruisme ; la violence institutionnelle comme légitime ; et le travail forcé des enfants dans les instituts disciplinaires comme une expérience édifiante.

Faire partie d'une communauté mnémonique permet de créer un *réseau de validations*, au sens où certaines interprétations ont tendance à prévaloir sur d'autres. Les significations données au passé deviennent plus ou moins convergentes parce que les interprétations « aberrantes » sont décrédibilisées avec le temps, dès lors qu'elles ne sont pas validées par d'autres personnes au sein du réseau. Bien que les récits autobiographiques s'appuient sur des souvenirs personnels, l'effort fourni pour les comprendre à travers une optique commune a conduit d'anciens internés à adapter leur version des faits pour former un récit de vie global, cohérent et positif. Les nombreuses souffrances vécues (séparation de la famille, violence institutionnelle, enfance recluse et existence stigmatisée, pour n'en citer que quelques-unes) sont présentées comme des étapes sur la voie du succès. L'institut disciplinaire leur a inculqué les valeurs promues par les institutions de la dictature, notamment la formation du caractère par la discipline, qui revenait le plus souvent à se plier aux règles sans discuter. Au sein de cette communauté mnémonique, le fait d'élaborer un récit commun a apporté à ses membres un sentiment d'appartenance à un passé qui a existé, et la reconnaissance de celui-ci par les autres. ■

Toute correspondance est à adresser à Veridiana Domingos Cordeiro
<veridiana@uchicago.edu>

> L'aide sociale comme secteur de politique publique au Brésil

Gustavo Conde Margarites, Institut fédéral de Rio Grande do Sul (Brésil)

Depuis l'instauration de l'État brésilien moderne, l'aide sociale a été attribuée dans le pays de façon erratique et avec une faible participation de l'État. Les initiatives déployées dans ce domaine provenaient avant tout de conceptions philanthropiques et charitables. En outre, les actions d'aide sociale ont été mises en place par le gouvernement brésilien comme des mesures de sécurité sociale, ce qui a contribué à brouiller la frontière entre ces deux secteurs. Cet article, basé sur ma recherche doctorale, analyse le changement institutionnel qui a permis que l'aide sociale devienne un secteur de politique publique fondé sur l'idée de droits sociaux. On peut distinguer deux étapes dans ce processus : premièrement, l'élaboration de la Constitution (1986-88) et deuxièmement, la Loi organique sur l'aide sociale (1991-93). À chacune de ces étapes, divers acteurs collectifs ont plaidé en faveur de changements dans le modèle historique adopté par l'État en la matière, ce qui a abouti à la formation d'un nouveau secteur de politique publique.

Lors de la première étape, l'essentiel des contributions au changement institutionnel est venu du secteur de la sécurité sociale, avec la participation d'un groupe d'experts formé de bureaucrates soucieux de redéfinir le système de protection sociale brésilien. Leur objectif était de créer un nouveau système basé sur la notion de protection sociale comme un droit de tous les citoyens garanti par l'État. Ils estimaient que l'aide sociale devait jouer un rôle important dans la nouvelle proposition, en garantissant aux citoyens qui ne relèvent pas de la sécurité sociale d'être couverts par d'autres formes de protection sociale.

La deuxième phase a été caractérisée par l'inclusion d'un groupe formé de professionnels et de spécialistes issus du milieu de la recherche et du domaine de l'action sociale. Jusqu'à la promulgation de la Constitution, ces professionnels n'avaient pas été impliqués dans le processus. L'intégration progressive d'acteurs du monde de la recherche et de l'action sociale s'explique par un changement de cadre théorique, qui a modifié la façon dont ceux-ci concevaient leur relation avec l'État. Pendant longtemps a dominé l'idée,

Des membres de l'Assemblée constituante célèbrent la promulgation de la Constitution brésilienne, en 1988. Crédit : Agência Brasil/Archive.

portée par une vision structuraliste du marxisme, que les actions de l'État étaient des instruments de reproduction de la société bourgeoise. Cette approche théorique a commencé à perdre du terrain à la fin des années 80, au profit de l'approche gramscienne, qui concevait l'État comme un espace de lutte contre-hégémonique. Cette réorientation a changé la relation des professionnels et des chercheurs avec les politiques publiques et l'action sociale, qu'ils considéraient auparavant avec méfiance. En conséquence de ce changement de cadre théorique, les chercheurs et les professionnels de l'action sociale ont constitué le principal groupe de pression à demander à ce que l'aide sociale et la sécurité sociale soient séparées et considérées comme des secteurs distincts de la politique des pouvoirs publics.

Les résultats de ma recherche montrent que la mise en place de l'aide sociale comme un secteur de politique publique au Brésil n'a été possible que grâce à la combinaison de facteurs externes à l'évolution des politiques sociales nationales, comme la fin de la dictature militaire et la mise en place d'un nouvel ordre démocratique, et à l'initiative de collectifs liés à des secteurs comme ceux de la sécurité sociale et de l'action sociale. ■

Toute correspondance est à adresser à Gustavo Conde Margarites <gustavo.margarites@gmail.com>

> La lutte des femmes

pour le logement à Porto Alegre

Priscila Susin, Université catholique pontificale de Rio Grande do Sul (Brésil)

Priscila Susin observe un immeuble squatté du centre-ville de Porto Alegre, géré en majorité par des femmes (2019). Crédit : Priscila Susin.

La pénurie de logements dans les grandes villes brésiliennes touche de nombreuses catégories de la population pauvre, et plus particulièrement les femmes noires. Depuis les années 80, l'essor des mouvements sociaux pour le logement dans les zones urbaines (mouvements de squatteurs) a inspiré de nouveaux répertoires politiques qui ont révélé, par le biais de l'occupation de bâtiments abandonnés dans les centres-villes, le grand nombre de propriétés dépourvues de toute fonction sociale. À noter que les femmes sont majoritaires dans ces espaces, ce qui indique bien la ségrégation multidimensionnelle dont elles sont victimes tant dans leur vie normative que dans leur vie quotidienne. Ma recherche doctorale vise à établir avec ces femmes un dialogue ancré dans un espace de temps déterminé, en essayant de comprendre les interprétations qu'elles font de leur lutte pour le logement et leur expérience de la lutte avant et après leur engagement dans des groupes mobilisés politiquement, et leur installation dans des bâtiments squattés.

> Approche interprétative et biographique

Les recherches sur le terrain ont été réalisées entre 2015 et 2018 à Porto Alegre, capitale de l'État du Rio Grande do Sul. À partir de données biographiques synchroniques et diachroniques, des observations participantes et des entretiens biographiques ont été menés auprès de femmes qui vivaient dans deux immeubles squattés du centre-ville. Le travail empirique comprenait une participation

>>

Dessin au pochoir avec l'inscription « le centre-ville appartient au peuple » sur le mur d'un immeuble occupé par des squatteurs dans le centre-ville de Porto Alegre, 2018. Crédit : Priscila Susin.

presque chaque semaine aux actions engagées par les mouvements sociaux, afin d'assurer un suivi permettant de comprendre leurs actions politiques et leurs activités courantes.

La méthodologie appliquée s'inspire au plan épistémologique de la sociologie d'Alfred Schütz, en particulier de son concept de « système de pertinence », ainsi que d'un ensemble bien articulé de notions (se référant également à Berger et à Luckmann) sur les modalités possibles d'accès à la spécificité de la construction sociale ordinaire de la réalité. La méthode biographique telle qu'elle a été élaborée par Gabriele Rosenthal a fourni des outils pratiques pour reconstruire les expériences biographiques des 23 femmes interviewées en relation avec des cadres sociaux et historiques donnés.

> Entre champs symboliques « traditionnels » et « politisés »

L'une des principales conclusions de cette étude a consisté à reconnaître le caractère intersectionnel du double problème du logement et du genre, en proposant une approche empirique comme solution à certaines des limites méthodologiques inhérentes à ce champ d'études. La reconstruction du système de pertinence des personnes interrogées a permis de saisir des éléments de contrainte, de résistance et d'adaptation qui ne peuvent pas habituellement être déduits de catégories analytiques préconçues.

En examinant la culture hiérarchique dans la vie quotidienne, il est apparu que la nature de l'organisation des mouvements sociaux peut également anéantir les chances de participation politique équitable des femmes dans les processus de « lutte ». Le développement continu de nouvelles formes d'action politique est cependant fondamentalement lié aux confrontations et aux changements intervenus récemment dans les principes traditionnels de régulation des relations entre les sexes, ainsi qu'il a été observé durant les travaux menés sur le terrain.

Le chevauchement interprétatif latent des champs symboliques « traditionnels » et « politisés » s'est également manifesté de manière répétée lors des analyses biographiques. Afin de justifier leur maintien aux limites de l'illégalité urbaine, les personnes interrogées ont mis en lumière les conflits récurrents entre les rôles attendus des femmes (maternité et travail domestique) et l'intégration de conceptions politiques émergentes (logement décent et accès à la ville posés comme des droits). Ces deux modes de représentation de soi se sont avérés produire un capital moral, quoique le premier soit principalement lié à des valeurs de classe externes et largement légitimées et le second aux dimensions politiques internes de la lutte, ce qui entraîne la possible généralisation de la lutte pour le logement aussi bien en tant que « moyen » qu'en tant que « fin ». ■

Toute correspondance est à adresser à Priscila Susin <pri.qsusin@gmail.com>

> Gestion informelle

de la violence à Recife, Brésil

Ricardo Caldas Cavalcanti, Université fédérale du Pernambouc (Brésil) et membre de l'Association latino-américaine de Sociologie (ALAS)

Recife, Brésil, 2019. Crédit : Ricardo Caldas Cavalcanti.

>>

La question de la gestion ou de la régulation (formelle et informelle) de la violence dans les territoires marginalisés en Amérique latine fait depuis déjà de nombreuses années l'objet de recherches sociologiques. Dans le cadre de mon mémoire de master, j'ai réalisé cette étude avec l'objectif d'analyser et de mieux comprendre comment la violence est régulée, sans la médiation des institutions étatiques, dans un quartier du sud de Recife, au Brésil. Concrètement, la régulation non étatique de la violence signifie que les acteurs locaux parviennent à s'accorder entre eux par le biais d'ententes et de résolutions communes – en dehors ou à l'encontre de l'État.

L'hypothèse centrale de mon étude est que le mode d'action des services de police et le manque de légitimité du système judiciaire au Brésil créent une demande pour des formes alternatives de gestion de la violence. Parmi les variables importantes dont la dynamique affecte directement la régulation de la violence locale, je citerai le fonctionnement des marchés de la drogue, dont la fragmentation empêche que se consolident des pratiques de monopolisation de la régulation de la violence, et l'existence de réseaux informels d'acteurs locaux capables d'influer sur le nombre d'homicides. Pour ce travail de recherche, j'ai utilisé les méthodes suivantes de collecte de données : une étude ethnographique (j'ai résidé pendant cinq mois dans un quartier déshérité de Recife), des dizaines d'entretiens semi-structurés formels et informels, et une observation non participante.

Le principal constat de cette recherche en cours me permet d'avancer que le mode d'action de la police militaire dans le quartier en question est l'élément qui explique le mieux la nécessité de rechercher des formes alternatives de maintien de l'ordre public. Dans ce quartier, la police militaire ne rend guère de comptes sur ses actions, modifiant les tâches qui lui sont attribuées au gré d'actions imprévisibles qui, en règle générale, s'accompagnent d'un usage disproportionné de la force et de toute une série de contraintes pour les habitants. Le système judiciaire brésilien quant à lui est une institution qui se caractérise par sa faible légitimité et son manque d'efficacité dans la médiation des conflits.

La conclusion sans doute la plus intéressante de ce travail de recherche est que le modèle de régulation de la violence dans ce quartier est organisé ou autorisé par des acteurs locaux qui bénéficient d'une relative légitimité auprès des habitants. Il s'agit d'un processus où il n'existe pas de systèmes déterminant de manière figée les actions sociales ou les rôles de chacun, comme c'est par exemple le cas avec la mafia (Gambetta, 1993) ou le Primeiro Comando da Capital (Feltran, 2010). Nous n'observons pas non plus de rôle des gangs locaux, comme dans les cas étudiés par Bourgois (2003) et Venkatesh (2009).

Bien que ces actions ne favorisent pas une transformation durable débouchant sur une réduction du nombre d'épisodes de violence, elles montrent une apparente fonctionnalité, car elles permettraient, plus légitimement que l'action policière, d'exercer un certain contrôle sur la violence. Ces actions fonctionneraient comme un mécanisme plus ou moins intentionnel d'atténuation des conflits plutôt que comme un cadre permanent de réduction des différends. Le fait que les protagonistes de cette régulation agissent généralement de façon discrète rend leurs actions peu visibles pour la plupart des habitants. Ces initiatives ne deviennent donc pas un modèle d'action auquel de plus en plus de partisans pourraient adhérer, ce qui les empêche de devenir un moyen fiable de répondre aux besoins existants dans le domaine de la régulation de la violence. ■

Références :

Bourgois, P. (2003) *In search of respect: Selling crack in El Barrio*. Cambridge: Cambridge University Press.

Feltran, G. (2010) "Crime e castigo na cidade: os repertórios da justiça e a questão do homicídio nas periferias de São Paulo." *Caderno CRH* 23(58).

Gambetta, D. (1993) *The Sicilian Mafia. The Business of Private Protection*. Cambridge: Harvard University Press.

Venkatesh, S. (2009) *Gang leader for a day*. London: Penguin UK.

Toute correspondance est à adresser à Ricardo Caldas Cavalcanti <ricardocaldas13@gmail.com>

> Inégalités professionnelles au Brésil

Lucas Pereira Wan Der Maas, Université fédérale du Minas Gerais (UFMG, Brésil)

Au Brésil, gravir les échelons professionnels et obtenir des diplômes de haut niveau ne procurent plus nécessairement des avantages sur le marché du travail.

Sous l'effet de l'expansion et de la démocratisation de l'enseignement supérieur, le monde professionnel s'est transformé au Brésil. Entre 2000 et 2010, la population titulaire d'un diplôme universitaire a plus que doublé, avec notamment l'inclusion d'un plus grand nombre de personnes habituellement faiblement représentées dans l'enseignement supérieur, en particulier les femmes, les personnes s'identifiant comme noires ou « brunes » (*morenas*) et les personnes à faible revenu.

Alors que dans les pays à haut revenu, l'élargissement de l'accès aux études supérieures a commencé dans les années 1960, atteignant un taux net de scolarisation supérieur à 50%, au Brésil cet élargissement n'a débuté que dans les années 80. Entre 2000 et 2010, la proportion de jeunes de 18 à 24 ans susceptibles d'intégrer l'enseignement supérieur y est passée de 28,4% à 48,5%. Cepen-

>>

dant, la proportion de ceux ayant effectivement accédé à l'enseignement supérieur n'a varié que de 9,1% à 18,7%. Le taux net de scolarisation est passé de 7,4% à 14%, un taux qui reste faible si on le compare à certains pays d'Amérique latine comme le Chili ou l'Argentine, qui ont enregistré des valeurs supérieures à 30% en 2010.

De plus, l'entrée sur le marché du travail de nouveaux professionnels dotés d'une formation universitaire n'a pas donné lieu à une demande correspondante. On se trouve donc désormais face à un scénario d'inflation des diplômes, c'est-à-dire à un système qui combine l'exigence d'un niveau d'études supérieures, une absorption insuffisante des professionnels sur le marché du travail, une concurrence accrue pour les postes professionnels et une dévaluation économique des diplômes. L'inflation des diplômes ne concerne pas seulement le déséquilibre entre l'offre et la demande, mais aussi la moindre capacité de la société à produire des avantages en liaison avec les diplômes, qui sont dévalués en tant que mécanisme de redistribution sociale.

J'ai cherché dans mes travaux de recherche doctorale à comprendre comment l'élargissement de la base sociale des groupes professionnels et la dévaluation concomitante des titres universitaires ont affecté les processus de stratification sociale fondés sur le professionnalisme, notamment en termes de conservation et d'acquisition de postes pour les classes moyennes. J'ai centré ma recherche sur les trajectoires de deux professions dans le domaine de la santé – les médecins et les infirmiers – en analysant empiriquement les inégalités interprofessionnelles et intraprofessionnelles entre 1991 et 2010.

Pour ce faire, j'ai utilisé des données publiques concernant la démographie, l'enseignement supérieur et le marché du travail ainsi que des données primaires recueillies grâce à une enquête en ligne réalisée auprès d'un échantillon de 217 médecins et 222 infirmières. Les trajectoires ont été construites par le biais d'analyses des correspondances multiples et d'analyses en grappes afin d'organiser empiriquement l'espace professionnel autour de variables qui décrivent les différents parcours individuels, depuis la famille d'origine jusqu'à l'insertion au travail, en passant par la formation professionnelle. L'analyse de ces données m'a permis d'interpréter l'espace professionnel à partir des postes occupés, de la répartition des tâches et des déplacements de ses agents.

Au moins quatre constatations se dégagent : (1) une augmentation significative du nombre de diplômes et de diplômés liée à l'augmentation des places offertes dans l'enseignement supérieur entre 1991 et 2010 ; (2) un élargissement de la base sociale de recrutement, en particulier parmi les femmes, les étudiants à faible revenu et les personnes qui s'identifient comme noires ou *morenas* ; (3) une dépréciation de leurs diplômes pour les classes moyennes, dans un contexte de concurrence croissante pour des postes salariés sur le marché de l'emploi ; et (4) un accroissement de la hiérarchie horizontale parmi les étudiants de premier cycle, qui est défavorable aux femmes, aux personnes noires et *morenas*, aux jeunes et à ceux qui ont les positions les moins prestigieuses.

Les trajectoires identifiées (qui ne sont pas les seules possibles) ont démontré l'importance de l'héritage familial et des études supérieures pour accéder à des postes élevés dans l'espace professionnel. La période d'obtention du diplôme et l'âge des professionnels contribuent également à la différenciation inter- et intra-professionnelle. La segmentation en fonction du genre joue également un rôle, les femmes étant plus nombreuses dans les trajectoires moins capitalisées. Les différences interprofessionnelles et intraprofessionnelles reproduisent et renforcent en même temps les inégalités au sein de l'espace professionnel. Ces différences s'expriment également dans la perception de classe des personnes interrogées.

En résumé, l'ouverture au professionnalisme au Brésil entre 1991 et 2010 a contribué à redéfinir l'espace professionnel, qui est devenu moins capitalisé et plus inégalitaire. Néanmoins, sur le plan des divisions inter- et intra-professionnelles, la structure interne n'a pas changé, le professionnalisme restant un mécanisme de reproduction des postes à haut niveau – même si les mouvements d'ascension sociale se sont développés. ■

Toute correspondance est à adresser à Lucas Pereira Wan Der Maas
<lucaswander@hotmail.com>

> Trajectoires des classes moyennes de Rio

Izabelle Vieira, PPCIS/UERJ (Université de Rio de Janeiro, Brésil)

Illustration : Arbu.

Dans les années 2000, le Brésil a connu une période économique favorable, pendant laquelle la population a vu ses niveaux de revenu et de consommation augmenter. En 2014, une grave crise économique et politique a éclaté dans le pays, qui s'est surtout traduite par la perte d'emplois et la dévaluation de la monnaie.

Afin de comprendre les processus de mobilité sociale et les répercussions de la récente crise sur la vie des classes moyennes, nous avons mené une étude qualitative basée sur l'observation participante et des entretiens individuels approfondis avec 28 résidents d'un *condominium* du quartier Pechincha à Rio de Janeiro.

Les personnes qui ont participé à cette étude s'identifient comme appartenant à une couche intermédiaire de la structure sociale, souvent assimilée à la « classe moyenne » ou à une référence similaire.

Ces personnes reconnaissent avoir vécu un processus d'ascension et de déclin. Igor (42 ans, chauffeur) l'exprime en ces termes : « *Écoutez, je suis allé au collège. Et j'ai été, je ne dirai pas au sommet, mais presque, et aujourd'hui je me retrouve au bas de l'échelle* ». La perception générale est que la période de boom n'a été qu'un mirage car elle ne reposait sur aucune base politique, économique et sociale solide.

Pendant les années d'ascension, ainsi qu'en témoignent les membres du groupe étudié, l'ampleur de la consommation a été le moteur du processus de différenciation sociale. Aujourd'hui, confrontées à la crise économique, ces personnes doivent revoir leurs modes de consommation à la baisse, de sorte que les biens sont devenus une frontière symbolique synonyme d'insatisfaction : « *Les biens de consommation donnent une vision inappropriée sur l'ascension d'une personne* » (Arthur, 46 ans, armée de l'air) ; « *Je pense que la classe moyenne est très liée à la publicité. Cela encourage les voyages, mais une fois que vous avez voyagé, vous êtes ramenés à la réalité qui est la vôtre* [rires] » (Gilmar, 64 ans, vendeur).

Les personnes interrogées rapportent que dans leurs familles, les parents accordent beaucoup d'importance à ce que leurs enfants soient plus instruits qu'eux-mêmes. Ces parents font de véritables « sacrifices » pour que leurs enfants fassent leurs études primaires et secondaires dans des établissements privés. La transmission de valeurs et de comportements est l'un des principaux facteurs de rejet des écoles publiques : « *[dans les écoles publiques] il faut cohabiter avec d'autres enfants qui ont eu une éducation tellement différente, vous comprenez ? C'est ce qui préoccupe le plus* » (Ilza, 47 ans, vigile au chômage).

Les personnes interrogées ressentent une profonde inquiétude quant au maintien de leur position sociale et, en ce sens, l'école privée est à la fois un symbole et un outil d'appartenance à une classe sociale : « *Il se peut que mon enfant soit amené à aller à l'école publique mais d'emblée j'aurais l'impression d'avoir rejoint une autre classe sociale. Ce serait bizarre !* » (Lara, 42 ans, vigile au chômage).

Comme elles n'ont pas accumulé de richesses, les classes moyennes ne disposent que de connaissances et de compétences professionnelles. Ces « capitaux » doivent être renouvelés à chaque génération, ce qui exige des efforts ainsi qu'un investissement personnel. Incapables d'entrevoir un horizon d'amélioration pour eux-mêmes dans le contexte actuel de crise, les membres de ces classes moyennes misent sur leurs enfants comme garantie de leur projet d'ascension sociale. ■

Toute correspondance est à adresser à Izabelle Vieira
<representar.mg@hotmail.com>

> L'austérité compromet-elle l'universalisme des services de santé ?

Maria Petmesidou, Université Démocrite de Thrace (Grèce), **Ana Guillén**, Université d'Oviedo (Espagne), et **Emmanuele Pavolini**, Université de Macerata (Italie)

Toute modification de l'étendue des services fournis collectivement et des conditions d'accès à ces services peut sensiblement altérer les contours de l'universalisme et le modèle de solidarité qu'il implique. L'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce disposent de systèmes de santé universels depuis la fin des années 70/le début des années 80. Mais ces deux derniers pays se distinguent par leur universalisme « incomplet », dans la mesure où un modèle mixte de soins entretenant des inégalités au niveau de la prestation de services a persisté jusqu'à récemment. Ce modèle combine un système public de santé avec une couverture complémentaire d'assurance maladie réservée à certains groupes sociaux et d'importants frais à la charge des patients. La crise financière a fortement ébranlé le système de santé de ces quatre pays – et ce, de manière plus profonde et plus durable en Grèce.

La crise et les mesures d'austérité ont-elles mis ces quatre systèmes de santé sur la voie d'une transformation sensible de la portée et du contenu de leur universalisme ? En bref, la réponse est qu'à ce jour les données n'indiquent pas que ce soit clairement la tendance. Au cours des dix dernières années, une série de politiques similaires ont été mises en œuvre dans les quatre pays, avec notamment l'augmentation du partage des coûts (en particulier pour les produits pharmaceutiques), des changements dans l'éventail des prestations, et une réduction des ressources matérielles et humaines. Toutefois, la proportion dans laquelle ces mesures ont fait reporter le coût des soins sur les patients et accru les inégalités d'accès aux services de santé varie considérablement d'un pays à l'autre. De plus, dans le cas de la Grèce et du Portugal, deux pays qui ont été confrontés à la crise la plus grave de la dette souveraine (et qui ont fait l'objet de programmes de sauvetage), une convergence de pressions externes et internes a catalysé des changements importants destinés à lutter contre la fragmentation du système, améliorer la transparence et promouvoir la péréquation des prestations – quoique sur la base d'une offre globale de services publics plus restreinte.

> Baisse des dépenses publiques et besoins non satisfaits

Au plus fort de la crise (2008-13), les dépenses publiques de santé par habitant (mesurées en standards de pouvoir d'achat pour des raisons de comparabilité, et à prix constants base 2010) ont chuté de manière drastique (d'environ 30%) en Grèce. La baisse a été de 12% au Portugal, 8% en Italie et 3% en Espagne. Par la suite, ces dépenses ont pratiquement stagné en Grèce et en Italie, mais sont reparties modérément à la hausse en Espagne et au Portugal. Toutefois, dans ces quatre pays, l'écart s'est creusé par rapport à la moyenne de l'UE-15 (c'est-à-dire des 15 pays membres avant l'élargissement de l'Union européenne à l'Est). En 2017, les dépenses publiques de santé par habitant sont tombées à un tiers de la moyenne de l'UE-15 en Grèce, et à la moitié au Portugal. En Espagne et en Italie, elles sont restées plus proches de cette moyenne. À l'inverse, les dépenses privées, surtout depuis 2013, sont en hausse dans les quatre pays, où elles représentaient récemment entre 40% (en Grèce) et 24% (en Espagne) des dépenses totales de santé.

La Grèce affiche de loin les taux les plus élevés de besoins non satisfaits en matière de soins médicaux, principalement en raison de coûts de santé prohibitifs. Dans ce pays, même les ménages à revenu moyen, en particulier ceux qui ont des enfants et des personnes âgées à charge, sont confrontés à des obstacles financiers pour accéder aux soins de santé. Par conséquent, le risque reste élevé que les paiements à titre privé aient des répercussions catastrophiques sur le budget des ménages. En Espagne et en Italie, l'allongement des délais d'attente pour les traitements spécialisés et les soins hospitaliers pendant les années de crise constitue le principal obstacle à la satisfaction de la population concernant les différents niveaux de soins de santé. Néanmoins, la prévalence de besoins non satisfaits est restée la plus faible en Espagne. Il existe cependant dans ces deux pays des disparités régionales considérables dans la répartition des ressources de santé. Cela est particulièrement évident en Italie, où les régions

>>

> ***“En Grèce, même les ménages à revenu moyen, en particulier ceux avec des enfants et des personnes âgées à charge, sont confrontés à des obstacles financiers pour accéder aux soins de santé”***

du sud disposent de ressources insuffisantes par rapport aux régions du nord et du centre.

En Grèce (et dans une certaine mesure aussi au Portugal), les réformes incorporant des seuils et un contrôle plus strict des activités des médecins (comme la limitation du nombre de consultations pour les tests de diagnostic et les examens en laboratoire, le plafonnement de la quantité de médicaments prescrits par mois, etc.) rendent le système plus transparent et contribuent à la maîtrise des coûts. Mais en même temps ces mesures ont un impact sur la perméabilité et la navigation du système. Cette situation est aggravée dans ces deux pays par une accessibilité aux soins encore (plus ou moins) fragmentée entre soins ambulatoires et soins hospitaliers. En outre, dans ces quatre pays, la fréquence relativement élevée des admissions hospitalières évitables pour certaines maladies chroniques (comme par exemple le diabète, l'hypertension ou l'asthme) reflète l'inefficacité de l'interface entre prévention et soins primaires, avec des conséquences négatives sur le plan de l'équité.

> Sujets de préoccupation

Certains des sujets de préoccupation les plus importants sont les suivants. Premièrement, l'alignement des politiques de santé sur des ressources publiques considérablement réduites est appelée à durer. Cela se traduit par l'augmentation constante des dépenses privées de santé par habitant et par la progression plutôt lente (ou la stagnation) des dépenses publiques. Deuxièmement, l'ensemble de la population dispose théoriquement de services de santé, mais dans la pratique, l'accès est un problème pour un certain nombre de groupes vulnérables (pour diverses raisons dans chaque pays, telles que des coûts trop élevés, les longs délais d'attente, la distance, etc.). Troisièmement, l'assurance maladie privée (souscrite dans le cadre professionnel ou à titre individuel) est en pleine expansion : entre 2005 et 2015, sa part a pratiquement doublé en Espagne, et a sensiblement augmenté au Portugal. Elle est également en progression en Italie, tandis qu'en Grèce la crise a entravé un début de tendance à la hausse. Mais dans ce dernier pays, les paiements à la charge des patients se maintiennent à un niveau élevé. Jusqu'à présent, l'assurance maladie privée est surtout recherchée pour accéder plus rapidement aux soins spécialisés et couvre principalement les employés de certaines grandes entreprises.

La manière dont cette tendance évoluera à l'avenir et la probabilité qu'elle compromette la couverture universelle dépendent en bonne partie d'un certain nombre de facteurs, tels que les politiques redéfinissant la répartition entre secteur public et secteur privé, les préférences des travailleurs, les politiques fiscales, etc. Si l'assurance maladie professionnelle se généralise (c'est-à-dire qu'elle couvre la majorité de la population active et est étroitement réglementée, comme c'est le cas par exemple dans certains pays d'Europe du Nord), l'égalité d'accès pourrait être maintenue. Il serait ainsi possible d'alléger quelque peu la pression sur les finances publiques tout en maintenant une couverture universelle. En revanche, si l'assurance professionnelle ne couvre que certains groupes (privilégiés) de la population active, elle risque de transformer la solidarité en une sorte d'assurance professionnelle mutualiste qui pourrait finir par éroder l'universalisme.

Enfin, dans un avenir proche, le système public sera encore mis à l'épreuve par toute une série de fortes pressions financières liées aux rapides progrès technologiques dans le secteur de la santé et au besoin croissant à la fois de services de prévention « en amont » (pour lesquels les quatre pays laissent à désirer) et de services sociaux « en aval » (mais surtout à long terme) en raison du vieillissement de la population. Ces facteurs peuvent constituer de nouveaux éléments déterminants pour réorganiser l'interface entre secteur public et secteur privé et modifier la dynamique de la solidarité sociale dans le domaine des soins de santé. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Maria Petmesidou <marpetm@otenet.gr>
Ana Guillén <aguillen@uniovi.es>
Emmanuele Pavolini <emmanuele.pavolini@unimc.it>

> Les allocations chômage à l'heure du travail précaire

Daniel Clegg, Université d'Édimbourg (Royaume-Uni)

Les contrats « zéro heure » ont été un sujet constant de contestation pour les travailleurs au Royaume-Uni.
Photo : Christopher Thomond.

L'attribution de revenus de remplacement aux adultes physiquement aptes au travail a toujours été l'une des questions de politique sociale parmi les plus controversées. Destinées à protéger contre la perte de revenus due à l'exclusion involontaire d'un travail rémunéré, les allocations chômage sont depuis longtemps critiquées par certains comme une subvention à la cessation volontaire d'un travail rémunéré. Ce type de critiques est devenu particulièrement perceptible dans le discours des médias et les débats politiques de ces dernières décennies. Les politiques engagées par les pouvoirs publics pour durcir les soi-disant conditions d'attribution des prestations – en imposant des exigences accrues aux demandeurs d'emploi pour prouver leurs efforts pour retrouver un emploi, et des sanctions sous la forme de réduction ou de suspension des prestations en cas de non-respect – figurent sans doute parmi les éléments les plus saillants des réformes des régimes d'allocations chômage dans les pays européens ces 25 dernières années. Ces mesures, qui cherchaient à répondre aux préoccupations croissantes de l'opinion publique concernant les abus liés aux allocations chômage, ont paradoxalement renforcé le sentiment général que ces abus sont largement répandus.

> Fragmentation du travail et incertitude de l'emploi

Cette préoccupation de longue date concernant les abus liés aux allocations chômage, conjuguée au discours sur les responsabilités des demandeurs d'emploi, ne tient cependant pas compte du principal défi auquel sont confrontées en ce début de XXIe siècle les politiques relatives aux allocations chômage. Ces allocations ont en effet été conçues pour des marchés du travail où le travail salarié était de plus en plus réorganisé pour offrir aux travailleurs (hommes) davantage d'heures de travail et un emploi plus continu. La « déprécarisation » (*decasualization* en anglais) de la main-d'œuvre a été le résultat de la croissance de l'industrie manufacturière, mais a été également un objectif activement poursuivi à la fois dans le cadre des politiques publiques et des négociations collectives. Aujourd'hui, à l'inverse, les économies des pays riches démocratiques, où domine le secteur des services, connaissent une explosion de divers types de relations de travail atypiques, et notamment le retour du chômage partiel et du travail discontinu (par exemple, du travail à la tâche), parfois déguisé en emploi indépendant. Les nouvelles technologies ont facilité encore un peu plus la fragmentation des tâches, accélérant l'avènement d'une *gig economy*, une « économie des petits boulots ». Les gouvernements sont, au mieux, réticents à contrer ces tendances, mais souvent, ils les soutiennent plutôt activement comme une voie vers la croissance, la compétitivité et la création d'emplois. Affaiblis, les syndicats se sont révélés relativement impuissants à résister. Nous sommes en train de glisser vers une nouvelle ère de travail précaire.

Pour beaucoup aujourd'hui, et en particulier pour les personnes peu qualifiées, le chômage est donc un type de « risque social » très différent de celui que les allocations de chômage étaient à l'origine censées compenser. Le chô-

>>

mage n'étant plus une période d'absence occasionnelle de travail entre des contrats stables et de longue durée, il s'est de plus en plus transformé en une modalité récurrente de la vie active, caractérisée par une succession de périodes de travail plus ou moins courtes, irrégulières et précaires. La frontière entre chômage et emploi est devenue nettement plus floue. Un travailleur employé pendant la première et la dernière semaine d'un mois donné, mais sans emploi entre ces deux semaines, doit-il être considéré comme employé ou chômeur au cours de ce mois ? Le statut économique d'un travailleur qui occupait en même temps deux emplois à temps partiel mais qui en a perdu un, est-il défini par l'emploi qu'il a encore ou par la perte de l'autre ?

> Les prestations liées à l'emploi sont-elles efficaces ?

Ce qui, dans l'évolution des politiques publiques, est véritablement symptomatique des défis complexes auxquels sont confrontés les régimes d'allocations chômage dans ce nouveau contexte du marché du travail, ce n'est pas tant le virage généralisé vers une conditionnalité plus stricte, mais le développement, plus sporadique et inégal, des prestations de sécurité sociale liées à l'exercice d'un emploi. Introduites et développées dans un certain nombre d'États providence européens ces dernières années, que ce soit sous la forme de nouveaux droits distincts ou par le biais de modifications des critères d'éligibilité à l'assurance chômage ou aux aides sociales, les prestations liées à l'emploi (*in-work benefits*) démentent l'idée que la principale raison pour laquelle les gens sont sans emploi pourrait être leur manque d'efforts, de motivation ou de responsabilité. Si ces prestations existent, c'est simplement parce que, sur les marchés du travail européens contemporains, les possibilités de réemploi pour de nombreux demandeurs d'emploi offrent souvent moins d'avantages et de sécurité que les prestations liées à l'absence d'emploi, et ce malgré le faible montant de ces dernières.

Compléter les revenus du travail par le biais du système de prestations sociales est une stratégie des pouvoirs publics qui comporte toutefois des difficultés particulières. Si les prestations liées à l'emploi doivent offrir des incitations significatives aux chômeurs pour qu'ils réintègrent le marché de l'emploi, elles doivent fournir aux travailleurs non seulement un complément à leur revenu du travail, mais aussi l'assurance qu'au cas où ils en venaient à perdre rapidement leur nouvel emploi, ils ne se retrouveraient pas dans une situation pire que s'ils n'avaient pas accepté dans un premier temps cet emploi. Cela ouvre la voie à une situation où les périodes de travail et de non-travail peuvent être alternées presque indéfiniment, ce qui pourrait conduire à institutionnaliser des relations de travail intermittentes et à court terme moyennant une subvention implicite permanente en provenance du système prévu d'indemnisation. Les propositions relatives à un revenu de base universel comportent précisément ce défaut. Lorsque les prestations liées à l'emploi concernent en priorité les revenus les plus faibles afin de limiter leur coût, elles produisent souvent des taux d'imposition effectifs très élevés pour les travailleurs qui cherchent à augmenter leurs heures de travail ou leurs revenus, ce qui contribue à les enfermer encore davantage dans des emplois faiblement rémunérés.

> Flexicurité ou source de stabilité ?

Face à ces défis stratégiques bien réels, certains gouvernements en Europe ont récemment annoncé – comme avec la réforme de l'assurance chômage de 2019 en France –d'importantes restrictions aux prestations liées à l'emploi, en misant encore une fois principalement sur la conditionnalité pour encourager les chômeurs à trouver un emploi stable. Lorsque les prestations liées à l'emploi sont maintenues, la « conditionnalité liée à l'emploi » (*in-work conditionality*) a également été introduite pour tenter d'appliquer des contrôles comportementaux plus stricts aux demandeurs de ces prestations et ainsi favoriser leur progression dans le cadre de l'emploi, comme c'est le cas dans le nouveau système de « crédit universel » instauré au Royaume-Uni. Dans les deux cas, cela revient aujourd'hui à faire peser la responsabilité des réalités du marché des emplois bas de gamme sur les épaules de ceux dont les opportunités économiques sont le plus directement limitées par ce marché.

En fait, le nœud du problème, c'est qu'il est tout simplement très difficile d'adapter les systèmes de transfert de fonds qui se trouvent à la base des États providence européens modernes (avec leur logique de compensation des risques) à un contexte de marché du travail où, comme cela était à prévoir, l'emploi est devenu précaire pour un si grand nombre de personnes. La « flexicurité » – le nouveau modèle de politique publique à la mode, qui consiste à allier flexibilité du marché du travail et sécurité sociale – est une formule habile mais qui n'offre que peu d'orientations pratiques sur la manière dont un système de maintien des revenus peut protéger les travailleurs occasionnels sans entraîner une augmentation vertigineuse des coûts ou des conséquences imprévues – ou les deux à la fois. La protection contre le chômage ne continuera à avoir de sens que si les marchés du travail européens sont à même de générer à nouveau un niveau minimum de stabilité professionnelle. Il faut pour cela une meilleure réglementation de l'emploi, et non des contrôles plus stricts sur le comportement des travailleurs vulnérables. ■

Toute correspondance est à adresser à Daniel Clegg <Daniel.Clegg@ed.ac.uk>

> Subjectiver les politiques sociales, polariser les sociétés

Roland Atzmüller, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche)

Ce qui ressort de l'évolution des régimes de protection sociale – notamment en Europe mais pas seulement – c'est qu'on est passé de mesures de protection sociale dites « passives », liées à des modèles de croissance fondés sur les augmentations de salaires (fordisme), à des régimes dits « d'austérité » où prédominent les politiques sociales axées sur l'offre. Mises en œuvre à partir des années 80 et 90 dans le cadre de projets de réforme néolibérale qui ont varié d'un pays à l'autre, ces politiques axées sur l'offre se sont radicalisées après 2008. Les réformes entreprises exigent une responsabilité personnelle accrue des individus et de leurs familles en matière de protection sociale contre les aléas des marchés capitalistes. La privatisation de la protection sociale (retraites, santé) opérée dans de nombreux pays est paradigmatique de cette évolution et entraîne une augmentation de l'insécurité et des inégalités.

La responsabilisation personnelle des individus apparaît cependant étroitement liée à des mesures conçues pour adapter en permanence les subjectivités (attitudes à l'égard du travail, aptitudes et compétences) aux dynamiques fluctuantes du marché et à la crise sociale. Les politiques sociales individualisées et subjectivées sont principalement destinées à sécuriser, multiplier et flexibiliser les possibilités d'échange entre la force de travail et le capital moyennant la mobilisation de tous les adultes valides. Cela inclut des stratégies telles que le développement des services de garde d'enfants ainsi que l'amélioration (permanente) de l'employabilité des individus dans le secteur formel. Étant donné leurs liens avec l'austérité, les politiques sociales axées sur le capital humain se sont imposées au détriment de revendications plus générales en faveur de la protection et de l'aide sociales, censées assurer la cohésion sociale et l'intégration des catégories vulnérables de la population. Ce changement d'orientation s'est traduit dans de nombreux pays par des niveaux accrus de pauvreté et d'exclusion sociale, certaines catégories de la population, telles que les personnes âgées, les personnes handicapées et les malades chroniques, étant de plus en plus perçues comme des facteurs de coût non productifs.

Ces changements ont renforcé le poids de ce qu'on appelle les « services sociaux », dont l'objectif principal est de régler le cas des personnes d'une manière qui est controversée et contradictoire, en fusionnant le travail social et la pédagogie sociale avec des politiques actives du marché du travail, l'enseignement et la formation professionnels (EFP), etc. De plus en plus souvent, les activités des services sociaux sont sous-traitées par des organisations du milieu associatif, voire transférées au secteur privé, et étroitement encadrées au moyen de nouveaux systèmes de financement (rémunération liée aux résultats, rémunération à la performance, contrats à court terme, etc.). Ces évolutions ne soumettent pas seulement les bénéficiaires des services sociaux à des mesures de plus en plus contraignantes et difficiles à éviter, censées développer leur capacité à s'auto-réglementer en fonction des exigences du marché. Elles créent également de nouvelles tensions et exigences pour les employés des services sociaux dans la mesure où ils doivent trouver un équilibre entre la pénurie de fonds liée à l'austérité, l'exigence de fournir un travail de qualité, et les attentes et la résistance des prestataires.

Cela soulève de nouveaux défis pour la recherche critique, car l'individualisation et la subjectivation des régimes de protection sociale et des politiques sociales dépassent le seul enjeu de la dé/commodification des régimes de protection sociale. Les chercheurs se sont surtout intéressés aux différentes façons dont les régimes de protection sociale protégeaient les travailleurs, au moins partiellement, des effets socialement négatifs de l'accumulation et des marchés du travail capitalistes (la décommodification) et stabilisaient les modèles familiaux traditionnels basés sur l'homme comme soutien de famille, ou permettaient aux femmes d'acquérir des droits sociaux par elles-mêmes et d'accéder à un emploi rémunéré. Conscients des ambiguïtés des politiques sociales dans les sociétés de marché capitalistes, leurs analyses ont également su montrer comment les États providence dits « keynésiens » ont soutenu de 1945 à 2008 dans les pays du Nord global les nouveaux modèles de croissance économique et de consommation. De ce point de vue, les réformes néoli-

>>

> ***“Étant donné leurs liens avec l’austérité, les politiques sociales axées sur le capital humain se sont imposées au détriment de revendications plus générales en faveur de la protection et de l’aide sociales”***

bérales de l’aide sociale pourraient être décrites comme des stratégies visant à recommodifier la force de travail moyennant la flexibilisation et la libéralisation des marchés du travail et des régimes de protection sociale, et à marchandiser la protection sociale.

Même si le passage à l’austérité et à des politiques sociales axées sur l’offre montre à quel point ces dernières sont désormais soumises aux variations économiques, plus de trois décennies de tentatives néolibérales pour restreindre les régimes de protection sociale et réduire les dépenses sociales n’ont pas véritablement réussi à faire baisser le niveau global des dépenses dans la plupart des pays. Cela ne nous dit cependant pas si les droits individuels aux transferts et aux services sociaux sont suffisants. Au lieu de cela, on assiste à des réorganisations et reconfigurations en profondeur des régimes de politique sociale, qui visent à modifier aussi bien les droits et les devoirs que les mentalités et les comportements qui sont attendus des individus et de leurs familles concernant l’emploi rémunéré, l’éducation des enfants, la formation professionnelle, les modes de vie jugés productifs et sains, les normes culturelles, etc. Du moins d’un point de vue européen, l’individualisation et la subjectivation de ces choix de politique sociale ont entraîné – quoique avec des variations d’un pays à l’autre – des polarisations qui sont source de fragmentation au sein et entre les régimes de protection sociale qui ont émergé des déséquilibres économiques internationaux et de la crise issue de l’accumulation financiarisée, ainsi que des stratégies axées sur l’austérité pour faire face aux crises de la dette souveraine qui ont suivi.

Cette polarisation sur la fragmentation au sein et entre les régimes de protection sociale oscille entre d’une part, des politiques d’activation de l’emploi ayant pour objet d’inciter à l’activité ceux qui se trouvent au bas de l’échelle sur le marché du travail, et d’autre part, des stratégies dites d’investissement social. Les incitations à l’activité visent à intégrer sur le marché du travail les chômeurs et les pauvres qui peuvent travailler, ainsi que d’autres personnes économiquement inactives qui n’ont aucune raison légitime (par exemple la maternité) de ne pas participer à un emploi rémunéré. D’un autre côté, le poids croissant des stratégies dites d’investissement social vise à redonner aux politiques publiques une légitimité en renforçant les dépenses et activités dites productives, qui améliorent la dynamique et la compétitivité de l’économie. Les initiatives d’investissement social consistent avant tout à adapter et recomposer en permanence les aptitudes et compétences individuelles – c’est-à-dire le capital humain – et à développer les services de garde d’enfants. Ces derniers visent toutefois moins à modifier la division du travail entre les sexes au sein des ménages qu’à mobiliser les femmes sur le marché du travail.

Ainsi, au lieu de modifier les structures économiques pour s’attaquer aux effets destructeurs et générateurs de crise de l’accumulation et de la marchandisation, ces politiques cherchent avant tout à soumettre et adapter les personnes aux exigences de la concurrence mondialisée et de marchés de plus en plus flexibles et précaires. Ces évolutions constituent une forme de gestion de crise subjectivée, qui exige des individus la volonté et la capacité d’adapter et d’améliorer leurs aptitudes et compétences ainsi que d’autres caractéristiques subjectives jugées nécessaires aux marchés flexibles et mondialisés. Ainsi, la nécessité de s’attaquer aux effets destructeurs de la crise de l’économie financiarisée et des changements structurels est reportée sur les individus, et réduit leurs possibilités de développer leurs compétences. En outre, un peu à la manière d’une politique sociale post-polanyienne, cette évolution conduit à transférer aux individus la tâche d’« encastrer » socialement l’économie et de lutter contre ses répercussions sur la société. Cela mine la cohésion et l’intégration sociales et constitue donc une menace non seulement pour les sociétés dans chaque pays, mais aussi pour l’Union européenne dans son ensemble. ■

Toute correspondance est à adresser à Roland Atzmüller
<roland.atzmueller@jku.at>

> Le soutien aux politiques familiales en Europe du Sud

Sigita Doblytė, membre du comité de recherche de l'ISA « Pauvreté, Protection sociale et Politiques sociales » (RC19) et **Aroa Tejero**, Université d'Oviedo (Espagne)

L'influence des valeurs culturelles sur le soutien de l'opinion publique à de meilleures politiques familiales diffère d'un pays du Sud de l'Europe à l'autre.

La nécessité de trouver un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée constitue l'un des défis auxquels sont aujourd'hui confrontés aussi bien les personnes que les systèmes publics de protection sociale. Alors que les États providence cherchent à encourager la participation des femmes au marché du travail comme stratégie de protection contre la pauvreté, les ménages peinent à concilier responsabilités familiales et emploi. Les services de garde d'enfants peuvent être externalisés sur le marché – créant cependant une charge financière supplémentaire pour les parents – ou être financés et/ou fournis par l'État – ce qui pourrait être considéré comme plus équitable et plus en adéquation avec la logique de l'investissement social.

> Valeurs culturelles et prise en charge des responsabilités familiales

Cependant, l'ampleur des politiques de conciliation entre travail et famille n'est pas la même d'un pays européen à l'autre. Les sociétés du sud de l'Europe, en particulier, se caractérisent souvent par la prépondérance de valeurs culturelles conservatrices et le rôle central joué par les familles dans la prise en charge des responsabilités familiales. Ces pays dépensent beaucoup moins en prestations familiales que les pays nordiques ou d'Europe continentale et semblent attacher moins d'importance aux politiques familiales qu'à d'autres domaines de la protection sociale. Mesurées en pourcentage des dépenses totales en matière de prestations sociales, les dépenses publiques consacrées aux prestations familiales dans tous les pays du sud de l'Europe sont inférieures à la moyenne de l'Union européenne – la Grèce, le Portugal et l'Espagne se classant en 2016 parmi les cinq pays européens les moins généreux. L'Enquête sociale européenne (*European Social Survey*) pour cette même année indique néanmoins que les systèmes de protection sociale des pays méditerranéens couverts par l'enquête – l'Italie, le Portugal et l'Espagne – sont parmi les plus favorables au développement de politiques de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale même si cela suppose une augmentation des impôts pour tous, c'est-à-dire même lorsqu'il est rappelé aux citoyens que des services publics supplémentaires impliquent des financements supplémentaires.

Diverses études empiriques ont montré que les réactions de la population concernant les politiques sociales sont souvent déterminées par les besoins ou l'intérêt personnel des différents groupes sociaux. Par exemple, les familles avec des enfants en bas âge ou les groupes de personnes en âge de devenir parents peuvent se montrer plus favorables à de meilleurs services pour les familles. Néanmoins, certaines études soulignent également l'importance des valeurs culturelles pour déterminer les opinions à l'égard de la politique de protection sociale de l'État. Dans un article de 2005 (« Welfare state policies and the development of care arrangements »), Birgit Pfau-Effinger, professeure de sociologie à l'Université de Hambourg, affirmait que les mentalités culturelles concernant la prise en charge des tâches familiales et les responsabilités respectives de l'État, de la famille et du marché sont ancrées dans le discours public et déterminent les modalités de prise en charge et les politiques familiales dans un pays donné.

>>

> Les divergences entre les pays de l'Europe du Sud

Dans notre recherche, nous cherchons donc précisément à déterminer l'influence qu'exercent les besoins et les valeurs culturelles sur la disposition des populations à payer davantage d'impôts pour bénéficier de meilleurs services pour les familles dans les sociétés du sud de l'Europe, où ces services étaient traditionnellement pris en charge par les familles mais où la participation accrue des femmes au marché du travail pourrait rendre nécessaire le recours à d'autres acteurs. À partir des données de l'Enquête sociale européenne, nous attirons l'attention sur l'existence de besoins non satisfaits de prise en charge dans les pays du sud de l'Europe, ce qui est attesté par un niveau élevé de soutien à l'amélioration des services pour les familles. Les résultats montrent cependant des schémas divergents quant à la manière dont l'intérêt personnel et les valeurs culturelles influencent les réactions d'un pays à l'autre. Bien que les systèmes de protection sociale du sud de l'Europe soient souvent considérés comme similaires pour ce qui concerne le rôle des valeurs traditionnelles liées au genre et à la famille, les résultats de notre étude contribuent à montrer qu'il existe d'importantes différences entre eux. Nous pensons qu'il existe davantage de possibilités pour étendre les services pour les familles dans certains de ces pays que dans d'autres.

Au Portugal, les niveaux exceptionnellement élevés et normalisés de participation des femmes en général, et des mères en particulier, au marché du travail, se traduisent par des niveaux élevés et constants de soutien à l'aide sociale de la part de femmes et d'hommes de différentes origines sociales et de différents niveaux d'instruction. On note également l'absence d'effets significatifs en liaison avec des valeurs culturelles particulières et un niveau d'adhésion à l'aide sociale encore plus marqué parmi les générations plus âgées. Tout cela semble indiquer un soutien dans le pays en faveur de politiques publiques plus généreuses pour les familles.

En Italie, cependant, le soutien à de meilleurs services pour les familles varie davantage d'un groupe social à l'autre. Les catégories économiquement moins favorisées et les classes sociales inférieures sont nettement moins favorables aux politiques familiales, ce qui pourrait s'expliquer par le niveau relativement élevé de la pression fiscale en Italie. L'influence des valeurs culturelles apparaît également de manière claire, même si elle ne s'exerce pas tout à fait comme on aurait pu s'y attendre : aussi bien les personnes qui accordent davantage d'importance à la tradition et aux attitudes conformistes que celles qui adhèrent à des valeurs comme la justice sociale, l'égalité ou la protection sociale pour tous, se montrent moins favorables au développement des politiques de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

Cet effet inattendu de valeurs *a priori* en adéquation avec la logique de la protection sociale pourrait être lié au niveau plus élevé de la pression fiscale en Italie, où de nouveaux développements des politiques familiales pourraient être perçus comme une menace pour le revenu des ménages et, par conséquent, comme allant à l'encontre des dites valeurs. Autrement dit, il est possible que la famille continue d'être considérée en Italie comme l'institution la plus adaptée pour prendre en charge les responsabilités familiales, et que l'adhésion à des valeurs de justice sociale ou d'égalité se traduise par un soutien aux politiques de protection du revenu familial plutôt qu'aux services publics de garde d'enfants. C'est ce qui ressort de l'Enquête sur les valeurs des Européens (*European Values Study*) de 2017, qui indique une prédominance des valeurs familiales traditionnelles en Italie, avec 52% des personnes interrogées d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que les enfants souffrent si leur mère travaille, contre 26% en Espagne.

Comme ce dernier chiffre semblerait d'ores et déjà l'indiquer, l'Espagne se serait plus clairement éloignée que l'Italie de la culture traditionnelle sur les questions de relations entre les sexes et de la famille : ainsi, si les personnes qui adhèrent aux valeurs de justice sociale, d'égalité et de protection sociale apparaissent davantage disposées à payer des impôts plus élevés afin de disposer de meilleurs services pour les familles, en revanche la tradition et les attitudes conformistes n'influent pas de manière significative sur le soutien à l'aide sociale. En outre, le fait que les parents d'enfants en bas âge soient davantage favorables à l'aide sociale alors que la part des enfants de moins de trois ans dans les structures d'accueil officielles est plus faible indique des besoins de prise en charge non satisfaits dans les familles avec des enfants à charge, alors que les personnes en difficulté économique ou celles qui vivent dans les grandes villes ont tendance à manifester un niveau plus faible d'adhésion à l'aide sociale.

En conclusion, si les résultats obtenus au Portugal donnent à penser que les familles pourraient devenir relativement fortes et que leurs revendications en faveur de meilleurs services pourraient être satisfaites, ce n'est pas nécessairement le cas en Espagne et encore moins en Italie. Néanmoins, d'autres acteurs au sein de la société, comme par exemple les employeurs, pourraient commencer à assumer un rôle plus important en proposant des services de garde d'enfants ou des modalités de travail flexibles – des options qui, même si elles restent encore limitées, sont en train de gagner du terrain dans les pays du sud de l'Europe. Ceci dit, les inégalités d'accès à ce type d'avantages menacent les principes de l'investissement social. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Sigita Doblytė <doblytesigita@uniovi.es>
Aroa Tejero <tejeroaroa@uniovi.es>

> Bénévolat en Allemagne : Bonne action ou économie parallèle ?

Silke van Dyk et **Tine Haubner**, Université Friedrich-Schiller de Iéna (Allemagne)

Des services sociaux essentiels sont bien trop souvent délégués à des bénévoles. Crédit : Matthias Zomer/pexels.com.

Nous assistons actuellement à une crise de la prise en charge et de la reproduction sociale provoquée par le démantèlement des systèmes de protection sociale, les nouveaux besoins liés à l'évolution démographique et les changements dans les relations hommes-femmes et les relations familiales. À une époque où de moins en moins de femmes sont disponibles à plein temps comme ressource pour la mise en œuvre de la politique sociale, le potentiel de travail non rémunéré dans le domaine du *care* – aussi, et surtout, en dehors de la famille – devient de plus en plus important et bénéficie d'un soutien croissant de l'État. Les citoyens sont de plus en plus incités à s'engager pour le bien commun. L'engagement citoyen et le travail bénévole sont considérés comme de nouvelles ressources (re)productives, et les bénévoles sont salués comme des héros de la vie quotidienne.

Face à cette situation, nous menons actuellement un projet de recherche empirique en Allemagne de l'Est et de l'Ouest afin d'examiner comment le travail bénévole est utilisé et exploité par l'État pour la fourniture de services et d'aides à la personne. Nous nous intéressons également à la manière dont cette réalité est vécue, interprétée et influencée à la fois par les bénévoles et par les bénéficiaires de l'aide. Bien que les nombreuses études consacrées aux différents domaines de l'engagement citoyen et du secteur caritatif soient essentiellement positives, une économie politique du bénévolat qui permette d'éclairer de manière systématique et d'un point de vue critique les implications politiques, sociales et économiques de cette pratique n'a pas encore été développée. Nous parlons d'« économie parallèle » pour décrire cette réalité, car nous sommes en présence d'un domaine du travail informel qui représente un élément de l'action sociale et qui contribue à la création de valeur (grâce à des heures de travail non rémunérées) – en dehors de l'emploi régulier donnant lieu à des cotisations sociales. Concrètement, nous cherchons donc à déterminer dans quelle mesure la promotion, la demande et l'utilisation du travail bénévole par l'État deviennent des moyens de substitution, d'informalisation et de déprofessionnalisation de l'emploi régulier.

Ici, la *substitution* implique parfois que des activités qui étaient auparavant des emplois réguliers sont transférées dans le contexte du travail bénévole. On trouvera des exemples de cette substitution dans notre étude, comme dans le cas de la prise en charge à plein temps assu-

>>

rée dans les écoles par de « jeunes accompagnateurs » bénévoles qui compensent la pénurie d'enseignants, ou dans celui des aidants à domicile bénévoles qui viennent remplacer l'aide de l'État aux familles. Nous trouvons également des exemples de nouveaux besoins qui ne sont pas couverts en développant l'emploi régulier mais en créant de nouveaux domaines et de nouvelles formes d'engagement, par exemple pour ce qui concerne l'aide aux personnes âgées. Outre ces formes de substitution directe de l'emploi régulier et les obstacles créés pour que celui-ci puisse se développer, notre étude montre d'autres répercussions de cette substitution, dans la mesure où la dégradation de l'aide aux familles et le manque de travailleurs qualifiés (par exemple dans le domaine des soins, des travaux manuels ou de l'assistance juridique) sont également compensés par des bénévoles.

Si le bénévolat et l'engagement citoyen sont généralement très appréciés dans l'ensemble du pays, nous observons que cette évolution conduit à une *déprofessionnalisation*. Des personnes non professionnelles et peu formées assument en fait des tâches professionnelles dans les domaines de l'éducation, de l'aide aux familles, des services aux personnes âgées, des cours d'allemand pour les réfugiés ou de l'assistance juridique. Ces services non professionnels sont principalement destinés à ceux qui n'ont pas les ressources nécessaires pour compenser les carences de l'offre publique ou pour couvrir les nouveaux besoins par l'achat de services professionnels sur le marché. Par conséquent, le recours au travail bénévole et son exploitation par l'État providence n'affectent pas tous les citoyens de manière égale : au contraire, on observe l'émergence de « services pauvres pour les pauvres » qui n'ont pas les moyens de recourir à des professionnels.

Toutefois, il n'y a pas que la qualité des services fournis qui peut poser problème, mais aussi les circonstances dans lesquelles les bénévoles, dans certains secteurs, se transforment pratiquement en employés – mais sans les droits sociaux correspondants. En particulier dans les domaines où l'on attend des bénévoles qu'ils soient fiables, stables et expérimentés – comme les services aux personnes âgées, le travail avec des personnes handicapées ou le soutien scolaire quotidien – les contrats dits « de bénévolat » et les indemnités au-delà du simple remboursement des frais jouent un rôle de plus en plus important. Ces indemnités sont généralement largement inférieures au salaire minimum, alors que, dans le même temps, les normes du travail et des négociations collectives ne sont pas respectées. Ainsi l'engagement citoyen tant apprécié contribue-t-il également à la précarisation et à l'*informalisation* du travail, du moins dans certains domaines des services sociaux d'intérêt général.

En Allemagne de l'Est en particulier, l'engagement citoyen et le travail bénévole sont étroitement liés au marché du travail, ce qui signifie qu'ils sont souvent le fait de chômeurs qui espèrent ainsi réintégrer le marché du travail. Dans les propos des bénévoles et des experts que nous avons interviewés, l'engagement citoyen est également présenté comme un substitut symbolique du travail rémunéré. Un autre élément important qui ressort de manière empirique de notre étude est le travail des agences pour l'emploi, qui incitent parfois les chômeurs de longue durée à s'engager civiquement. En outre, il existe une autre différence intéressante entre les nouveaux États fédérés ou *Länder* (est-allemands) et les anciens (ouest-allemands). Alors que la monétisation de l'engagement citoyen est perçue de manière plutôt négative en Allemagne de l'Ouest, dans la mesure où, suivant une opinion répandue, elle porte atteinte à l'essence et à la singularité du bénévolat, la situation est différente en Allemagne de l'Est, où la compensation financière accordée en échange de l'engagement citoyen ne pose pas problème et est considérée comme légitime, au sens d'une juste rémunération pour le travail quotidien fourni. Ici apparaît clairement ce qui caractérisait nettement le travail dans la République démocratique allemande, où l'on trouvait aussi bien du bénévolat géré par l'État que de l'aide et de la solidarité spontanées entre voisins, mais où le concept et la pratique propres à l'engagement citoyen étaient absents.

Nos recherches portent sur des domaines très divers de l'engagement citoyen et du bénévolat : l'aide aux réfugiés et aux habitants du quartier, les services aux personnes âgées, l'intervention dans les écoles, les brigades de pompiers bénévoles, la participation dans des foyers multigénérationnels et les services de transport de proximité – pour ne citer que les domaines les plus importants. Dans tous ces domaines, il y a des phénomènes problématiques, mais aussi d'autres qui ne posent aucun problème. Parmi les phénomènes problématiques, nous constatons une nouvelle ère de reproduction sociale, que nous qualifions de « capitalisme communautaire », où les communautés sociales en dehors de la sphère familiale sont de plus en plus souvent utilisées comme une nouvelle ressource pour surmonter les crises à répétition. Le regard critique que nous portons sur l'utilisation du travail bénévole par l'État ne revient cependant pas à dire que l'État doive assumer toutes les tâches (sociales) sans exception. Concernant le transfert de services et d'infrastructures publics vers le domaine du bénévolat, notre critique porte plutôt sur les domaines où la résolution de questions fondamentales dans la vie des personnes va dépendre de l'aide bénévole plutôt que de droits sociaux garantis. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Silke van Dyk <silke.vandyk@uni-jena.de>
Tine Haubner <tine.haubner@uni-jena.de>

> L'UE conservera-t-elle son socle social ?

Beatrice Carella, École normale supérieure de Florence (Italie)

Le socle européen des droits sociaux signé en novembre 2017 représente l'initiative sociale phare de la Commission européenne. Crédit : Commission européenne.

Le 17 novembre 2017, les présidents du Parlement européen, de la Commission européenne et du Conseil européen signaient conjointement une déclaration politique consacrant les principes sociaux que l'Union européenne (UE) défend et soutient, sous le titre de « socle européen des droits sociaux ». Il s'agissait de l'initiative sociale phare de la Commission dirigée par Jean-Claude Juncker, qui ramenait « l'Europe sociale » dans le débat sur l'avenir de l'intégration européenne. Depuis sa nomination en 2014, le président Juncker avait formulé la question de la dimension sociale de l'UE dans une perspective différente de celle employée par le passé : alors que l'aspect productif des systèmes de protection sociale et des politiques sociales continuait d'être pris en compte, la nouvelle Commission reconnaissait explicitement la nécessité de repenser les politiques futures en fonction de leurs implications sociales, en relation non seulement avec l'économie et le marché du travail, mais aussi avec les objectifs d'égalité, d'équité et d'inclusion sociales.

> Un processus d'élaboration long et controversé

C'est suivant cette nouvelle approche et la volonté de rompre avec les schémas politiques antérieurs (à un moment où les politiques d'austérité avaient pleinement manifesté leurs effets) que l'initiative du socle des droits sociaux a été présentée, à l'occasion du discours de Juncker sur l'état de l'Union en septembre 2015. L'annonce a été suivie d'une phase d'élaboration qui s'est étalée sur deux ans : en mars 2016, la Commission publiait une première ébauche du document, avant d'ouvrir un processus de consultation publique particulièrement long et ouvert, qui a duré jusqu'à la fin de l'année. Si la manière dont les consultations ont été menées témoigne d'un effort pour favoriser l'implication des différentes parties prenantes en prenant davantage en compte les initiatives de la base dans la formulation du texte, la mise à disposition du public des mémorandums et des comptes rendus des audiences et débats organisés par la Commission nous permet d'évaluer dans quelle mesure les différentes priorités ont été consignées dans le document final. Cela est essentiel pour comprendre les futurs développements possibles de cette initiative.

L'analyse des résultats des consultations publiques fait apparaître une grande variabilité des propositions émises par les différents participants au processus d'élaboration. La plupart du temps, on peut déceler un clivage entre deux grands groupes d'acteurs. D'un côté, les organisations de la société civile, les confédérations syndicales et le Parlement européen ont souligné la nécessité d'assurer un « socle de protection sociale » censé garantir les droits des citoyens et des travailleurs en cas de chocs économiques et de trouver un meilleur équilibre entre flexibilité et sécurité sur le marché du travail, tout en préconisant toute une série d'instruments politiques pour mettre en œuvre ce socle des droits sociaux, notamment une nouvelle législation européenne et un financement supranational. De l'autre, les organisations patronales et les associations professionnelles ainsi que plusieurs États membres se sont montrés préoccupés

>>

par l'importance accordée à l'inclusion et la protection sociales en tant que telles (sans lien direct avec le fonctionnement du marché du travail) et se sont fermement opposés à l'adoption d'une nouvelle législation ou de nouveaux mécanismes de financement dans le domaine social, en préconisant plutôt de ne renforcer l'intégration que par le biais d'outils de coordination politique « non contraignants » et dans le respect du principe de subsidiarité.

> Un exercice d'équilibre à valeur symbolique

En examinant la version finale du document, on peut constater que la Commission a réussi à équilibrer les points de vue divergents comme suit : Au niveau du discours, les institutions de l'UE ont changé leur approche de la dimension sociale, en abandonnant non seulement les positions axées sur l'austérité mais aussi la notion d'« investissement social » (comme dans le « paquet investissements sociaux » de 2013) pour faire place au domaine de la protection des droits, et en considérant l'inclusion sociale et l'égalité comme des objectifs à part entière – suivant en cela les orientations suggérées par les organisations de la société civile et les syndicats. Toutefois, en ce qui concerne les instruments proposés pour mettre en pratique le socle des droits sociaux, les institutions européennes ont adopté la position préconisée par le secteur des affaires et certains États membres, en ne tablant que sur des mesures non contraignantes de coordination et de suivi. Si le produit final a été généralement bien accueilli dans l'univers disparate des acteurs politiques, l'initiative du socle européen des droits sociaux s'est traduite par un document politique et déclaratoire qui intègre un certain nombre de principes et d'aspirations reconnus par les trois principales institutions de l'UE. La seule innovation politique a consisté en un nouvel ensemble d'indicateurs sociaux (le « tableau de bord social ») à intégrer de manière souple dans l'architecture globale de coordination macroéconomique. À ce jour, la valeur ajoutée du socle européen des droits sociaux réside dans son caractère symbolique, tandis que la réalisation de son potentiel pour entraîner des changements dans la dimension sociale de l'UE dépend de la volonté politique des acteurs qui seront impliqués dans sa mise en œuvre.

Les résultats des élections au Parlement européen et la nomination du nouveau collège des commissaires en 2019 offrent un tableau qui n'est que partiellement prometteur à cet égard. Au niveau de l'UE, il semble que les bureaucrates aussi bien que les groupes politiques aient reconnu l'importance d'aborder les questions sociales dans une perspective supranationale. Dans leurs manifestes pour les élections au Parlement européen, tous les partis européens ont considéré que le domaine social était aussi important, si ce n'est plus, qu'en 2014 – en particulier le Parti socialiste européen, les Verts et l'Alliance libre européenne (ALE), les deux premiers faisant directement allusion au socle des droits sociaux. Par ailleurs, la nouvelle présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a fait explicitement référence à ce socle dans son discours inaugural et dans ses recommandations politiques, et a évoqué l'adoption d'un « plan d'action » pour sa mise en œuvre. Toutefois, le rôle des différents États membres sera aussi décisif pour la suite réservée à l'initiative du socle des droits sociaux qu'il l'a été pour son élaboration et son adoption, et il est donc important de prendre également en considération les évolutions qui se produiront au niveau national.

> Le rôle des États membres : Le cas de l'Italie

Pendant la campagne pour les élections européennes de 2019 en Italie, le socle européen des droits sociaux était absent des programmes électoraux et des débats publics, et les partis en faveur du renforcement de la dimension sociale de l'UE (tels que +Europa/ADLE, Europa Verde/PVE, et la Sinistra/GUE/NGL) ont subi des défaites électorales. Il s'agissait également de partis qui ont élaboré leurs programmes en étroite collaboration avec leur famille politique respective au niveau européen et qui, durant leur campagne électorale, ont abordé des questions qui relevaient tant du niveau national que supranational. Même si les dernières élections au Parlement européen n'ont guère été « européanisées » et ont été plutôt marquées – en Italie mais aussi dans l'ensemble des États membres – par les préoccupations politiques nationales, le cas italien n'est peut-être pas le plus représentatif des résultats électoraux définitifs. De fait, tant l'ADLE (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe) que les Verts/ALE, favorables à une intégration européenne renforcée, ont globalement réussi à gagner de nouveaux sièges à Strasbourg, ce qui pourrait faire contrepoids aux votes en faveur des partis nationalistes et eurosceptiques. Cependant, dans un domaine des politiques publiques comme le domaine social, où le rôle des États membres demeure prépondérant, la forte fragmentation politique qui se dégage du Parlement européen rend l'avenir du volet social de l'UE encore plus incertain. Dans le même temps, cela pourrait être l'occasion pour des acteurs supranationaux, en particulier la nouvelle Commission, de favoriser une intégration plus forte dans le domaine social, en s'appuyant sur les fondements – le socle des droits sociaux – établis par leurs prédécesseurs. ■

Toute correspondance est à adresser à Beatrice Carella <beatrice.carella@sns.it>

> Qui se trouve derrière l'intelligence artificielle ?

Paola Tubaro, CNRS, Université Paris-Saclay (France)

Seules des personnes bien réelles permettent à l'intelligence artificielle de devenir « intelligente ». Crédit : Hitesh Choudhary/pexels.com.

L'impressionnante réussite de l'intelligence artificielle (IA) telle qu'elle existe aujourd'hui repose sur le « micro-travail » d'une multitude d'hommes et de femmes bien réels. Ces hommes et ces femmes étiquettent des objets sur des images, transcrivent des factures, traduisent des fragments de texte et enregistrent des phrases courtes qu'ils lisent à haute voix. Simples et répétitives, ces tâches requièrent généralement un faible niveau de qualification et ne sont payées chacune que quelques centimes. Ceux qui les exécutent, qui ne sont pas formellement des employés mais des sous-traitants rémunérés à la pièce, le font à distance depuis leur smartphone ou leur ordinateur portable, via des sites web spécialisés.

Comment cette armée de travailleurs de l'ombre alimente-t-elle l'IA ? Prenons l'exemple des assistants vocaux qui fonctionnent avec la technologie de l'IA, comme Alexa ou Siri. Avant de pouvoir reconnaître les demandes des utilisateurs, les assistants vocaux doivent être confrontés à de nombreux exemples de paroles humaines, comme ceux de personnes qui demandent les prévisions météo. La machine « apprendra » ainsi que ces paroles veulent toutes dire la même chose malgré des différences dans le timbre de voix et l'intonation, les divers accents régionaux ou la présence de bruit de fond, et elle sera par la suite capable de reconnaître des demandes similaires de nouveaux utilisateurs. Pour produire ces exemples, il faut donc que des micro-travailleurs s'enregistrent pendant qu'ils posent des questions sur les prévisions météo. Les producteurs d'IA comptent également sur les micro-travailleurs pour tester leurs assistants « intelligents » et vérifier qu'ils fonctionnent comme prévu.

C'est Amazon qui a popularisé le micro-travail au début des années 2000 avec sa plateforme « Mechanical Turk ». Initialement un service interne qui utilisait les employés pour mettre en ordre les listes de produits, Amazon l'a ouvert à des clients extérieurs qui pouvaient y ajouter des micro-tâches appelées HITs (Human Intelligence Tasks), à réaliser par des micro-travailleurs extérieurs. Amazon a justement appelé son dispositif « intelligence artificielle artificielle » pour souligner qu'il est préférable de confier des tâches à des humains lorsqu'ils peuvent les exécuter plus efficacement qu'un ordinateur. Aujourd'hui, quantité d'autres plateformes et applications ont suivi l'exemple d'Amazon et proposé des variantes, à l'instar de la société australienne Appen, la société allemande Clickworker ou les sociétés américaines Lionbridge et Microworkers, pour n'en citer que quelques-unes.

>>

Où se trouvent les micro-travailleurs qui réalisent ces tâches ? Comme certaines tâches peuvent être effectuées en ligne et ne nécessitent pas d'être physiquement présent dans un lieu donné (par exemple, pour identifier des tomates sur des images de salades), certains travailleurs vivent dans des pays où le coût de la main-d'œuvre est faible. En ce sens, la géographie du micro-travail donne un nouvel élan au phénomène bien connu de l'externalisation. Néanmoins, d'autres tâches exigent des connaissances ou des compétences locales et ne peuvent être réalisées à l'étranger. Par exemple, l'enregistrement de phrases pour un assistant vocal nécessite des travailleurs qui parlent la langue (y compris les accents et les dialectes) du pays où l'assistant vocal est vendu. Ainsi, la plupart des travailleurs de Mechanical Turk sont basés aux États-Unis. Avec une équipe de collègues, nous avons mené en 2018 une enquête intitulée « Digital Platform Labor » (DiPLab) dans un autre pays très industrialisé, la France, où nous avons trouvé de nombreux micro-travailleurs.

Qui sont les personnes qui effectuent un micro-travail dans un pays comme la France ? Pas seulement des étudiants ou des *millenials*, comme le révèle notre enquête. Plus de 60% des micro-travailleurs français ont entre 25 et 44 ans et ont un emploi principal en plus de ces tâches en ligne. Ils travaillent (par exemple) dans les secteurs de la santé, de l'éducation ou des services publics, et ont recours au micro-travail comme source de revenu complémentaire. Paradoxalement, pour des tâches qui requièrent un niveau de qualification limité, les micro-travailleurs ont un niveau d'études supérieur à la moyenne nationale : en France, plus de 40% d'entre eux ont au moins un diplôme universitaire de premier cycle. Un peu plus de la moitié des micro-travailleurs français sont des femmes, souvent également mères de famille. Plus susceptibles de travailler à temps partiel que les hommes, dépendant plus fréquemment des revenus de leur conjoint et consacrant plus de temps aux tâches domestiques, elles profitent de tout moment libre entre leur travail et les activités à la maison pour effectuer des micro-tâches en ligne. Les revenus complémentaires provenant du micro-travail sont les bienvenus, mais ce travail représente une charge supplémentaire qui s'ajoute à l'emploi dans le secteur formel et aux responsabilités familiales – ce qui laisse peu de temps à ces femmes pour les loisirs.

Le micro-travail révèle un problème global, quoique occulte, d'insécurité économique. Plus de 20% des micro-travailleurs français vivent en dessous du seuil de pauvreté (défini comme la moitié du revenu médian du pays), contre moins de 10% de la population dans son ensemble. Dès lors, les micro-tâches en ligne sont pour eux un moyen d'essayer de s'en sortir : les personnes interrogées dans le cadre de notre enquête ont déclaré dans leur très grande majorité que le besoin d'argent était l'une des raisons d'exercer un micro-travail. Cependant, le revenu mensuel moyen du micro-travail en France (toutes plateformes confondues) est très inégalement réparti. Le grand nombre de micro-travailleurs « occasionnels » qui se connectent de manière sporadique fait baisser la moyenne à environ 21 euros par mois, tandis que certaines personnes « très actives » parviennent à gagner jusqu'à 1500-2000 euros mensuels en se consacrant au micro-travail à plein temps (ou presque).

Si le micro-travail peut subvenir, ne serait-ce que partiellement, aux besoins de personnes qui ont moins de possibilités sur le marché du travail traditionnel ou qui ont besoin de modalités de travail flexibles (notamment en raison des responsabilités domestiques et familiales évoquées précédemment), il comporte aussi certains risques. Le micro-travail n'assure en effet aucune forme de protection sociale, de couverture santé ou de prestations de retraite. Il n'existe actuellement aucun moyen de tirer parti de son expérience du micro-travail pour sa carrière professionnelle : par exemple, la réputation acquise sur un site web n'est pas prise en compte sur un autre. Au plan psychologique, le micro-travail peut être une source d'angoisse. Lorsque, comme c'est souvent le cas, les micro-travailleurs ne connaissent pas leurs clients et/ou la finalité des tâches qu'ils accomplissent, leur activité perd son sens. Par exemple, l'une des personnes interrogées, qui ne savait pas qu'elle travaillait pour l'intelligence artificielle, se demandait « pourquoi diable me demande-t-on d'entourer d'un cercle des tomates sur des images ? » En outre, lorsqu'un travail est rejeté par un client (et n'est par conséquent pas payé), les micro-travailleurs n'ont aucun moyen de faire appel de la décision ni même d'en connaître la raison. Qui plus est, ils exercent leurs activités de micro-travail en étant isolés les uns des autres, à leur domicile, et donc sans l'équivalent d'un espace de cafétéria comme il peut y en avoir en entreprise. Les plateformes de micro-travail ne mettent pas non plus d'espaces numériques à leur disposition pour qu'ils puissent se rencontrer, ne serait-ce qu'en ligne. L'initiative de militants ou de syndicats est souvent nécessaire pour créer de telles infrastructures.

Parce que les micro-tâches sont au service du développement de secteurs de pointe de l'IA, et que ces tâches sont principalement effectuées par des personnes en situation de vulnérabilité, il est important d'engager une réflexion sérieuse sur les solutions possibles. Les plateformes et les applications de micro-travail peuvent apporter leur contribution, en faisant un effort de transparence et en offrant des services de mise en réseau et de soutien. Les responsables politiques et les syndicats, de leur côté, ont encore beaucoup à faire pour mettre au point de nouvelles formes de protection pour cette catégorie de travailleurs atypiques. ■

Toute correspondance est à adresser à Paola Tubaro <paola.tubaro@lri.fr>

> Un musée de grandes nouveautés

Lévio Scattolini, Université d'État de Rio de Janeiro (UERJ, Brésil)

Les cryptomonnaies ont suscité de grands espoirs d'un système financier plus démocratique. Crédit : Worldspectrum/ pexels.com.

Ceux qui sont quelque peu sceptiques quant aux progrès civilisationnels que le capitalisme serait encore capable de réaliser ont tendance à accueillir avec suspicion les promesses entourant les technologies comme celles de ce qu'on appelle « l'ère du numérique » ou « l'ère de l'information ». L'intelligence artificielle, le *machine learning* (apprentissage automatique), les *bigdata* (mégadonnées), l'*Internet of Things* ou *IoT* (Internet des objets), la *blockchain*, les cryptomonnaies et même les smartphones, nouvelles extensions de notre corps et de notre esprit, sont perçus non pas comme le signe de temps nouveaux à venir, mais comme des mécanismes qui bloquent notre avenir. Trouver des preuves corroborant cette hypothèse, ou même prouver qu'elle se produira, ne répond pas cependant à une question plus importante et beaucoup plus ancienne : *Pourquoi voit-on sans cesse de nouvelles solutions et structures s'éloigner des idéaux qui les ont vu naître et finir au fond par reconstituer le passé sous une nouvelle forme ?*

Cette question comporte plusieurs aspects ; je voudrais m'arrêter sur l'un d'entre eux, particulièrement concret et urgent, qui fait apparaître clairement les fondements sociaux habituellement laissés de côté dans ce type de débat. Sur le plan des idées, la première cryptomonnaie à s'être largement répandue, le Bitcoin, serait une mesure insurrectionnelle contre les incroyables abus perpétrés par le système financier – avec l'accord et le soutien des États du monde entier – qui se sont soldés par la crise économique de 2008. De fait, en signe de protestation, une information parue dans le *Times* annonçant les intentions du gouvernement britannique d'engager un deuxième plan de sauvetage des banques le 3 janvier 2009 a été inscrite dans le code source du Bitcoin pour prouver l'horodatage de sa date de lancement. Mais ce n'est pas tout : l'architecture de cette technologie a en fait été conçue pour retirer des mains des « intermédiaires » le pouvoir qu'ils tirent du contrôle du système financier et le redistribuer aux gens ordinaires, au grand public.

Le problème du système financier traditionnel, tel qu'il a été diagnostiqué, c'est qu'il repose fondamentalement sur la confiance dans des institutions centralisées, tant pour la validation des transactions que pour l'émission de monnaie. En d'autres termes, ce sont précisément les institutions financières, telles que les banques privées et les banques centrales, qui garantissent que A est en possession d'une certaine somme d'argent et, qu'après avoir transféré cette somme à B, A ne peut plus l'utiliser. Ainsi délègue-t-on aux institutions financières le pouvoir d'ac-

>>

complir ces tâches importantes, en espérant qu'elles s'en acquitteront de leur mieux. Bien que de nos jours, pour la plupart des gens, cela ne semble pas être un problème dans la mesure où ces opérations restent occultes et éloignées de la vie quotidienne, ce n'en est pas moins un facteur crucial pour la gestion de la polis, a fortiori au sein d'une formation sociale où tout est produit pour l'échange – c'est-à-dire, en définitive, pour de l'argent.

En ce sens, la possibilité de créer un réseau décentralisé de registres, ouvert à quiconque souhaite y participer, où les transactions sont enregistrées et validées par un mécanisme de coordination consensuel entre tous les nœuds du réseau, semble une idée parfaitement valable et digne d'intérêt. Et ce d'autant plus sachant que ce réseau est tolérant aux pannes (c'est-à-dire capable de fonctionner correctement même lorsqu'un ou plusieurs de ses nœuds tombent en panne), qu'il est doté d'une émission de monnaie inaltérable qui lui est propre (limitée à 21 millions de pièces), qu'il permet aux usagers de faire des transactions presque instantanément depuis n'importe quel endroit disposant d'un accès à Internet, et qu'il fonctionne depuis plus de 11 ans sans dommages structurels majeurs malgré des tentatives d'attaques massives. De fait, l'architecture de coordination des systèmes distribués qui se trouve derrière Bitcoin a été si bien conçue qu'elle est devenue une technologie autonome, avec une série d'autres implémentations, appelée Blockchain.

En 2019, Bitcoin a culminé à 225 milliards de dollars de capitalisation boursière et enregistré plus de 120 millions de transactions en un an sur son réseau numérique intégré. Faut-il en conclure que Bitcoin a révolutionné le système financier et donné du pouvoir aux gens ordinaires ? Pas si sûr. Après un début houleux et hésitant, les institutions financières, les entreprises et les grands acteurs du marché ont à partir de 2014 changé leur manière d'envisager la cryptomonnaie et ont commencé à investir massivement dans cette technologie et à mener des recherches à son sujet. L'idéal selon lequel les utilisateurs ordinaires, munis de leurs seuls ordinateurs personnels, seraient majoritaires sur le réseau et en auraient le contrôle, a été largement remis en cause par la réalité. Aujourd'hui, le « minage » des bitcoins est contrôlé par d'immenses « fermes », c'est-à-dire de grandes entreprises et d'énormes complexes qui disposent de machines, d'énergie et de ressources – autrement dit, de capital – pour mieux exploiter les « preuves de travail » qui sont exigées. Enfin, il convient de mentionner les récentes annonces de Facebook concernant son intention de créer, en partenariat avec certaines des plus grandes entreprises du monde (y compris des institutions financières), sa propre cryptomonnaie – judicieusement appelée Libra (« Balance ») – dans le but de réaliser ce que Bitcoin et d'autres cryptomonnaies n'ont pas réussi à faire, c'est-à-dire de la populariser. Cela signifie que nous nous apprêtons à assister à l'alliance entre la plus importante plateforme mondiale de médias sociaux (qui depuis plus de dix ans s'approprie indûment les données de milliards de personnes) et de grandes entreprises, en vue de créer pour la première fois une banque centrale véritablement mondiale, détenue par le secteur privé et omnisciente au sujet de ses utilisateurs.

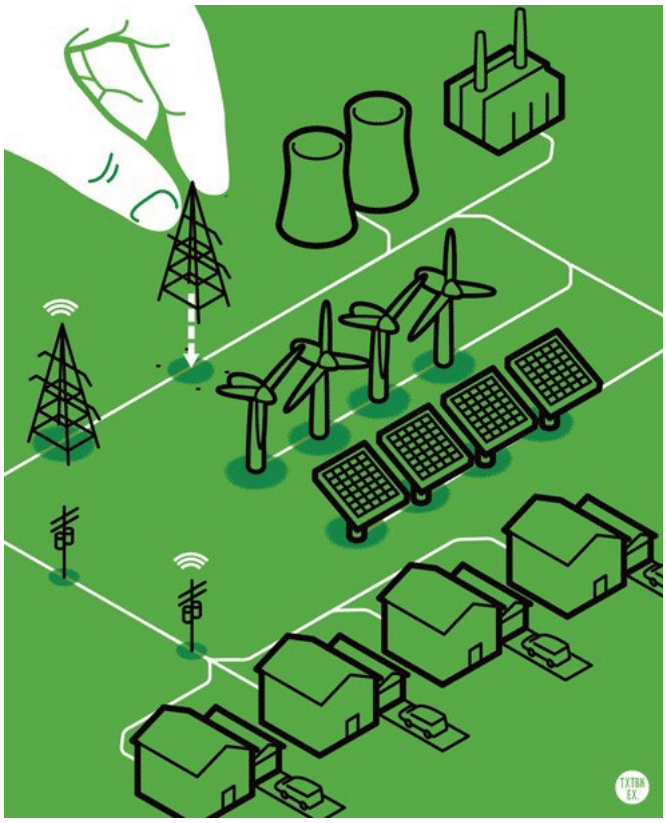
Il convient ici de montrer l'importance de l'analyse critique pour orienter de manière adéquate notre action au niveau mondial. Comme indiqué précédemment, à partir d'un diagnostic pragmatique selon lequel les problèmes du système financier actuel sont éminemment liés au fait qu'il repose sur la confiance dans des institutions centralisées faisant office d'« intermédiaires », émerge une solution pragmatique pour le réformer et mettre en place un « réseau de confiance » ouvert et décentralisé. Et si les problèmes de notre système financier n'étaient pas liés à sa *forme* mais à son *contenu* ? Je m'explique : comment peut-on prétendre créer une « société désintermédiée » en s'en remettant à l'élément de médiation sociale le plus important de notre temps, l'argent ? L'argent n'a-t-il pas été en premier lieu ce qui a rendu nécessaire le développement et la croissance d'institutions de vérification centralisées ? N'est-ce pas la logique intrinsèque de l'accumulation sans fin de l'argent qui est à l'origine de la concentration et de la centralisation ?

Mon propos ne consiste pas à dire que Bitcoin ou les milliers de nouvelles cryptomonnaies sont inutiles, mais plutôt que si la forme capitaliste d'organisation sociale n'est pas remise en question, si les implications d'une sociabilité par l'argent ne sont pas mises en perspective, ces nouvelles technologies seront condamnées à reconstituer incessamment le passé, à savoir les conditions sociales nécessaires sans lesquelles le Capital ne peut se reproduire. En montrant clairement le mouvement contradictoire de la valorisation de la Valeur – l'argent qui doit se transformer en davantage d'argent – nous pourrions établir de meilleurs diagnostics des problèmes et, de là, peut-être, pourraient émerger des solutions, structures ou technologies meilleures pour un avenir différent : un nouveau processus matériel de production de la vie. ■

Toute correspondance est à adresser à Lévio Scattolini <leviosj@gmail.com>

> Une transformation numérique durable est-elle possible ?

Felix Sühlmann-Faul (Allemagne)



Les sources d'énergies renouvelables nécessitent une transformation numérique pour une distribution « intelligente ».
Crédit : James Provost/Flickr. Certains droits réservés.

La digitalisation intervient dans de multiples domaines. Prenez par exemple un magasin de disques. Autrefois, on entendait quelque chose à la radio qui nous plaisait, ou un ami nous faisait une recommandation, à la suite de quoi on allait chez un disquaire pour y acheter un support avec de la musique – un objet matériel, qui devenait notre propriété. Cet acte autrefois ordinaire est devenu rare aujourd'hui. Les services de *streaming*, basés sur le modèle commercial des plateformes, donnent accès à des millions de titres et remplacent le magasin de disques d'autrefois. L'industrie de la musique a considérablement changé. L'un des éléments importants qui expliquent ce changement est que les données sont devenues le moyen de production principal. Le modèle commercial de la plateforme consiste généralement à recueillir de nombreuses informations sur ses utilisateurs, par exemple le genre de musique que nous écoutons, quand, combien de fois et où, mais aussi si nous sommes un homme ou une femme, si nous avons des enfants, où nous vivons, et le revenu de notre ménage.

Ce sont ces informations, qui permettent de connaître nos préférences et nos attitudes et de prédire notre comportement, qui expliquent l'énorme succès de la plupart des plateformes. Les services qu'elles offrent sont attrayants car ils s'adaptent à notre individualité. Les plateformes vendent également les informations recueillies à des agences de publicité, qui peuvent désormais faire des offres ciblées de consommation. On touche là à un élément important de ce que signifie la digitalisation aujourd'hui : un lien étroit entre capitalisme et technologie.

Cela est directement lié au fait qu'il n'est pas souvent possible de concilier la digitalisation avec la durabilité. Le fameux rapport Brundtland de 1987, rédigé pour le compte des Nations unies, établit que « le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins ». Par conséquent, nous, nos enfants et leurs enfants devraient avoir la possibilité de vivre « une vie bonne ». Qu'est-ce que cela signifie ? La question est à l'évidence d'ordre culturel. Dans la société occidentale, influencée par les idées humanistes et celles des Lumières, il s'agit assurément de valeurs comme les droits démocratiques fondamentaux, l'autodétermination, la diversité, la vie privée, un environnement sain, et la « liberté » – quel que soit le sens qu'on lui donne. Mais la plupart de ces considérations sont affectées par la digitalisation, qui est en grande partie motivée par des intérêts économiques. Le respect de la vie privée, par exemple, ne peut être assuré par des plateformes dont le succès repose sur la nécessité de tout savoir de nous. En outre, un environnement sain n'a jamais été un objectif pour les intérêts économiques, et cela n'a pas changé à l'ère numérique.

La digitalisation nécessite la construction d'appareils et d'infrastructures, l'exploitation minière et le transport

>>

de matières premières. La simple utilisation d'appareils numériques entraîne une consommation d'énergie correspondant à environ 10% de la demande mondiale d'électricité. Si cette tendance se poursuit au rythme actuel, elle atteindra 20% en 2025. La production et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication sont par conséquent responsables de 3,7% des émissions de CO2 d'origine humaine et en représenteront environ 8% en 2025. L'extraction des matières premières engendre des problèmes considérables de durabilité dans les pays d'origine. La République démocratique du Congo illustre de manière dramatique cette réalité. Le Congo est l'un des plus importants pays fournisseurs de tungstène, de tantale, d'étain, de cobalt et d'or. Ces minéraux sont indispensables à la fabrication de matériel numérique. L'exploitation minière est bien sûr à l'origine des habituels problèmes écologiques que sont notamment l'érosion, la pollution des eaux souterraines et l'extinction d'espèces. Mais les problèmes au niveau social sont encore plus importants : le pays est ravagé par une guerre civile sanglante. Diverses troupes rebelles qui mènent cette guerre depuis 30 ans sont responsables de la mort de millions de civils. Les mines – d'où sont extraits les irremplaçables minéraux pour le matériel numérique – sont aux mains de ces forces rebelles qui financent leurs armes grâce à la vente de ces minéraux. C'est pourquoi on les appelle les « minerais de conflit ». Les conséquences sont dramatiques : famine, violences sexuelles, maladies, esclavage moderne, enfants soldats.

Néanmoins la digitalisation comporte aussi des aspects positifs : certains aspects de la durabilité ne sont en effet réalisables que grâce aux techniques de la digitalisation. Le premier exemple est le passage à l'utilisation des énergies renouvelables. Pour un usage efficace des sources d'énergie renouvelables, il n'y a pas d'autre voie possible que la digitalisation dans la mesure où la production de ce type d'énergie est décentralisée, difficile à prévoir, se produit à différents moments de la journée et que parfois seules de très petites quantités sont produites. Le stockage et la distribution doivent pouvoir se faire très rapidement pour tirer le meilleur parti de cette énergie volatile, et ne sont d'ailleurs réalisables que grâce à la technologie informatique de l'auto-apprentissage.

Un autre exemple est le transport durable. La fin des transports fonctionnant avec des carburants d'origine fossile, des embouteillages dans les centres-villes et de la pollution aux particules fines passe par une réduction massive des voitures particulières. Or on note souvent un important manque d'information et des difficultés pour établir des comparaisons entre les modes de transport alternatifs disponibles. Sachant qu'il existe différents fournisseurs, différents modes de tarification, différents temps de trajet, etc. il est difficile d'obtenir spontanément une vue d'ensemble. Mais il existe une solution facile à ce problème maintenant que les smartphones sont omniprésents. De nombreux projets de recherche en Allemagne s'emploient à résoudre ces problèmes en améliorant les applications des services de transports publics locaux et en intégrant à leur application toutes les informations utiles concernant les autres prestataires de la région. Il est désormais possible de comparer les prestataires de covoiturage, les entreprises de location de vélos, les bus, les trains, etc. On peut voir la durée du trajet, le mode de transport le moins cher, comment combiner différents modes de transport, et aussi réserver et payer à l'aide de ces applications. La digitalisation peut considérablement faciliter les déplacements durables.

> Que devons-nous en conclure ?

D'innombrables études montrent que l'opinion publique accorde de l'importance à la question de la durabilité. Mais agir de manière durable est une tout autre chose. De manière générale, les gens évitent de se débarrasser de leur voiture ou de renoncer à voyager en avion. D'où la nécessité de politiques publiques. Il existe de nombreuses mesures simples, comme une TVA réduite sur la réparation des appareils numériques, ou l'adoption d'une législation stipulant que tous les appareils électroniques doivent être réparables. Mais l'avancée la plus importante serait de payer un prix équitable pour les matières premières. Il devrait y avoir une compensation financière pour la dévastation écologique et sociale produite par l'exploitation minière. Cela aurait des répercussions considérables, mais ouvrirait également la voie à une économie post-croissance moyennant une taxation plus lourde sur les ressources.

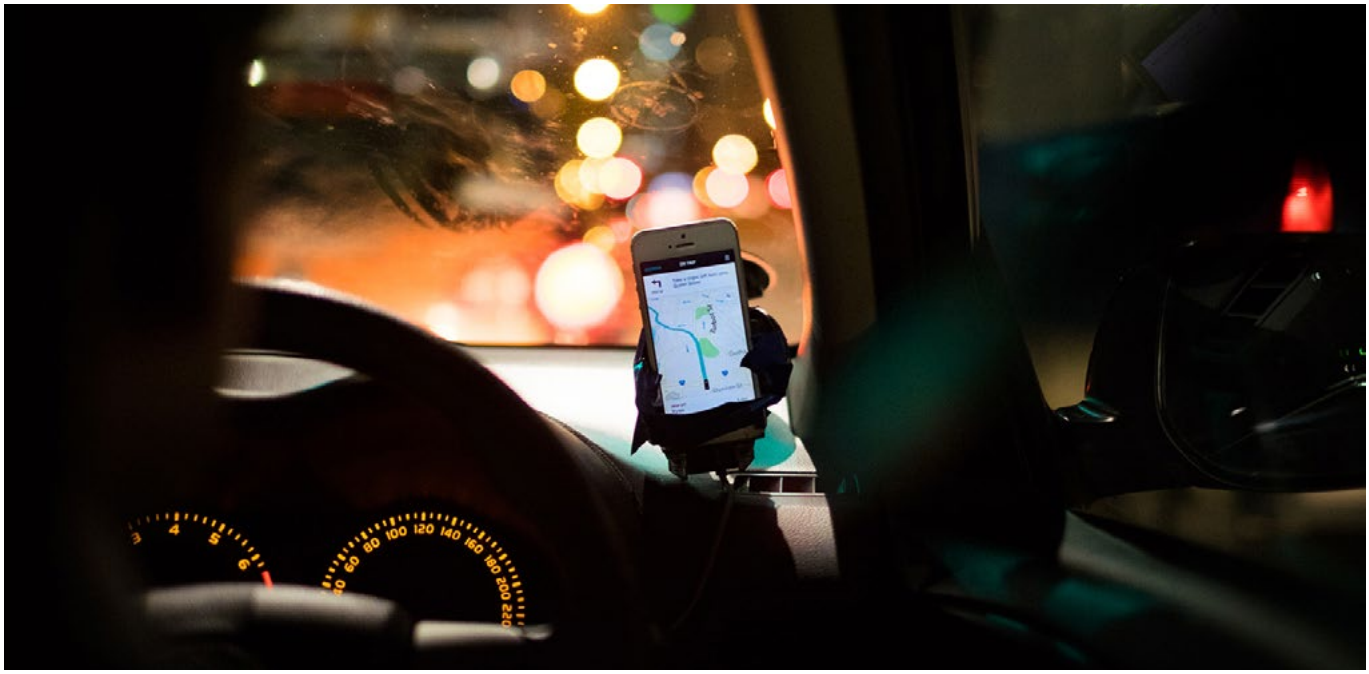
Une digitalisation dont les possibilités sont exploitées pour créer un mode de production et de vie plus durable et qui évite les risques d'une consommation d'énergie et d'une destruction de la nature toujours plus importantes ne peut cependant qu'être le résultat d'un effort commun. Une législation bien pensée en fait partie. Il faut que les individus la soutiennent à travers leur engagement politique et leur vote, et en adaptant leur mode de vie. La durabilité est fondée sur la suffisance, or la digitalisation abaisse le seuil de consommation. Nous devons rester vigilants à cet égard. ■

Toute correspondance est à adresser à Felix Sühlmann-Faul
<kontakt@suehlmann-faul.com>

> La Fondation Fairwork :

Recherche-action sur la *gig economy*

Srujana Katta, **Kelle Howson** et **Mark Graham,** Oxford Internet Institute, Université d'Oxford (Royaume-Uni)



Depuis une dizaine d'années, les services marchands de VTC « pair à pair » sont devenus un moyen de transport populaire. Crédit : Noel Tock/ Flickr. CC BY-NC 2.0.

Ola Cabs, la société indienne de VTC (véhicules de transport avec chauffeur), fait partie du nombre croissant d'entreprises dans le monde dont le modèle repose sur l'utilisation d'une plateforme numérique pour répondre à l'offre et à la demande de main-d'œuvre. Plus précisément, l'application mobile d'Ola permet aux usagers qui ont besoin d'un moyen de transport de se mettre en relation avec un chauffeur qui se trouve à proximité. Les plateformes numériques de travail comme Ola font partie de ce qu'on appelle communément la *gig economy*, dans laquelle des entreprises – par le biais d'une plateforme numérique (qui repose souvent sur un algorithme étroitement surveillé) – recourent aux services de personnes à la recherche d'un emploi pour effectuer des *gigs* ou « missions » de courte durée, de manière occasionnelle et au coup par coup. Le modèle de la *gig economy*, qui consiste à répartir et à gérer l'emploi à l'aide d'un algorithme, a réalisé une percée massive dans toute une série d'activités économiques, qu'il s'agisse des services de VTC et de livraison ou du travail domestique et du travail en *freelance* en général.

Ola, une entreprise typique de la *gig economy*, invoque des notions de « liberté » et de « flexibilité » afin de recruter des « chauffeurs partenaires » pour conduire leur voiture pour le compte de l'entreprise. Conformément aux mantras fondateurs de la *gig economy*, Ola garantit sur son site web aux aspirants conducteurs des « horaires de travail flexibles », la « liberté de travailler » et la possibilité de « gagner le respect ». L'entreprise permet aux gens de conduire leur propre véhicule sous la bannière d'Ola, mais loue également des voitures à ceux qui n'en possèdent pas, pour 10 à 16 dollars par jour. Les chauffeurs intéressés peuvent « conduire une voiture à risque zéro » après avoir versé un acompte non remboursable (d'environ 56 dollars) et un dépôt de garantie (qui varie entre 293 et 432 dollars).

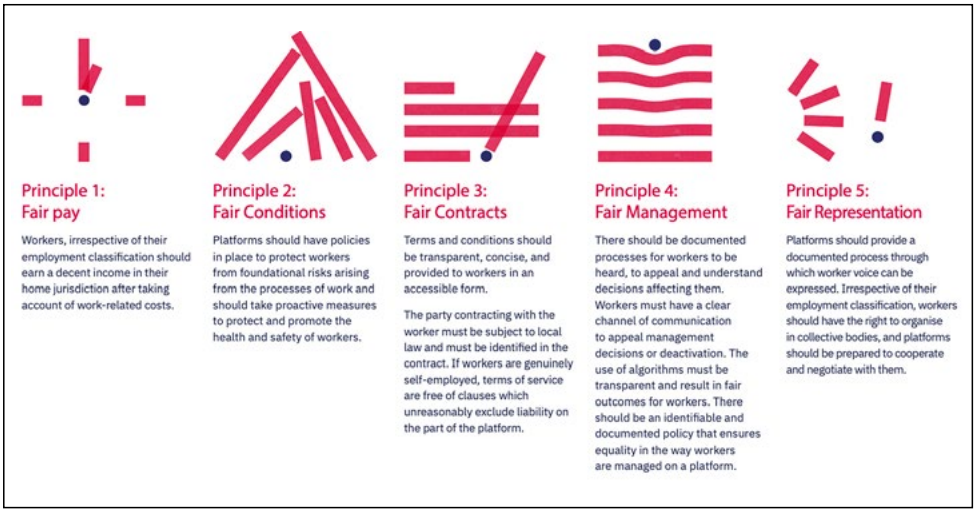
>>

Dans le discours d'Ola, les chauffeurs partenaires sont des battants, des travailleurs qui se prennent en charge, libérés des contraintes du travail traditionnel, et qui passent d'une tâche intéressante à une autre. Le travail à la tâche fait miroiter les perspectives attrayantes de l'autogestion, en capitalisant sur des actifs existants, et la possibilité d'avoir plus de temps pour la famille ou d'autres activités. Son attrait tient au fait qu'il offre aux travailleurs la possibilité d'avoir davantage prise sur de nombreux aspects de leur vie professionnelle et personnelle. Mais la réalité est souvent bien éloignée de ces promesses. La figure d'un patron qui encadre est remplacée par des formes de contrôle plus sournoises et omniprésentes, basées sur des algorithmes.

En décembre 2019, *The Economic Times* relatait la suspension par Ola d'un chauffeur partenaire à Mumbai après qu'un passager se soit plaint que ce chauffeur s'était endormi au volant et avait failli provoquer un accident. Le conducteur a déclaré qu'il était au volant depuis plus de 20 heures. Au premier abord, la décision d'Ola de le suspendre apparaît comme une mesure raisonnable pour assurer la sécurité à la fois des passagers et des chauffeurs. Toutefois, cet épisode illustre bien une série de problèmes structurels sous-jacents, caractéristiques du secteur des VTC et de la *gig economy* en général – à savoir le faible niveau de rémunération, des conditions de travail dangereuses et l'absence de procédure régulière. Le reportage cite un représentant d'une organisation de travailleurs : « S'ils ne conduisent pas pendant de nombreuses heures, mettons 14 à 15 heures par jour, ils ne sont pas en mesure de verser le montant de la location journalière à Ola, Uber, etc. ».

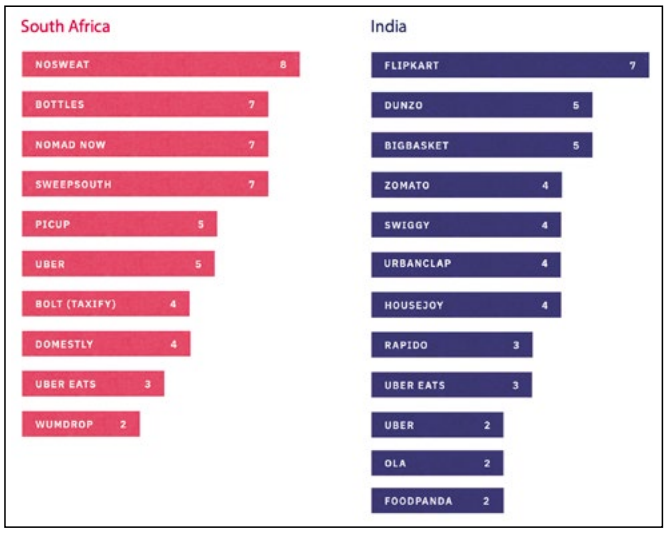
Les plateformes de la *gig economy* prétendent souvent n'être que des entreprises technologiques qui mettent en relation ceux qui veulent vendre leur travail avec ceux qui veulent l'acheter. Selon cette logique, et suivant la juridiction en vigueur dans chaque pays, les plateformes classent leurs travailleurs comme des « prestataires indépendants », des « travailleurs autonomes » ou équivalents, plutôt que comme des employés. Cette classification est en contradiction avec la réalité d'une relation de contrôle, selon laquelle les plateformes dictent les conditions de travail et de paiement et déploient des méthodes très efficaces de gouvernance des réseaux. Le résultat de ce tour de passe-passe contractuel est qu'un nombre croissant de travailleurs de la *gig economy* ne sont pas couverts par le droit du travail et ne peuvent donc pas bénéficier de protections et d'avantages, comme par exemple d'indemnités de maladie ou de congés payés, et de cotisations de retraite. Les plateformes externalisent les coûts auprès des travailleurs, comme la location ou l'entretien des véhicules, les assurances et le carburant. Les travailleurs sont responsables du calcul et du paiement de leurs impôts. La soi-disant flexibilité permettant de choisir ses heures de travail est mise à mal par une tendance à la baisse des tarifs des courses (pilotée par des plateformes qui disposent d'une main-d'œuvre en pleine expansion) et par une interface numérique « gamifiée », c'est-à-dire qui fait appel aux mécanismes du jeu pour récompenser ceux qui travaillent plus longtemps. En outre, les plateformes ne sont pas tenues de garantir une quantité minimale de travail, dans un contexte d'excédent de main-d'œuvre qui entraîne des périodes où l'offre de travail est moins importante et où les temps d'attente non rémunérés entre deux courses sont plus longs. Cette même surabondance de main-d'œuvre signifie que les clients doivent rarement attendre longtemps pour obtenir les services qu'ils souhaitent. Tous ces facteurs combinés poussent sans cesse les travailleurs à faire des journées de travail plus longues, et donc à prendre plus de risques, ce qui peut mettre en danger leur vie et celle des autres, comme dans le cas du chauffeur d'Ola qui s'était endormi au volant.

Mais ni Ola, ni le contexte indien, ne sont uniques : des problèmes semblables de faible rémunération, de surmenage et d'exposition à des risques sont récurrents dans la *gig economy* à travers le monde. Face à cette situation, diverses réponses sont possibles, et sont proposées, notamment une



Les principes de travail équitable de Fairwork. Crédit : Fondation Fairwork.

>>



Les classements de Fairwork pour 2019 en Afrique du Sud et en Inde. Crédit : Fondation Fairwork.

réglementation qui cible le statut professionnel des travailleurs et les obligations des plateformes. Des mesures de ce type ont été soutenues par des initiatives venant de la base – actions collectives et organisation des travailleurs – ainsi que par les efforts de tiers pour sensibiliser l'opinion publique et encourager des pratiques plus équitables.

C'est dans cet esprit que la fondation Fairwork (« Fondation pour un travail équitable »), un projet de recherche-action basé à l'Université d'Oxford, a été fondée en 2018, sous la forme d'une collaboration entre des spécialistes des sciences sociales et des avocats spécialisés dans le droit du travail, qui s'efforcent ensemble de lutter contre les pratiques abusives dans la *gig economy*. En s'appuyant sur les informations recueillies auprès de plus de 300 travailleurs de la *gig economy* dans des pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe, nous avons établi cinq principes de travail équitable des plateformes : rémunération équitable, conditions de travail équitables, contrats équitables, gestion équitable et représentation équitable.

Nous effectuons des recherches (y compris des entretiens avec les travailleurs et la direction des plateformes) sur un cycle annuel pour évaluer les plateformes de la *gig economy* en fonction de ces principes. À partir des résultats obtenus, nous attribuons à chaque plateforme une note sur 10, et affichons leurs scores à la fois dans le cadre de fiches individuelles et comparativement dans le cadre d'un classement établi en fonction de leur degré d'équité. Pour ce faire, nous avons fixé des seuils pour chacun des cinq principes en fonction des réalités locales (par exemple, la notion de « rémunération équitable » est interprétée différemment selon le lieu). Les plateformes qui obtiennent de bons résultats sont autorisées à utiliser notre label de qualité pour indiquer qu'elles sont un employeur plus équitable.

L'objectif de ce travail est de fournir un cadre de référence permettant aux travailleurs, aux entreprises, aux consommateurs et aux autorités de régulation d'imaginer une économie basée sur les plateformes qui tienne ses promesses d'opportunités d'emploi élargies, de sources de revenus viables et d'autonomie renforcée des travailleurs.

Suite à la plainte du passager, Ola a pris des mesures disciplinaires et correctives immédiates contre son chauffeur surmené, en exigeant notamment qu'il suive une thérapie. Mais toute la faute ne devrait peut-être pas retomber sur le chauffeur. En effet, on peut difficilement conseiller à quelqu'un d'être moins fatigué, ou moins dépendant d'une source de revenu précaire. Si au lieu de cela, Ola, et les plateformes du même type, prenaient l'initiative d'intégrer dans leurs modes de gestion des travailleurs les principes de travail équitable établis par Fairwork, on pourrait aboutir à plus de sécurité et d'équité pour les travailleurs des plateformes. Des chauffeurs payés à un salaire net équitable (*rémunération*) et travaillant pour des plateformes qui n'ont pas de structures de bonus intégrées qui récompensent le surmenage (*conditions*) choisiraient vraisemblablement de se déconnecter au lieu d'accepter une nouvelle course à la fin d'une dure journée de travail. Dans les cas où les obligations de paiement sont clairement communiquées, les travailleurs évalueraient probablement avec attention les options offertes avant de signer (*contrats*). Les travailleurs de plateformes dotées de procédures légales adaptées (*gestion*) pourraient faire appel de mesures disciplinaires et faire entendre leur cause par un être humain. Et des travailleurs qui peuvent disposer d'un organisme collectif indépendant reconnu par les plateformes (*représentation*) seraient vraisemblablement en mesure d'exiger un traitement plus équitable selon leurs propres conditions. Au lieu de cela, Ola et la plupart des autres plateformes ont réussi à externaliser non seulement les coûts et les risques, mais aussi la responsabilité de conditions de travail dangereuses pour les travailleurs.

Fondamentalement, nous voulons réaffirmer à travers ces principes d'équité que le travail précaire et dangereux n'est pas une condition naturelle, nécessaire ou acceptable d'une économie moderne fondée sur les plateformes. Des droits des travailleurs, conquis au prix de rudes combats, se retrouvent menacés par des mesures de contournement « intelligentes » dans un nombre croissant de secteurs. Bien que le sentiment qu'il n'y a pas d'alternative soit profondément ancré et que les plateformes puissent apparaître intouchables, elles sont très sensibles à leur image publique. Les utilisateurs des plateformes (aussi bien les travailleurs que les consommateurs) ont bien plus de pouvoir qu'on pourrait l'imaginer pour envisager et mettre en œuvre un avenir du travail plus équitable. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Srujana Katta <srujana.katta@oii.ox.ac.uk>
Kelle Howson <kelle.howson@oii.ox.ac.uk>
Mark Graham <mark.graham@oii.ox.ac.uk>

> Capitalisme, classes sociales et contestation

Donatella della Porta, École normale supérieure de Florence (Italie)

Manifestation à Hong Kong en 2019. Crédit : Studio Incendo/Flickr. Certains droits réservés.

Le 50e anniversaire de l'*autunno caldo*, « l'automne chaud » italien de 1969 qui avait amené des sociologues comme Colin Crouch et Alessandro Pizzorno à parler d'une « résurgence de la lutte des classes », a été marqué par l'émergence d'une vague de protestations massives à travers le monde entier, avec notamment des manifestations suivies par des millions de personnes et des mouvements de désobéissance civile, survenue simultanément dans des endroits aussi éloignés que le Liban, le Chili, la Catalogne ou Hong Kong. Les mobilisations de cet « automne chaud » de 2019 contre les inégalités extrêmes et les élites corrompues s'inscrivaient dans la continuité des manifestations anti-austérité du début des années 2010 ainsi que du mouvement pour une justice globale du début des années 2000.

Alors que des manifestations contre l'austérité réapparaissaient périodiquement, vers la fin des années 2010 les mobilisations pour dénoncer les violences faites aux femmes ou le réchauffement climatique ont repris certains éléments des vagues de mobilisation précédentes, en situant ces questions dans le cadre d'une critique des relations sociales et politiques actuelles. La fluidité des réseaux a permis de relier entre eux différents collectifs et de mobiliser, souvent pour la première fois, des citoyens. Alors que des mouvements comme *Fridays for Future*, *Extinction Rebellion* et *Ni Una Menos* ont fait le lien entre les questions de violence envers la nature et envers les femmes et l'exploitation capitaliste, les mobilisations de masse de l'automne chaud de 2019 ont pris leur source dans les clivages nationaux mais ont également été l'expression d'une rage face à un développement capitaliste mondial qui a accru les inégalités sociales et limité les droits civiques et les libertés politiques. La répression parfois brutale, dans la rue comme dans les tribunaux, de la désobéissance civile a alimenté de nouvelles protestations qui se sont politisées et parfois radicalisées.

Si le néolibéralisme et la crise du néolibéralisme ont suscité un fort mécontentement (souvent exprimé sous des formes de protestation déstabilisantes, le capitalisme en tant que concept et que sujet de recherche n'en a pas moins occupé une place marginale dans les études sur les mouvements sociaux – et il en a été de même pour l'analyse de classe et des conflits de classe. Mais depuis la « grande récession » de 2008, on s'intéresse de plus en plus aux bases structurelles des conflits sociaux et à leur expression dans la politique institutionnelle mais aussi (et surtout) dans l'action politique contestataire. Il est ainsi apparu nécessaire d'actualiser certaines hypothèses de base bien établies sur le rôle des opportunités politiques, de la mobilisation des ressources et des processus de cadrage, en tenant compte des circonstances socioéconomiques des contestations. Comme je l'explique dans ce qui suit, pour réintégrer le capitalisme dans l'analyse des contestations, nous devons mettre en rapport les travaux sur les mouvements sociaux et les contri-

>>

butions critiques sur l'économie politique du capitalisme néolibéral.

> Transformations du capitalisme et nouveaux mouvements sociaux

Les travaux de recherche sur les mouvements ouvriers ont attiré l'attention sur la transformation à long terme du capitalisme qui a conduit au déclin des ouvriers de l'industrie et au déclin de leur conscience de classe et de leur capacité d'organisation. Dès lors, la recherche empirique sur les mouvements sociaux s'est intéressée aux questions de la propagation des clivages à l'extérieur des usines, de la formation de nouvelles identités collectives et de la résistance aux hiérarchies issues de la société et du marché. En particulier depuis les années 1970, certains spécialistes des mouvements sociaux, estimant que le clivage de classe s'était apaisé, avaient ainsi mis en avant le caractère post-industriel et post-matérialiste des nouveaux mouvements auxquels ils s'intéressaient.

Théorisant ce qu'on appelle les « nouveaux mouvements sociaux », les travaux de spécialistes des mouvements sociaux comme Alberto Melucci et Alain Touraine ont mis en évidence certaines des caractéristiques des mouvements sociaux dans une société programmée (ou post-industrielle). Étant donné que le contrôle de l'information constitue la principale source du pouvoir social, on s'attendait à ce que les conflits se déplacent du lieu de travail vers des domaines comme la recherche et développement, le traitement de l'information, les sciences et la technologie, et les médias. Les acteurs principaux de ce nouveau conflit n'étaient plus liés à la production industrielle, mais plutôt à l'utilisation et au contrôle des ressources cognitives et symboliques. Dans les sociétés contemporaines, on s'attendait à ce que l'investissement dans la création de centres d'action individuels autonomes entre en tension avec le besoin d'une intégration plus étroite par le biais d'un contrôle accru des véritables motivations de l'action humaine. Alors que Touraine et Melucci ont tous deux présenté une vision complexe des principaux conflits sociaux et de ceux qui les portent, donnant du poids au développement de ce que l'on pourrait appeler la conscience de classe, les travaux de recherche empirique sur la base sociale des « nouveaux mouvements sociaux » se sont intéressés plus particulièrement aux positions de classe des contestataires. En généralisant souvent à partir de quelques mouvements et de quelques pays, des études ont montré que certaines catégories parmi les classes moyennes, comme celle des « cols blancs » dans la fonction publique, étaient plus susceptibles de participer à des actions contestataires que, par exemple, les « cols bleus ».

> La résurgence des conflits de classe

Si ces analyses théoriques et empiriques ont été utiles pour éclairer certaines caractéristiques de la lutte politique contestataire dans une région spécifique du monde à l'époque particulière de l'expansion de l'État providence, les prédictions annonçant la fin des conflits du travail et la contestation comme ne relevant plus que de la classe moyenne se sont avérées inexactes.

En premier lieu, non seulement le capitalisme à l'occidentale s'est avéré ne pas être le modèle vers lequel ont évolué d'autres économies et sociétés, mais même en Occident, le capitalisme a développé des formes d'exploitation plus poussées que ce que les théoriciens de la société programmée avaient imaginé. Le déclin des ouvriers de l'industrie ne s'est pas traduit par un recul de l'exploitation des travailleurs. On observe au contraire, en même temps qu'une précarisation des conditions de travail des ouvriers, une prolétarisation des classes moyennes, qui s'accompagne d'une réduction de l'autonomie ainsi que des salaires dans de nombreuses professions, notamment parmi les « cols blancs » du secteur des services. Comme l'a souligné David Harvey, en référence à l'analyse de Karl Marx, la réalisation de bénéfices par le biais de la spéculation financière s'est imposée comme une alternative à la réalisation de bénéfices par le biais de la production afin de résoudre les problèmes de suraccumulation. Parallèlement à des formes d'accumulation orientées vers une reproduction élargie, avec une partie de la plus-value réinvestie dans la production, on a assisté à une croissance de l'accumulation par dépossession, rappelant l'accumulation primitive du capital qui s'est effectuée grâce au développement de relations particulières avec des formations sociales non capitalistes.

Les conflits qui sont réapparus en liaison avec les conditions de travail ciblaient des problèmes connexes, ce que Michael Burawoy a classé comme des mouvements sociaux contre la remarchandisation (c'est-à-dire la suppression des protections sociales qui avaient été obtenues) ; des mouvements sociaux contre la marchandisation de nouveaux domaines d'activité ; et des mouvements sociaux contre l'ex-marchandisation, définie comme l'expulsion d'anciennes « marchandises » du marché, comme par exemple l'expulsion d'anciens travailleurs du marché du travail. La logique de l'accumulation ayant un impact sur les formes de mobilisation collective, on peut s'attendre à ce que les contestations obéissent à des logiques différentes, étant donné les caractéristiques spécifiques d'un capitalisme financier qui accroît la fragmentation des classes sociales.

> Les conflits de classe à l'ère du néolibéralisme tardif

Outre le débat sur la tendance générale dans la succession des formations sociétales, les phénomènes cycliques à moyen terme qui se produisent dans l'évolution du capitalisme doivent également être pris en compte lorsqu'on examine les conditions d'une résurgence du

>>

Manifestation au Chili en 2019. Crédit : Diego Correa/Flickr. Certains droits réservés.

conflit de classe dans un moment de crise du capitalisme néolibéral. Dans son œuvre majeure *La Grande Transformation*, Karl Polanyi a mis en évidence dans le développement capitaliste un double mouvement entre protection sociale et libre marché. En tant que deuxième Grande Transformation, le capitalisme néolibéral est fondé sur l'idéologie de l'extrême domination du marché sur la société, comparé au contrôle de la société sur le marché.

Toutefois, les tendances communes dans les mouvements et les contre-mouvements polanyiens se rattachent à différents types de capitalisme qui coexistent aux mêmes périodes historiques. Tout d'abord, comme le concept du système-monde l'a souligné, le capitalisme prend différentes formes en son centre, à sa semi-périphérie et à sa périphérie. Des études sur le mouvement ouvrier ont critiqué la tendance à généraliser à un niveau mondial des tendances géopolitiques spécifiques, en montrant que si les ouvriers de l'industrie sont effectivement en déclin en Occident, ce n'est pas le cas dans les régions du Sud. Deuxièmement, Peter Hall, David Soskice et d'autres ont mis en évidence différentes variétés de capitalisme, en distinguant les économies de marché libérales, dans lesquelles le marché est le principal élément d'interaction et de relations, et les économies de marché coordonnées. Des recherches récentes ont traité des différents modes d'adaptation de ces diverses variétés de capitalisme lors de la deuxième Grande Transformation et de sa crise pendant la « grande récession ». Le mécontentement a pris différentes formes, en fonction des caractéristiques spécifiques, du moment et de l'intensité de la crise financière et des réponses politiques qui ont été apportées. Au centre et dans la périphérie, ce que Beverly Silver a décrit comme des luttes de classe d'inspiration polanyienne pour la défense de droits acquis interagissent, de diverses manières, avec des mouvements sociaux proactifs d'inspiration marxiste qui remettent en question les systèmes de production existants.

> L'agentivité des mouvements sociaux

Si ces réflexions fournissent dans le cadre de l'économie politique critique des indications utiles pour l'analyse de classe des conflits sociaux, la capacité des différents groupes sociaux à constituer des organisations autonomes et à occuper des positions de pouvoir institutionnel sont des questions qui restent ouvertes et que les études sur les mouvements sociaux pourraient contribuer à faire avancer. Autrement dit, les études sur les mouvements sociaux peuvent éclairer la manière dont les mouvements anti-système et/ou les contre-mouvements sont créés grâce à leur agentivité et l'étendue de leur contexte relationnel. Ce faisant, elles pourraient contribuer à éloigner l'ana-

>>

lyse de classe d'une approche structuraliste, en prenant en considération différents paramètres tels que la capacité de mobilisation et celui d'une dimension politique autonome.

Tout d'abord, si les spécialistes des « nouveaux mouvements sociaux » ont évoqué un « moment » différent du développement capitaliste, ils ont utilement attiré l'attention sur les facteurs structurels déterminants des conflits, tout en soulignant l'importance des processus d'identification. En ce sens, ils ont avancé des arguments contre l'interprétation structuraliste du marxisme, que les approches néo- ou post-marxistes ont en partie contribué à dépasser, sans toutefois consacrer beaucoup de recherches au développement spécifique de ressources organisationnelles et conceptuelles qui permettraient d'expliquer le passage de la structure à l'action.

Sur ce point, certains éléments mis en avant dans l'analyse des nouveaux mouvements sociaux restent pertinents pour la compréhension des conflits contemporains. Par exemple, la place du contrôle des connaissances par opposition au déclin de la propriété matérielle des moyens de production, ou le rejet d'une conception hiérarchique de ce qui est public dans les États providence en faveur d'une définition des biens communs, restent des éléments importants dans les mouvements de mobilisation actuels. Ce n'est pas un hasard si de récentes analyses marxistes des mouvements sociaux à l'ère néolibérale, comme celle de Colin Barker, font largement référence à Melucci et à Touraine, en particulier pour souligner l'importance des connaissances dans l'élaboration des discours de résistance fondés sur la reconnaissance des besoins fondamentaux et le dépassement du sens commun dominant. De même, les travaux menés sur les grandes vagues de l'action politique contestataire soulignent le rôle de l'accumulation de ressources symboliques et matérielles dans la résistance au capitalisme, la consolidation de répertoires spécifiques de contestation, et la stabilisation des canaux institutionnels ainsi que des alliances et des réseaux.

Comme le montrent des études récentes, l'évolution conjoncturelle de la crise au plan économique mais aussi politique, ainsi que ses formes et son intensité, ont eu des effets importants sur les formes et l'intensité de la contestation. Des analyses comparatives des mouvements sociaux dans la périphérie de l'Europe ont conduit à remettre en question des hypothèses largement répandues en sociologie du travail et dans les études sur les mouvements sociaux, selon lesquelles les mouvements progressistes fleurissent en période d'abondance, lorsque les travailleurs sont structurellement forts et que la croissance économique implique des marges plus importantes permettant d'affecter les bénéfices dans des augmentations de salaire et des impôts pour soutenir les dépenses sociales. Ces analyses ont montré que c'est là où la crise a été la plus forte, en particulier dans des pays comme l'Islande, la Grèce et l'Espagne, qu'elle a suscité les niveaux de mobilisation les plus élevés, avec de nouveaux répertoires d'action ainsi que des formes d'organisation et des revendications qui ont même pu connaître un succès politique. Néanmoins, la réflexion sur les différents enjeux pour les acteurs de la contestation en période d'abondance et en période de crise reste pertinente. Comme l'ont montré certaines recherches sur l'activisme des travailleurs, les crises peuvent en effet être surmontées par la création de fonds de solidarité pendant les mobilisations. Les grèves prolongées ou les occupations d'usines, tout comme les campements sur les places ou les piquets de grève formés par des chômeurs, qui ont caractérisé les manifestations anti-austérité, sont en effet analysées comme une réaction à la crise, qui à son tour constitue le ferment d'idées et de pratiques innovantes. Dans les « crises organiques » théorisées par Gramsci comme les crises d'hégémonie de la classe dirigeante, le militantisme local peut, dans certaines circonstances politiques et sociales, converger vers un mouvement social plus large.

> Remarques finales

Pour conclure, une vision structuraliste des classes sociales tend à ne pas tenir compte de la façon dont les opportunités politiques influent sur les effets socioéconomiques ainsi que sur les processus de mobilisation des ressources, ce qui constitue l'objet principal des études consacrées aux mouvements sociaux. Associer les études sur les mouvements sociaux et l'économie politique (critique) est crucial si l'on veut saisir la variété, l'intensité et le *timing* des mouvements sociaux qui se sont mobilisés dans différentes régions du monde selon des temporalités différentes en opposition avec la crise du capitalisme néolibéral. Pour ce faire, la théorie des mouvements sociaux devrait davantage s'intéresser aux analyses critiques de la transformation capitaliste consacrées aux processus actuels d'accumulation et d'exploitation. En même temps, l'analyse des transformations structurelles du capitalisme peut bénéficier de la théorie des mouvements sociaux, qui attire l'attention sur la mobilisation des mécontentements liés à ces transformations. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Donatella della Porta <donatella.dellaporta@sns.it>

> Samir Amin, figure de proue du marxisme en Afrique

Vishwas Satgar, Université du Witwatersrand (Afrique du Sud) et membre des comités de recherche de l'ISA « Économie et Société » (RC02) et « Mouvements de travailleurs » (RC44)

Samir Amin à Berlin en 2016. Crédit : Flickr. Certains droits réservés.

Samir Amin est décédé le 12 août 2018. L'histoire intellectuelle de l'Afrique au XXe siècle ne serait pas complète sans la reconnaissance de ses apports. Son parcours intellectuel recoupe les moments clés de la construction de l'Afrique moderne : (i) l'essor du nationalisme arabe ; (ii) le virage à gauche dans l'Afrique postcoloniale, y compris la montée du socialisme africain et du socialisme scientifique ; (iii) la domination néocoloniale par la dépendance ; (iv) la défaite du panafricanisme dans le contexte de l'ajustement structurel et de la guerre froide ; et (v) la gestation d'une Afrique mondialisée. Amin a vécu ces moments, les a étudiés et y a participé intellectuellement.

Ses travaux sont ceux d'un marxiste indépendant, qui se situent dans le prolongement de sa thèse de doctorat (1957) consacrée au sous-développement et à ses mécanismes. Cette thèse a ensuite été publiée sous le titre *Accumulation on a World Scale – A Critique of the Theory of Underdevelopment* (« L'accumulation à l'échelle mondiale – Une critique de la théorie du sous-développement », 1974). Amin était un intellectuel transgressif, qui ne se limitait jamais aux frontières entre disciplines. Il a apporté des contributions innovantes à la théorie marxiste, à l'analyse des systèmes-monde, à la théorie du développement, aux analyses conjoncturelles de la géopolitique mondiale, aux propositions stratégiques, et n'a cessé de réexaminer les arguments en faveur du socialisme. La sociologie a bénéficié de son apport, mais aussi l'économie, les relations internationales, la théorie postcoloniale, les études du développement et diverses autres disciplines. En Afrique, Amin a cofondé en 1973 le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), dont il a été le premier secrétaire exécutif. Cette institution a laissé son empreinte sur au moins trois générations successives de chercheurs en sciences sociales et a eu une influence déterminante pour l'avancement des sciences sociales en Afrique.

En tant que marxiste, Amin n'a jamais été prisonnier de l'orthodoxie. Sa façon d'aborder Marx consistait à apprendre de lui ; si Marx était un point de départ, Amin estimait que la méthode marxiste exigeait de donner « des réponses marxistes aux défis actuels ». Il fallait pour cela faire preuve d'innovation conceptuelle sur la théorie du capitalisme et du matérialisme historique de Marx. À cet égard, Amin n'abordait pas le capitalisme à partir d'une définition abstraite qui aurait privilégié la relation capital-travail. Pour lui, une telle approche aboutissait à l'économisme et à une vision « étapiste » de l'évolution des périphéries, selon laquelle les « périphéries sous-développées » devaient rattraper les centres avancés. Au lieu de cela, Amin pensait qu'il était important de penser le capitalisme comme un système-monde, comme l'unité primaire d'analyse, et au plus haut niveau d'abstraction. Cela nécessitait une compréhension historique du capitalisme, une analyse concrète de l'impérialisme contemporain, ainsi que des analyses conjoncturelles. Amin a ainsi été amené à innover sur le concept de valeur de Marx, en allant plus loin pour le situer dans le cadre du capitalisme mondial. Il a développé une conception de la rente impériale, du développement inégal et de la polarisation globale comme étant inhérents au système capitaliste mondial. Sa conception de la phase globale du capitalisme des monopoles, avec ses cinq monopoles que sont les armes de destruction massive, la technologie, les flux financiers, les ressources planétaires et les communications, se trouvait au cœur de sa théorie de l'impérialisme. De ce point de vue, le « rattrapage » par les périphéries était une illusion.

À l'heure où, au Nord comme au Sud, les universités sont aux prises avec le le défi de la décolonisation, la contribu-

>>

tion de Samir Amin d'un marxisme non eurocentrique est à la fois essentielle et inédite. Amin apporte également une passerelle et une base de dialogue à ceux qui ont tendance, dans leur empressement décolonisateur, à désavouer tout marxisme en tant que pensée eurocentrique. Amin a remis en question la dimension eurocentrique chez Marx, l'historiographie du capitalisme et la modernité occidentale. Il le fit en innovant sur l'idée du « mode de production tributaire » et historicisa cette catégorie en une séquence historique qui démontrait en quoi l'Europe était la périphérie de la civilisation précapitaliste. L'Europe est arrivée tardivement à la civilisation et, grâce à la diversité de sa transition du féodalisme au capitalisme, qui a bouleversé la centralisation des surplus, elle a pu se développer comme elle l'a fait. L'Europe ne s'est pas développée grâce au génie de l'homme blanc et à un quelconque exceptionnalisme. Des contingences historiques sont intervenues dans la refonte du système-monde à partir du XVIe siècle. Amin a également critiqué l'eurocentrisme et son imbrication avec l'économisme, en défendant le rôle central de l'alliance entre les ouvriers et les paysans dans les périphéries du capitalisme. L'analyse et la politique de classe marxistes ne devraient pas réduire la capacité d'action politique au prolétariat industriel. En outre, le pronostic précoce et visionnaire d'Amin dans *L'Empire du chaos* (1992), selon lequel le bloc formé par l'Europe et le Japon mené par les États-Unis ne reculerait devant rien pour reproduire et étendre ses marchés capitalistes, met d'autant plus en évidence l'impératif de décolonisation.

Le concept stratégique de déconnexion de Samir Amin, qu'il ne faut pas confondre avec l'autarcie, a également servi de base à des projets nationaux populaires dans des pays et régions, pour s'assurer que le projet de souveraineté était déterminé en fonction de l'impératif de décolonisation. Ainsi, pour Amin, la question centrale était le contrôle de la relation entre les pays de la périphérie et le capitalisme mondial. Amin était opposé à l'ajustement aux conditions des monopoles mondiaux et des centres. Ainsi, à son avis, la libéralisation du contrôle des changes, des banques privées et de l'agriculture mondialisée, par exemple, allaient toutes à l'encontre du développement national.

Dans son essence, la déconnexion est un projet national populaire traversé par trois tendances : étatiste, capitaliste et socialiste. Selon Amin, ces tendances sont soutenues par une alliance de classe (et, dans le cas de la périphérie, une alliance entre ouvriers et paysans) pour mener ce projet. Chacune de ces tendances se heurterait, se contredirait et s'opposerait mutuellement pour déterminer l'orientation du projet national populaire. Selon sa conception évolutive de la déconnexion, Amin a clairement défini plusieurs conditions nécessaires à celle-ci.

Pour commencer, un projet national qui privilégie les besoins de la population est crucial. Il ne doit pas être compromis par la relation avec le capitalisme mondial. À cet égard, un cas exemplaire est la souveraineté alimentaire. Amin a défendu politiquement et intellectuellement une perspective agraire suivant laquelle les paysans, les petits exploitants et les consommateurs contrôlaient le système alimentaire. Depuis 1996, La Via Campesina, le plus grand mouvement paysan de la planète avec plus de 200 millions de membres, a été à l'avant-garde pour promouvoir la souveraineté alimentaire face à la dépossession associée à un système alimentaire contrôlé par le monopole mondial. Amin a soutenu la souveraineté alimentaire comme un élément crucial d'une approche stratégique de déconnexion. Une telle position est également essentielle pour notre réflexion sur la décarbonisation dans le contexte actuel de réchauffement de notre planète.

Deuxièmement, la déconnexion devait avoir une dimension régionale ou sous-régionale. Pour Amin, si le pays était un lieu essentiel à la déconnexion, celle-ci devait intervenir dans un contexte où de grands blocs économiques et politiques établissent entre eux des relations, par exemple en Afrique australe ou en Afrique de l'Ouest, et même à l'échelle de l'Afrique. Cette harmonisation de la régionalisation visait également à se doter du pouvoir nécessaire dans la région pour contrôler les relations avec le capitalisme mondial. Cela signifiait que la déconnexion représentait également un type différent de mondialisation, impulsé par la base plutôt que par les classes dominantes, les monopoles mondiaux et la triade dirigée par les États-Unis.

Troisièmement, la déconnexion consistait également à réaliser un décentrage du pouvoir au sein du système-monde. L'idée d'un monde polycentrique est un concept associé à la déconnexion et essentiel à sa réalisation. Une telle notion prévoit une redistribution du pouvoir par le biais de l'internationalisme. À l'époque d'Amin, entre 1955 et 1975, le Mouvement des non-alignés a été crucial pour réaliser un tel monde polycentrique. Mais après son échec et le recul de la solidarité au sein du tiers monde, Amin a commencé, dans les dernières années de sa vie, à plaider en faveur d'une Cinquième Internationale des Peuples et des Travailleurs. En émettant des critiques sur les limites du Forum social mondial, il cherchait une nouvelle base pour la solidarité internationale, fondée sur une approche critique de l'internationalisme historique. Aujourd'hui, diverses sphères s'intéressent sérieusement à sa proposition, étant donné la menace constituée par la montée de l'extrême droite dans le monde et l'aggravation des crises systémiques du capitalisme mondial, y compris la crise climatique.

Ceux d'entre nous qui, en Afrique, ont connu Samir Amin et dont la pensée entrait en dialogue avec la sienne, se retrouvent fortement bouleversés par sa disparition. Issa Shivji, un éminent spécialiste africain des sciences sociales, décrit cette réalité en ces termes : « Un baobab est tombé ». ■

Toute correspondance est à adresser à Vishwas Satgar <Vishwas.Satgar@wits.ac.za>

> I. Wallerstein, un sociologue et intellectuel d'exception

Sari Hanafi, Université américaine de Beyrouth (Liban) et Président de l'Association internationale de Sociologie (2018-2022), et **Stéphane Dufoix**, Université de Paris-Nanterre et Institut universitaire de France, et membre du comité de recherche de l'ISA sur l'Histoire de la sociologie (RC08)

Immanuel Wallerstein à l'Université européenne de Saint-Pétersbourg en 2008. Photo : Alexei Kouprianov/Creative Commons.

Plusieurs événements ont secoué notre communauté sociologique au cours des derniers mois. Trois éminents sociologues sont décédés : Immanuel Wallerstein, Aníbal Quijano et Erik Olin Wright. Cependant, l'Association internationale de sociologie (ISA) est particulièrement redevable à Wallerstein, qui a été son président entre 1994 et 1998. Il est l'auteur d'une œuvre majeure en quatre volumes unanimement célébrée, *The Modern World-System*, qui propose une analyse des systèmes-monde afin d'« impenser » la théorie dominante de la modernisation – une analyse qui reste aussi convaincante aujourd'hui que dans les années 1970, lorsqu'il a commencé à écrire dessus. En soutenant que les domaines économique, politique, et socioculturel ne sont pas des domaines séparés de l'action sociale et en préconisant que toutes les analyses soient à

>>

la fois historiques et systémiques, il a re-centré la sociologie autour de l'histoire comparée, de l'économie politique et des théories du capitalisme, jetant ainsi les bases d'une sociologie anticoloniale et postcoloniale.

Son importante contribution organisationnelle a été d'« ouvrir » l'ISA en établissant un contact direct avec ses membres, en lançant une tradition de lettres présidentielles aux membres, et en organisant des conférences régionales qui ont permis de favoriser l'émergence de nouvelles générations de sociologues qui deviendraient plus tard des figures importantes de leurs sociologies nationales aussi bien que de l'ISA.

Traduits dans de nombreuses langues, les livres de Wallerstein témoignent de son influence dans le monde entier. Dans le monde arabe, cinq de ses livres et nombre de ses articles ont été traduits, et son amitié avec le théoricien de la dépendance Samir Amin a fait de lui l'un des héros du monde arabe. Cette situation est complexe à analyser. À première vue, dans des ouvrages importants comme *Unthinking Social Science* (1991, éd. en français de 1995 sous le titre *Impenser la science sociale : Pour sortir du XIXe siècle*) ou le rapport de la Commission Gulbenkian sur la restructuration des sciences sociales qu'il a présidée (1996), très peu de chercheurs en sciences sociales non occidentaux sont cités (Samir Amin dans le premier, et Engelbert Mveng dans le second). Cependant, un examen plus approfondi montre que le Centre Fernand Braudel qu'il dirigeait à l'Université de Binghamton était un lieu où de nombreux chercheurs en sciences sociales latino-américains du groupe Modernité/Colonialité (tels que Aníbal Quijano, Enrique Dussel, Walter Mignolo et Ramón Grosfoguel) ont trouvé un refuge ou du moins un endroit où présenter leurs analyses dans les années 90. En outre, dans son allocution présidentielle de 1998 au XIVe Congrès mondial de Sociologie à Montréal, le deuxième défi (sur six) qu'il lançait à la « culture de la sociologie » traditionnelle concernait l'eurocentrisme, et il citait longuement les travaux du sociologue égypto-français Anouar Abdel-Malek[1].

Dès 1971, considérant que les divisions par discipline établies à la fin du XIXe siècle « n'avaient plus de justification heuristique[2]», Wallerstein a appelé à la réunification des sciences sociales avec les sciences humaines et l'histoire. Il a plaidé en faveur de leur reconfiguration en acceptant que « la rationalité implique le choix d'une politique morale et que le rôle de la classe intellectuelle soit d'éclairer les choix historiques que nous faisons collectivement », comme il l'a écrit dans *The End of the World as We Know It: Social Science for the Twenty-First Century*. Il soutient que sans cette « rationalité substantive », les spécialistes en sciences sociales perdront leur raison d'être au plan social. Dans sa dernière intervention, le 1er juillet 2019, il nous a exhortés à veiller à cela : « Le monde pourrait suivre d'autres chemins de traverse. Ou il pourrait ne pas les suivre. J'ai indiqué dans le passé que je pensais que la lutte cruciale était la lutte de classe... Ceux qui seront encore en vie pourront rassembler leurs forces pour que ce changement puisse devenir une réalité ».

Il croyait en une crise terminale du capitalisme, mais ce grand intellectuel nous a quittés bien avant qu'un monde meilleur ait pu être rendu possible. ■

1. Wallerstein, I. (January 1999) "The Heritage of Sociology, the Promise of Social Science." *Current Sociology* 47(1): 1-37.

2. Wallerstein I. (November 1971) "There is No Such Thing as Sociology." *The American Sociologist* 6(4): 328.

Toute correspondance est à adresser à :
Sari Hanafi <sh41@aub.edu.lb>
Stéphane Dufoix <stephane.dufoix@wanadoo.fr>

> I. Wallerstein
ou comment doter la sociologie d'une nouvelle cohérence

Frank Welz, Université d'Innsbruck et membre des comités de recherche de l'ISA « Histoire de la sociologie » (RC08) et « Théorie sociologique » (RC16) et **Anand Kumar**, Nehru Memorial Museum and Library, New Delhi (Inde)

En réfléchissant sur le Congrès mondial de l'ISA de 2018 dans la *Revue canadienne de sociologie*, Frédéric Vandenberghe et Stephan Fuchs attiraient l'attention sur le fait que « la sociologie n'est plus ». Pour eux, cette discipline telle qu'elle est fragmentée, a perdu son essence et son identité. L'un des porte-parole à s'être exprimé à l'échelle mondiale avec le plus de force contre la fragmentation et la spécialisation de la sociologie a été Immanuel Wallerstein. Son décès le 31 août 2019, à l'âge de 88 ans, représente une perte considérable pour les sciences sociales. La responsabilité qui retombe sur nous – la communauté internationale des sociologues – mais aussi, heureusement, l'héritage scientifique qu'il nous a laissé, sont immenses. Inspirés par les idées-force d'Immanuel Wallerstein depuis la fin des années 1970 (lorsque Anand Kumar étudiait sous sa direction à Binghamton) et après une longue série de rencontres (dont un entretien filmé que nous avons réalisé avec lui en 1999 à Paris[1]), nous tenterons ici de présenter quelques-unes de ses idées qui nous semblent les plus importantes pour la sociologie contemporaine.

Premièrement, en ce qui concerne l'unité d'analyse : Alors que la sociologie internationale débattait du « nationalisme méthodologique » au début du nouveau siècle (par exemple U. Beck, D. Chernilo), Wallerstein avait déjà dans les années 60 remplacé l'unité d'analyse des sciences sociales, lorsqu'il décida qu'il ne pouvait pas étudier l'Afrique de l'Ouest postcoloniale en tant qu'addition de sociétés nationales mais seulement en tant que partie d'un système-monde historique – le point de départ à partir duquel il développa son ouvrage en quatre volumes *The Modern World-System*. Deuxièmement, en ciblant notre méthode (l'épistémologie) pour donner un sens au social, le choix précoce de Wallerstein en faveur d'une science sociale relationnelle est devenu un défi important et prometteur pour les sciences sociales. S'inspirant de la science de la complexité d'Ilya Prigogine, Wallerstein a commencé dans les années 1990 à soutenir que les sciences naturelles et les sciences humaines trouveraient un nouveau terrain d'entente dans les sciences sociales (ramenant ainsi la sociologie au centre) en remplaçant la conception newtonienne d'un monde répétitif, stable et équilibré par une nouvelle conception tirée d'études sur la complexité d'un monde historique instable, évolutif et fluctuant. Suivant cette conception, la détermination de de la théorie économique néoclassique en fonction d'un équilibre général est erronée. De même, notre pratique traditionnelle consistant à séparer l'économique (pour l'économie), le politique (pour la science politique) et le socioculturel (pour la sociologie ou les sciences humaines) est erronée. Lorsque nous analysons un phénomène, il faut aussi nécessairement prendre en compte sa mise en relation avec les autres. Par exemple, l'appartenance ethnique ne peut pas être simplement considérée comme un héritage culturel du passé mais doit l'être en même temps comme un mode stratégique imposé d'en haut au sein d'une société pour organiser (économiquement) les couches inférieures et comme un mode de résistance partant (politiquement) de la base[2]. Troisièmement, en insistant sur les présupposés épistémologiques et ontologiques de la sociologie, Immanuel Wallerstein cherchait en fait à renforcer la cohérence et l'efficacité de notre discipline. Déjà dans les années 90, alors qu'il était président de l'ISA, il critiquait la fragmentation continue de la sociologie en sections de plus en plus petites, fragmentation qui ne pouvait être surmontée qu'en repensant les sources intellectuelles communes de la sociologie.

Enfin, il était primordial pour lui d'être un sociologue engagé, non seulement en tant que chercheur mais aussi en tant que professeur de sociologie. Il l'a fait en participant de manière constante, en tant qu'« intellectuel organique », aux mouvements pour la justice et l'harmonie – des manifestations contre la guerre dans les années 1960 à la résistance contre l'apartheid dans les années 1970-1980, et aux assemblées du Forum social mondial en Afrique et en Amérique latine. En bref, on se souviendra d'Immanuel Wallerstein comme d'un grand maître qui a non seulement affronté les limites de la « sociologie occidentale » dans les années 1960, mais a également revitalisé la sociologie au cours du demi-siècle suivant en établissant un ensemble de nouveaux concepts, théories et méthodes (la conception du système-monde) pour mieux comprendre la dynamique de la société humaine – en particulier entre « le long XVIe siècle » et le turbulent XXe siècle. ■

1. Interview vidéo d'Immanuel Wallerstein par Anand Kumar et Frank Welz, 1999, https://www.youtube.com/playlist?list=PL49D592A64200367F.

2. Kumar, A. and Welz, F. (2001) "Culture in the World-System. An interview with Immanuel Wallerstein." *Social Identities. Journal for the Study of Race, Nation and Culture* 7(2): 221-231.

Toute correspondance est à adresser à :
Anand Kumar <anandkumar1@hotmail.com>
Frank Welz <frank.welz@uibk.ac.at>

> La caravane de migrants
comme stratégie de mobilité

Veronica Montes, Bryn Mawr College (États-Unis)

Des migrants campent dans le stade Jesús Martínez à Mexico. Crédit : Veronica Montes.

Un après-midi de printemps de mai 2019, j'ai revu Lucia et Hector. C'était la troisième fois en six mois que je les rencontrais. Cette fois-ci, ils se trouvaient à Tijuana, ville frontalière entre les États-Unis et le Mexique. Lucia et Hector faisaient partie des milliers de migrants d'Amérique centrale qui, en octobre et novembre 2018, ont traversé le territoire mexicain au sein de ce qu'on a appelé la « caravane » centraméricaine. Ces migrants ont utilisé la caravane comme une stratégie de mobilité pour atteindre la frontière entre les États-Unis et le Mexique. La première fois que j'ai rencontré Lucia et Hector, c'était à Mexico le 5 novembre 2018, dans le stade qui a servi d'abri aux milliers de migrants de la caravane qui avaient commencé à arriver dans la ville le 3 novembre.

La première caravane – il y en a eu quatre au total en 2018 – est partie le 12 octobre de la ville de San Pedro Sula, au Honduras, et est arrivée à Tijuana, au Mexique, le 12 novembre. Que des migrants d'Amérique centrale cherchant à rejoindre les États-Unis traversent le territoire mexicain n'a rien de nouveau. Selon Marta Sánchez Soler, coordinatrice du Mouvement des Migrants Mésoaméricains (MMM), environ 800 à 1.000 migrants centraméricains entrent chaque jour au Mexique. On estime qu'en 2014, par exemple, près de 392.000 migrants centraméricains ont traversé le territoire mexicain, ce nombre diminuant légèrement en 2015 pour atteindre 377.000. Si la présence de migrants centraméricains traversant le territoire mexicain n'est pas un phénomène nouveau, pourquoi la caravane de migrants a-t-elle suscité un tel émoi à la fois au niveau national et international ?

Les organisations de défense des droits de l'homme ont démontré que les enlèvements massifs sont devenus un système permanent d'extorsion à grande échelle dirigé contre les migrants au Mexique. Dans son livre *Violencias y migraciones centroamericanas en México*, María Dolores París Pombo affirme que les migrants sont victimes d'une exploitation sexuelle et du crime organisé le long de la route migratoire entre les frontières sud et nord du Mexique. Dans ce contexte, se rendre visibles a été pour des milliers de migrants centraméricains la stratégie de mobilité qui leur a permis de traverser le territoire mexicain de manière sûre et rapide et à un prix abordable jusqu'à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Ainsi, bien que la formation d'une caravane comme stratégie de mobilité pour traverser le territoire mexicain n'ait pas été une nouveauté, divers facteurs ont rendu cette caravane différente des précédentes : premièrement, le nombre considérable et l'hétérogénéité des personnes qui se sont empressées de la rejoindre (des familles de jeunes parents, des mères seules avec enfants, de jeunes hommes seuls, des mineurs non accompagnés, des personnes LGBTQ, ainsi qu'un nombre important de personnes âgées et handicapées) ; deuxièmement, la rapidité de leur organisation ; troisièmement, la détermination de milliers de Centraméricains à emprunter les routes principales, revendiquant par là leur droit à transiter librement et en sécurité à travers le territoire.

Pourquoi ces personnes prenaient-elles le chemin de l'exil, mettant en péril leur vie et celle de leur famille, pour chercher à rejoindre la frontière entre les États-Unis et le Mexique ? La réponse est complexe et chaque pays d'Amé-

>>

Certaines initiatives visent à informer les migrants de leurs droits et des possibilités qui s'offrent à eux au Mexique. Crédit : Veronica Montes.

rique centrale a sa propre histoire. Un récent rapport intitulé « Disorder by design : a manufactured U.S. emergency and real crisis in Central America », publié par l'International Rescue Committee, apporte des éclairages sur les circonstances qui ont conduit à cette migration. Le rapport indique que les demandeurs d'asile originaires du Salvador qui ont atteint les États-Unis arrivaient avec des niveaux très élevés de stress psychosocial qui se sont amplifiés au fil des générations, après des décennies de guerre civile, de violence d'État, de pauvreté, de catastrophes naturelles et, plus récemment, de violence omniprésente et aveugle des gangs. L'histoire du Guatemala s'apparente à celle du Salvador, avec une guerre civile qui a duré 36 ans (de 1960 à 1996) et a coûté la vie à quelque 200.000 personnes, principalement d'origine indigène. Au Honduras, le niveau élevé de corruption, le coup d'État de 2009, la pauvreté et l'extrême violence des gangs ont constitué les éléments déterminants qui ont poussé des milliers de Honduriens à fuir leur pays. Dans ces circonstances, les dangers et la pauvreté étaient devenus intenables pour des millions de Centraméricains.

Le 11 novembre, le premier groupe d'environ 300 personnes qui formait la caravane a commencé à arriver à Tijuana. D'après un compte rendu du Colegio de la Frontera Norte (COLEF), un institut de recherche situé à Tijuana, on estime qu'environ 6.000 personnes ont séjourné dans un complexe sportif qui a été mis à disposition par la municipalité. Dans un compte rendu publié le 13 décembre, le COLEF a passé en revue cinq scénarios possibles pour les Centraméricains encore présents à Tijuana : (1) demander l'asile aux États-Unis : (2) demander le statut de réfugié au Mexique ; (3) rester à Tijuana et trouver un emploi ; (4) faire l'objet d'un rapatriement volontaire ou forcé dans leur pays d'origine ; ou (5) traverser clandestinement la frontière entre le Mexique et les États-Unis. J'ajouterais un sixième scénario à cette liste : partir s'installer dans une autre ville frontalière entre le Mexique et les États-Unis. Lucia et Hector ont choisi cette dernière option. La deuxième fois que je les ai rencontrés, c'était à Tijuana à la fin du mois de novembre 2018, quelques semaines avant leur départ pour Reynosa, dans l'État de Tamaulipas – l'une des villes frontalières les plus dangereuses du Mexique, à près de 1800 kilomètres de Tijuana – où ils espéraient trouver du travail dans la construction.

On peut tirer plusieurs enseignements de la caravane de 2018. Premièrement, en tant que stratégie de mobilité, la caravane est une illustration de la dualité entre d'une part la visibilité qu'elle a donné aux milliers de Centraméricains qui ont traversé le territoire mexicain et d'autre part l'invisibilité de ces migrants lorsqu'ils se sont retrouvés bloqués à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Deuxièmement, si la mobilisation collective des personnes qui ont rejoint la caravane a été l'un des facteurs décisifs qui leur a permis de gagner la frontière, aujourd'hui, cette mobilisation collective n'existe plus, ces personnes s'étant dispersées à Tijuana et dans d'autres villes frontalières du Mexique pour survivre, ce qui les place dans une situation très vulnérable. Troisièmement, cette caravane a révélé au monde entier la crise migratoire qui existe en Amérique centrale. On estime que le nombre de migrants centraméricains arrivant à la frontière entre le Mexique et les États-Unis pourrait atteindre le million d'ici la fin de 2019. Quatrièmement, cette crise migratoire centraméricaine place le gouvernement mexicain face à une situation critique. La frontière sud du Mexique ne dispose pas des infrastructures nécessaires pour prendre en charge les milliers de migrants – centraméricains, africains, cubains, haïtiens et autres migrants transcontinentaux – qui sont bloqués dans l'attente de poursuivre leur chemin vers la frontière nord. En attendant, à la frontière nord du Mexique, les refuges pour migrants sont surpeuplés par les milliers de migrants qui ont réussi à arriver jusque-là et qui attendent de pouvoir passer aux États-Unis pour y demander l'asile ou, dans le pire des cas, y entrer de manière illégale. Enfin, aujourd'hui, des milliers de migrants d'Amérique centrale se retrouvent dans une situation d'incertitude et de vulnérabilité, tant au Mexique qu'aux États-Unis. Nombreux sont ceux qui survivent grâce à l'empathie, à la solidarité et à la compassion d'individus et d'organisations de la société civile qui soutiennent des personnes comme Lucia et Hector dans leur recherche d'une vie meilleure. ■

Toute correspondance est à adresser à Veronica Montes
<vmontes@brynmawr.edu>

> Réinstallation des réfugiés : l'exemple de Buffalo

Aysegül Balta Özgen, Center for the Study of Ethnicity, Race and Immigration, Université de Pennsylvanie (États-Unis) et membre du comité de recherche de l'ISA « Sociologie des migrations » (RC31)

Les 14 principaux pays d'origine des immigrés et réfugiés dans le Comté d'Érié, 2008-2016

Country of Origin	Total Number (2008-2016)
Afghanistan	140
Burma	4,057
Bhutan	1,888
Burundi	79
Congo	56
Democratic Republic of Congo	958
Cuba	96
Ethiopia	77
Eritrea	321
Iraq	1,322
Iran	54
Somalia	1,851
Sudan	176
Syria	280

Rapport de la ville de Buffalo, février 2018, Partenariat pour le bien public (PPG).

Les États-Unis disposent d'un système de réinstallation des réfugiés bien établi depuis la loi sur les réfugiés de 1980. Le Département de la Sécurité intérieure et le Département d'État coordonnent l'admission des réfugiés dans le pays, tandis que le Bureau de réinstallation des réfugiés du Département de la Santé et des Services sociaux coordonne les prestations de services après leur arrivée, en collaboration avec neuf organismes bénévoles. Avant que le Président Trump ne réduise leur nombre ces deux dernières années, les États-Unis avaient toujours été le pays qui accueillait le plus de réfugiés au monde, avec près de 90.000 admissions chaque année. Les réfugiés sont admis de façon permanente et bénéficient d'une procédure accélérée pour obtenir la citoyenneté. Contrairement aux autres catégories d'immigrants, ils ont immédiatement droit à une aide financière et médicale, entre autres aides publiques.

> Pourquoi les moyennes et petites villes ?

Les neuf organismes bénévoles mentionnés ci-dessus ont conclu un accord de coopération avec le Département d'État, et leurs représentants se réunissent fréquemment pour examiner le cas de chaque réfugié nouvellement arrivé. Ils tiennent compte de divers facteurs, comme d'avoir déjà de la famille aux États-Unis ainsi que la disponibilité d'interprètes, de logements, de cours d'anglais et de services d'aide à l'emploi pour décider où chaque réfugié sera réinstallé. Si les grandes métropoles comme New York et Los Angeles sont des destinations typiques pour les immigrants, depuis peu, de plus en plus de villes de taille moyenne et de plus petites villes sont privilégiées pour la réinstallation des réfugiés. Les villes plus petites offrent des prix plus abordables, disposent de plus de logements disponibles et beaucoup d'entre elles ont besoin d'augmenter leur population pour des raisons économiques.

Buffalo, dans l'État de New York, est l'une des villes de taille moyenne où les réfugiés sont de plus en plus souvent réinstallés depuis 2006. Bien que le processus de réinstallation n'ait pas été facile au début, Buffalo est devenue un exemple de bonnes pratiques. De plus, les réfugiés jouent un rôle important dans l'actuelle revitalisation de la ville.

Buffalo est une ville typique de la « Rust Belt », cette région du Midwest et du Nord-Est des États-Unis connue au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle pour son industrie lourde, en particulier ses usines sidérurgiques. En

>>

raison de la désindustrialisation, de la mondialisation économique et de l'automatisation, des villes comme Buffalo, Cincinnati, Cleveland, Dayton, Detroit, Pittsburgh et Saint-Louis ont connu un fort déclin démographique et économique. En juillet 2018, la population de Buffalo, qui a été réduite de moitié depuis les années 1950, était estimée à 256.000 habitants tandis que le taux de pauvreté s'élevait à 30,9%. La région de Buffalo et des Chutes du Niagara, la huitième du pays où la ségrégation raciale est la plus forte, est marquée par de très fortes inégalités entre la ville et les banlieues résidentielles. Comme beaucoup d'autres villes de la Rust Belt, Buffalo est aujourd'hui en train de se repeupler, en bonne partie grâce aux immigrants et aux réfugiés. Sans cette croissance de la population née à l'étranger, la diminution globale de la population de Buffalo entre 2000 et 2014 aurait été de 4,7% au lieu de 3,3%.

Depuis 2002, plus de 15.000 réfugiés ont été réinstallés à Buffalo. Mais le nombre réel de réfugiés est en fait plus élevé en raison de la migration secondaire : des réfugiés qui sont initialement réinstallés dans d'autres villes s'installent ensuite à Buffalo, où ils trouvent des logements abordables et de solides réseaux de soutien locaux. Les cinq principaux pays d'origine sont la Birmanie, la Somalie, le Bhoutan, l'Irak et la République démocratique du Congo. Ces populations d'immigrants et de réfugiés se concentrent dans le West Side de la ville, où le taux de population née à l'étranger a atteint 16% en 2017.

> Quels sont les acteurs ?

À Buffalo, quatre organismes d'aide à la réinstallation (Catholic Charities, Jewish Family Services, Journey's End Refugee Services et International Institute of Buffalo) sont responsables de l'accueil et du placement des réfugiés au cours de leurs trois premiers mois aux États-Unis. Des travailleurs sociaux en charge des dossiers individuels trouvent un appartement et le meublent avant l'arrivée des réfugiés, les accueillent à l'aéroport, mettent en place les services essentiels à leur nom, font les démarches nécessaires pour qu'ils aient accès à l'aide publique et à la sécurité sociale, inscrivent leurs enfants à l'école, leur ouvrent un compte bancaire, leur prennent des rendez-vous médicaux et leur apprennent à utiliser les transports publics. Ils proposent également des cours d'anglais, des services d'aide à l'emploi et des interprètes, ainsi qu'une assistance juridique. Mais au-delà des 90 premiers jours de réinstallation, les organismes d'aide ne reçoivent que des fonds limités du gouvernement, les réfugiés étant censés être autonomes à l'issue de cette période.

Ces quatre organismes d'aide à la réinstallation ne sont pas les seuls acteurs à travailler avec les réfugiés à Buffalo. De nombreuses autres organisations à but non lucratif, notamment les associations des diverses communautés ethniques ou religieuses de réfugiés, ainsi que la mairie, les écoles et les universités et les médias locaux créent un environnement accueillant pour les réfugiés à Buffalo. Ces acteurs, spécialisés dans différents domaines, collaborent entre eux et orientent les clients vers les services les plus appropriés. Cette collaboration efficace de toutes les parties prenantes contribue à faire de Buffalo un bon exemple en matière de réinstallation des réfugiés.

Mais les réfugiés ne sont pas seulement des personnes qui ont des besoins auxquels il faut répondre. Une fois qu'ils se sont adaptés à leur nouvelle vie, ils apportent une contribution importante à leur communauté. Ils repeuplent des quartiers et des établissements scolaires désertés, achètent des maisons et les remettent en état, créent de nouvelles entreprises, assurent la pérennité de la main-d'œuvre et paient des impôts. Comme dans beaucoup d'autres villes en cours de revitalisation de la Rust Belt, dirigeants municipaux et médias s'accordent à dire que les réfugiés sont une bonne chose pour la renaissance de Buffalo. Bien sûr, les réfugiés ne peuvent pas à eux seuls sauver la ville, et on assiste à une augmentation des projets de développement tels qu'un projet de développement du front de mer, un consortium université-hôpital ainsi que d'autres opérations de réaménagement urbain et de réhabilitation de logements. Mais les réfugiés sont appréciés pour leur rôle dans la stabilisation économique et la reconversion de la ville, en particulier dans le West Side, où ils ont renforcé le sentiment de diversité et de multiculturalisme au sein de la communauté, et contribué à la reprise économique grâce à leurs petites entreprises locales et leur esprit d'entreprise. Dès lors, les villes de la Rust Belt sont en concurrence les unes avec les autres pour attirer davantage de réfugiés.

> Quels sont les défis ?

Malgré tous ces efforts de collaboration pour répondre aux besoins des réfugiés et malgré la revitalisation de la ville, opération qualifiée de « Renaissance des réfugiés » à Buffalo, le processus d'intégration n'est pas exempt de difficultés. Des problèmes d'ordre structurel existent à la fois au niveau national et local. Tout d'abord, les fonds alloués aux organismes d'aide à la réinstallation sont limités aux 90 premiers jours d'accueil de chaque réfugié, or il n'est guère réaliste de s'attendre à ce que les réfugiés deviennent autonomes à la fin de cette période. Le plafond du nombre de réfugiés qui seront autorisés à entrer aux États-Unis a été abaissé à 30.000 l'année dernière et à 18.000 cette année, ce qui entraîne des réductions budgétaires encore plus importantes. L'année dernière, les organismes d'aide à la réinstallation se sont lancées dans de vastes campagnes de collecte de fonds, auxquelles l'État de New York a contribué à hauteur de 2 millions de dollars, mais l'avenir de ces programmes reste incertain. Devant la diminution du nombre de réfugiés et la réduction des fonds fédéraux, les responsables municipaux avertissent que la croissance économique de Buffalo est menacée. Par ailleurs, après les interdictions de voyager décrétées

>>

par le président Trump, nombre des réfugiés syriens que j'ai interrogés à Buffalo ont exprimé leurs craintes d'une expulsion. S'ils m'ont déclaré ne pas avoir été confrontés à des réactions hostiles de la part des habitants de Buffalo, l'islamophobie et la rhétorique anti-réfugiés dans les médias nationaux les conduit vers un sentiment de non-appartenance. Or lorsqu'ils ne se sentent pas les bienvenus, les réfugiés ont moins de chances de s'intégrer.

À l'échelle locale, les défis sont plus variés. Buffalo est une ville où la ségrégation est très forte, et les réfugiés sont généralement placés dans les quartiers du West Side par les organismes d'aide à la réinstallation. Or les emplois qu'ils occupent habituellement (comme plongeur, concierge, cuisinier, manutentionnaire, assembleur, déménageur, etc.) ne se trouvent pas dans le West Side. Tant qu'ils n'ont pas les moyens de s'offrir une voiture, ils dépendent donc des transports publics, qui sont peu nombreux et peu fiables. Le montant des aides publiques n'étant généralement pas suffisant pour subvenir à leurs besoins, ils risquent d'occuper plusieurs emplois à temps partiel à des heures irrégulières, ce qui les empêche de suivre des cours d'anglais à des horaires normaux. La plupart des familles de réfugiés n'ont pas les moyens de payer des services de garde d'enfants et, à moins de pouvoir compter sur d'autres membres de la famille, les femmes avec des enfants en bas âge ne peuvent pas se rendre à des cours d'anglais ou aller travailler. Ces femmes se retrouvent ainsi isolées à la maison, ce qui empêche leur intégration socioéconomique. Enfin, les porte-parole de nombreuses communautés font observer que les habitants natifs de Buffalo ne savent pas grand-chose des réfugiés. Sachant que l'intégration est une voie à double sens, il ne suffit pas que les réfugiés apprennent à connaître le mode de vie américain et cherchent à s'adapter.

La réinstallation non seulement offre une solution durable à une infime minorité de réfugiés vulnérables dans le monde, mais elle enrichit et aide également les villes d'accueil. L'État de New York est le troisième à accueillir le plus de réfugiés dans le pays, et Buffalo la ville qui en accueille le plus grand nombre à l'échelle de cet État. L'expérience que Buffalo a accumulée au cours des dix à quinze dernières années en fait un exemple de bonnes pratiques pour d'autres villes. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Ayşegül Balta Özgen <aysegulb@sas.upenn.edu>